

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE  
Faculté des lettres et sciences humaines  
Université de Sherbrooke

*Des identités dissonantes ? : l'État canadien et ses vétérans, 1917-1920*

par  
Cédrik Lampron

Mémoire présenté pour obtenir  
La Maîtrise ès arts (Histoire)

Sherbrooke  
24 avril 2018

## RÉSUMÉ

Ce mémoire vise à comprendre la provenance et la nature des tensions qui surviennent entre l'État fédéral canadien et les vétérans canadiens de la Première Guerre mondiale lors du retour de ces derniers au pays à la suite du conflit. L'étude des commissions d'enquête spécialement créées par Ottawa pour faire face aux nouveaux défis qu'occasionne l'ampleur inattendue de la Grande Guerre permet d'observer une implication accrue de l'État dans la sphère sociale. Cette redéfinition conjuguée aux revendications que l'on retrouve en analysant les publications des associations de vétérans canadiennes nous permet de démontrer que les tensions entre ces deux agents ne sont pas uniquement d'origine pécuniaire. En utilisant les concepts d'identité et de constructions identitaires, nous démontrons qu'au contraire, ces tensions émanent majoritairement de la confrontation de deux visions bien distinctes de ce qu'est un vétéran et du rôle qu'il devrait jouer dans la société d'après-guerre.

Les revendications des associations de vétérans ne peuvent donc pas se résumer à une simple réclamation pour de meilleurs services de la part de l'État, mais elles témoignent aussi d'une volonté d'aligner les valeurs de la société canadienne aux leurs. Pour y arriver, ces associations, dont le *Great War Veterans Association* que nous étudions plus précisément, en viennent à remettre en cause la définition libérale de la citoyenneté fondée sur l'autosuffisance économique et le travail pour proposer un modèle genré, basé sur le principe de l'économie du sacrifice. Par contre, cette rhétorique ne survivra pas à la disparition de la majorité des associations de vétérans au milieu des années 1920.

Mots clés : Première Guerre mondiale, vétérans canadiens, citoyenneté, construction identitaire, économie du sacrifice, masculinité.

## REMERCIEMENTS

L'écriture de ce mémoire représente certainement pour moi la chose la plus ardue que j'ai eu à faire de mon existence. La difficulté ne provient pas seulement de la nature de la tâche elle-même, mais de sa durée et des nombreuses remises en question qu'il a occasionnées. Pourtant, c'est dans l'adversité que j'ai (re)découvert l'importance de nombreuses personnes qui m'ont soutenu alors que je croyais (à tort) que je ne pourrais jamais plus écrire une seule page de plus.

Je tiens tout d'abord à remercier ma directrice Louise Bienvenue, qui a su me prodiguer conseils et encadrement tout au long du voyage en plus de me fournir de nombreuses opportunités de m'épanouir académiquement à l'extérieur de la rédaction de ce mémoire. J'aimerais aussi remercier mes lecteurs, Patrick Dramé ainsi qu'Harold Bérubé pour leurs bons conseils et remarques pertinentes sans oublier Léon Robichaud qui a su répondre à mon flot de questions.

Par la suite, j'aimerais remercier mes parents, Lucie et Daniel, qui m'ont supporté du début à la fin sans jamais cesser de croire en moi, et ce malgré le fait qu'il est parfois compliqué d'expliquer à ses parents ce qu'est véritablement un mémoire de maîtrise. Je tiens aussi à remercier mes amis qui acceptaient mes sautes d'humeur et mes frustrations lorsque les mille et un problèmes inattendus survenaient encore une fois, soit Guillaume, Matt, Jules, Jean-Simon, Jean-Michel, Félix, Aimé ainsi que Mich.

Un gros merci à l'équipe de CFAK qui m'a offert des moments formidables et formateurs tout au long de mon parcours universitaire. Plus particulièrement merci à Simon, Guilhem, Rivest, Guimond et bien sûr Péniche !

Finalement, un merci tout spécial à ma blonde Camille qui a su toujours être à mes côtés durant les joies de fin de chapitre et les frustrations de corrections. Si j'étais capable de fournir seulement la moitié de l'aide que tu m'as apportée lorsque tu compléteras ton propre mémoire, je serais un homme très heureux.

Merci à vous tous!

P.S. Ce n'est pas parce qu'un projet est lourd et long qu'il n'en vaut pas la peine. Si Sisyphe a pu trouver un sens à sa roche, vous le pouvez aussi!

## TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	II
REMERCIEMENTS .....	III
TABLE DES MATIÈRES .....	IV
INTRODUCTION .....	1
La problématique.....	2
L'historiographie.....	4
Le cadre théorique .....	16
Les sources .....	20
La méthodologie .....	27
Le plan du mémoire .....	30
CHAPITRE I : « WHAT THE COUNTRY OWES THESE MEN IS AN OPPORTUNITY TO OBTAIN A LIVELIHOOD. » LA REDÉFINITION DU RÔLE DE L'ÉTAT EN TEMPS DE GUERRE .....	32
1.1 Une crise sans précédent .....	33
1.2 Les changements administratifs .....	36
1.3 La charité au XIX <sup>e</sup> siècle et pendant la Grande Guerre.....	40
1.4 Les <i>pensions evil</i> .....	42
1.5 Le <i>vocational training</i> .....	48
1.6 Les tuberculeux .....	51
1.7 Le <i>sheltered employment</i> .....	55
Conclusion .....	59
CHAPITRE II : L'ÉCONOMIE DU SACRIFICE EN ACTION .....	61
2.1 Expériences de guerre .....	62
2.2 Le sacrifice .....	68
2.3. L'économie du sacrifice .....	74
Conclusion .....	84
CHAPITRE III : <i>RETURNED CITIZEN OU RETURNED SOLDIERS ?</i> LA DÉMOCRATIE DES TRANCHÉES .....	87
3.1. L'identité octroyée .....	88
3.2. Qu'est-ce qu'un citoyen? L'affrontement des conceptions.....	100
Conclusion .....	112
CONCLUSION .....	115
BIBLIOGRAPHIE.....	121

## INTRODUCTION

Le 11 novembre 1918 marque officiellement la fin des hostilités qui étaient devenues le quotidien de près de 70 millions de soldats participant à la Première Guerre mondiale<sup>1</sup>. Les canons n'étaient pas encore froids que les historiens tentaient de comprendre la suite d'évènements ayant conduit aux premiers coups de feu quatre ans auparavant. De nombreux débats ont suivi par rapport au caractère inévitable ou non du conflit ainsi que sur la recherche des vrais responsables du déclenchement de ce carnage. Si l'historiographie de la Grande Guerre a permis le développement de l'histoire diplomatique, elle s'est rapidement tournée vers l'histoire sociale dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale. L'étude de la Première Guerre mondiale englobe l'analyse des manœuvres militaires, mais elle a connu un virage qui inclut désormais un intérêt pour ces 70 millions de soldats qui se sont battus dans les tranchées et ailleurs. Bien que les coups de feu se soient tus sur les grands champs de bataille après novembre, cela ne signifie pas que le périple des combattants en était à sa fin. La majorité des soldats ayant participé aux affrontements y survivront et devront trouver une façon de réintégrer leur société d'origine. Cependant, les sociétés auxquelles ils retournent ne sont pas dans un état similaire à celles qu'ils ont quittées avant d'être mobilisés sous les drapeaux.

En ce qui concerne les anciens combattants du front de l'ouest, leurs récits nous démontrent que la réintégration aux sociétés d'origines est longue et laborieuse. Qu'est-ce qui explique que pour plusieurs soldats, le pays natal symbole de tant d'espoir pendant

---

<sup>1</sup> Frédéric Guelton, « Les armées », Dans Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker, dir., *L'Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004, p. 221.

les heures sombres au combat, se transforme en terre de déception au retour? Contrairement aux Allemands, les vétérans canadiens ne retrouvent pas leur nation en pleine guerre civile, mais cela ne les empêche pas de se sentir trahis tant par l'État que par la société. Ce sentiment de trahison alimente alors les tensions qui se développent entre l'État fédéral et les vétérans canadiens dès leur retour au pays.

### **La problématique**

La démarche menant à l'écriture de ce mémoire se veut une suite de ce que les historiens Desmond Morton et Glenn Wright avaient entrepris avec leur ouvrage *Winning the Second Battle* en 1987<sup>2</sup> traitant du retour laborieux des vétérans canadiens après les combats de la Grande Guerre. Morton et Wright avaient accordé une place prépondérante aux questions pécuniaires dans l'analyse des tensions entre les vétérans et l'État fédéral. Cependant, nous croyons qu'il est pertinent de se pencher sur l'aspect identitaire pour peindre un portrait plus complet de la situation. En effet, nous croyons que malgré l'importance des ouvrages de Morton dans l'historiographie, ce dernier n'accorde pas une place assez substantielle à l'image que se fait l'État des groupes de vétérans ni du sentiment d'appartenance qui anime ces derniers envers leur condition d'anciens combattants. Il est, selon nous, indispensable de se pencher sur le contexte ainsi que sur les facteurs qui ont mené à la formation de l'identité des vétérans canadiens de la Première Guerre mondiale et de réfléchir à la façon dont cette identité est justifiée et performée pour mieux comprendre d'où proviennent les tensions entre ces derniers et l'État fédéral entre 1917 et 1920. L'étude de cette période est cruciale pour plusieurs

---

<sup>2</sup> Desmond Morton et Glenn T. Wright, *Winning the Second Battle: Canadian Veterans and the Return to Civilian Life 1915-1930*, Toronto, University of Toronto Press, 1987, 328 p.

raisons. C'est cette époque qui voit naître *The Veteran*, l'organe de presse de la plus importante association de vétérans canadiens, soit *The Great War Veterans' Association* (GWVA). Ce périodique constitue une partie importante de notre corpus de sources. Sur une note plus technique, nous n'avons pas eu accès aux numéros du *Veteran* après 1920 dans les fonds d'archives de Montréal et d'Ottawa, ce qui justifie aussi le choix du cadre temporel. De plus, c'est aussi durant cette période que l'on peut observer l'impact de la Grande Guerre à travers l'étude des nombreuses réformes mises en place par Ottawa.

L'étude de cette période nous permet donc d'observer des facteurs précédemment ignorés par les chercheurs, qui mèneraient à l'exacerbation des tensions entre les vétérans et l'État canadien. En plus d'être tributaires d'une dissonance entre les services offerts par l'État et ceux revendiqués par les vétérans, les tensions proviendraient aussi d'une différence fondamentale de perception en ce qui concerne l'identité des vétérans. Cette différence s'explique à travers l'étude des mécanismes de construction identitaire que nous abordons dans ce mémoire. De plus, nous postulons que la conception libérale de la citoyenneté défendue par l'État est, à bien des niveaux, incompatible avec la conception défendue par les vétérans puisque cette dernière accorde une importance prédominante à la notion de sacrifice. En revanche, bien que notre étude s'intéresse à l'aspect identitaire des conflits entre les vétérans et l'État, nous ne prétendons pas qu'il s'agit de la seule façon de les expliquer.

Sans nier l'importance de la place que l'argent a pu occuper dans les débats entre les vétérans et l'État, nous croyons que sous l'optique de l'identité, nous serons en

mesure de dégager des éléments d'explication qui viennent compléter ceux qui furent proposés auparavant. De nombreux historiens et historiennes ont contribué à la vaste historiographie sur la Première Guerre mondiale au Canada ; notre étude se veut donc être une lumière supplémentaire pour nous aider à mieux saisir ces conflits qui ont marqué le début du XX<sup>e</sup> siècle.

Bien que le centenaire de la crise de Sarajevo et les événements qui ont suivi ont su insuffler un nouveau dynamisme à ce champ de recherche, les interrogations demeurent toujours supérieures aux réponses et nous croyons que ce mémoire peut être en mesure d'éclairer un peu plus certaines questions. Explorons donc cette historiographie en s'intéressant particulièrement au rôle de l'État ainsi qu'à l'identité des soldats pour être en mesure de comprendre quelles zones d'ombre le présent mémoire cherche à éclairer.

## **L'historiographie**

### *Du politique au culturel*

Au fil des ans, comme nous l'avons évoqué plus haut, l'étude du volet politique et stratégique de la Grande Guerre a cédé la place à une approche plus sociale du conflit. Dernièrement, c'est à l'aide de l'histoire culturelle que les historiens et historiennes ont tenté de comprendre la Première Guerre mondiale. Aujourd'hui, l'histoire militaire s'intéresse moins aux causes des conflits et aux stratégies martiales, mais scrute attentivement l'expérience et le vécu des acteurs. Cette guerre « vue de près », selon



l'expression d'un précurseur de cette approche Jean Norton Cru<sup>3</sup>, occupe une place beaucoup plus importante dans l'historiographie actuelle. Si ce renouveau a eu lieu au sein de l'historiographie européenne, on peut aussi en observer les répercussions au Canada. Les travaux de Desmond Morton en sont un bon exemple<sup>4</sup>. Après avoir publié *Winning the Second Battle* en 1987<sup>5</sup>, ce dernier approfondit cette approche en se positionnant dans une perspective encore plus sociale avec *Fight or Pay*<sup>6</sup> en 2004. Chacun de ces ouvrages accorde une place prépondérante à l'expérience des soldats et des familles qui ont vécu les perturbations causées par la Première Guerre mondiale. Bien que l'aspect politique n'y soit pas évacué, on perçoit clairement que Morton s'inscrit dans cette trame historiographique en étudiant principalement la correspondance des soldats avec leur famille. Il est donc en mesure de mettre en relief l'expérience humaine tout en conservant la méthode historienne. De cette façon, l'auteur peut comprendre comment la profonde désorganisation de l'État canadien en matière de guerre a mené à des conditions de vie déplorables pour les vétérans qui rentrent du front, mais aussi pour leur famille qui avait de la difficulté à survivre avec les maigres allocations allouées par le gouvernement<sup>7</sup>. Il analyse aussi les livres de paie des soldats pour démontrer la profonde inégalité qui régnait entre les officiers et les soldats, tant pour la rémunération qu'en matière de soin<sup>8</sup>. Morton est donc sans contredit l'historien qui a le plus écrit à propos

---

<sup>3</sup> Jean Norton Cru, *Du témoignage*, Paris, Gallimard, 1929, 270 p.

<sup>4</sup> Morton n'est pas le seul à avoir recours à cette approche au Canada. Il est important de mentionner Michel Litalien, *Dans la tourmente: deux hôpitaux militaires canadiens-français dans la France en guerre, 1915-1919*, Montréal, Athéna, 2003, 159 p. et Mélanie Morin-Pelletier, *Briser les ailes de l'ange: les infirmières militaires canadiennes, (1914-1918)*, Montréal, Athéna, 2006, 185 p.

<sup>5</sup> Desmond Morton et Glenn T. Wright, *Winning the Second Battle: Canadian Veterans and the Return to Civilian Life 1915-1930*, Toronto, University of Toronto Press, 1987, 328 p.

<sup>6</sup> Desmond Morton, *Fight or Pay Soldiers' Families in the Great War*, Vancouver, UBC Press, 2004, 326 p.

<sup>7</sup> Morton, *Fight or Pay*, p. 23.

<sup>8</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 10.

des vétérans canadiens de la Première Guerre mondiale et ses thèses sont à la base même de notre mémoire. Cependant, l'historien n'approfondit que très peu l'aspect identitaire des vétérans. Nous considérons que l'identité de ces derniers occupe une place significative dans la dynamique de revendications et d'affrontements entre les vétérans et le gouvernement au cours de la période étudiée.

### *La Première Guerre et l'évolution du rôle de l'État*

La Première Guerre mondiale est un catalyseur dans l'histoire de l'évolution du rôle de l'État. Il est primordial de bien saisir cette transformation pour comprendre le contexte dans lequel se forge l'identité des vétérans. Les luttes pour la reconnaissance d'une identité commune et d'un renouveau de la définition de la citoyenneté sont donc liés à l'expansion des responsabilités étatiques. L'historiographie plus classique sur la transformation historique du rôle de l'État, telle que défendue par plusieurs auteurs, dont Dennis Guest et Jean-Marie Fecteau, le présente comme ayant une implication minimale dans la sphère publique avant la Deuxième Guerre mondiale<sup>9</sup>. Fecteau définit même cet État comme étant philanthrope, c'est-à-dire qu'il traite les problèmes sociaux par le biais des organismes de charité et non directement. Cependant, des écrits plus récents viennent nuancer cette thèse et même situer les débuts de l'État-providence au début du siècle. Selon Shirley Tillotson, par exemple, on peut voir apparaître les bases d'un État-providence au Canada par le biais des pensions pour les vétérans et de vieillesse ainsi que les premières allocations familiales qui se mettent en place avec la Première Guerre

---

<sup>9</sup> Michael D. Ornstein et Michael Stevenson, *Politics and ideology in Canada Elite and Public Opinion in the Transformation of a Welfare State*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1999, 497 p., Jean-Marie Fecteau, « Généalogie de l'État-providence », *Lien social et Politiques*, n° 33, (printemps 1995), p. 5-9, Dennis Guest, *The Emergence of Social Security in Canada*, Vancouver, UBC Press, 1999, 390 p.

mondiale. Pour l’auteure, ces mesures sociales marquent l’apparition d’un État-providence dès les années 1920<sup>10</sup>. Nancy Christie apporte le même genre d’argument en adoptant une perspective féministe. Selon elle, l’État-providence se crée en réaction à la crainte de l’effritement du noyau familial. Selon cette thèse, la société serait construite autour de la famille et la difficulté qu’auraient eue certains hommes à remplir leur rôle de pourvoyeur au cours de la Grande Guerre aurait ébranlé la structure sociale. Le « breadwinner ideal »<sup>11</sup>, ou le rôle du pourvoyeur devait donc être protégé par l’État pour stabiliser la société. Pour nous, il apparaît évident que l’impact de la Première Guerre mondiale favorise l’instauration de politiques sociales, mais nous n’adhérons pas entièrement à la thèse de Christie concernant la primauté de l’idéal du pourvoyeur dans l’implantation de ces mesures sociales pour des raisons que nous développerons plus loin.

L’historien Alvin Finkel, quant à lui, opte pour une position beaucoup plus critique sur l’émergence des politiques sociales au Canada. Il définit tout d’abord ces politiques comme étant : « the set of non-market decisions, public and private, that determine the distribution of wealth to individuals and families and the degree of availability of human services to all members of society. »<sup>12</sup> Pour l’auteur, la mise en place de politiques sociales n’émane pas d’un désir de justice de la part des riches et puissants, mais doit être plutôt comprise comme un compromis de leur part visant à ne pas perdre une partie plus importante du pouvoir. Il affirme aussi qu’il est rare qu’un

---

<sup>10</sup> Shirley Maye Tillotson, *Contributing Citizens. Modern Charitable Fundraising and the Making of the Welfare State, 1920-66*, Vancouver, UBC Press, 2008, 339 p.

<sup>11</sup> Nancy Christie, *Engendering the State. Family, Work, and Welfare in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, p. 6.

<sup>12</sup> Alvin Finkel, *Social Policy and Practice in Canada a History*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2006, p. 3.

groupe obtienne du gouvernement une mise en place complète des services qu'il revendique. Cette dynamique de conflit se termine généralement par un compromis<sup>13</sup>. Il est possible d'observer un scénario similaire au cours de la période que nous étudions.

Comme l'a démontré précédemment Tillotson, l'implication progressivement plus importante de l'État dans la sphère sociale est intimement liée à une modification de la conception de la charité qui survient au cours de la période étudiée. Selon la mentalité libérale qui domine à l'époque, les problèmes sociaux proviennent directement de ce qu'on considère comme étant des failles de l'individu comme la paresse et l'oisiveté. De plus, comme celui-ci est vu comme perfectible, les organismes de charité ne se contentent pas d'offrir de l'aide matérielle, mais imposent aussi leur conception de la moralité. Martin Petitclerc démontre ce phénomène dans son livre « *Nous protégeons l'infortune* » *les origines populaires de l'économie sociale au Québec*<sup>14</sup>. Selon lui au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, la charité offerte aux plus démunis devait systématiquement s'accompagner de honte, et ce pour deux raisons. Premièrement, le bénéficiaire de la charité devait se sentir honteux au point de n'accepter l'aide des organismes qu'en dernier recours. Deuxièmement cette honte devait l'empêcher de devenir dépendant des œuvres de charité tout en étant un vecteur de changement pour que l'individu intègre des valeurs plus conformes aux attentes d'une société qui mise sur la discipline de soi et le travail<sup>15</sup>. Cette notion de charité stigmatisante est caractéristique d'une période s'étalant du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin de la Grande Guerre. L'auteure Nancy Christie, dont nous

---

<sup>13</sup> Finkel, *Social Policy and Practice in Canada* p. 4.

<sup>14</sup> Martin Petitclerc, « *Nous protégeons l'infortune* » : *les origines populaires de l'économie sociale au Québec*, Montréal, VLB, 2007, 278 p.

<sup>15</sup> Martin Petitclerc, « *Nous protégeons l'infortune* », p. 17.

avons déjà évoqué les travaux, en fait elle aussi l'analyse<sup>16</sup>. Cette dernière observe un changement d'attitude vis-à-vis les vétérans de la Grande Guerre alors que ceux-ci sont de moins en moins perçus comme de mauvais pauvres, mais bien comme des gens qui méritent de cette aide. L'analyse de nos sources démontre, nous le verrons, ce changement graduel d'attitude pendant notre période.

Le concept même d'État philanthrope est mis à l'épreuve par l'historiographie plus récente. Si Fecteau postulait la thèse selon laquelle l'implantation d'œuvres de charité n'aurait pas favorisé le développement de l'État-providence<sup>17</sup>, Mariana Valverde défend la thèse opposée. Selon celle-ci, l'exercice de la charité et la mise en place de l'État-providence sont loin d'être incompatibles<sup>18</sup>. Valverde et Tillotson soutiennent que ces deux formes d'aide auraient pris de l'ampleur en parallèle au Canada de 1920 à 1960. Tillotson va même plus loin en affirmant que les « community chest », ces fonds communautaires amassés durant les campagnes de financement annuelles, auraient permis l'établissement permanent de l'impôt sur le revenu en familiarisant les contribuables avec le concept d'argent prélevé de la communauté chaque année<sup>19</sup>.

À notre avis, il apparaît évident que la Première Guerre mondiale a favorisé la mise en place de politiques sociales au Canada. Ces mêmes politiques qui vont servir de base pour l'émergence d'une identité commune pour les vétérans. Si Christie avance que la transformation du rôle de l'État est due à une volonté d'éviter un effritement de la

---

<sup>16</sup> Christie, *Engendering the State*.

<sup>17</sup> Fecteau, « Généalogie de l'État-providence », p. 6.

<sup>18</sup> Mariana Valverde, « The Mixed Social Economy as a Canadian Tradition », *Studies in Politics Economy*, vol. 47, (1995), p. 33-60.

<sup>19</sup> Tillotson, *Contributing Citizens*, p. 6.

société, il apparaît comme moins évident que les motivations des dirigeants se restreignaient à la simple protection du rôle du pourvoyeur. Nous postulons donc que ces mesures ont été instaurées pour stabiliser l'économie du pays, mais aussi pour répondre aux revendications des vétérans en corrélation avec leur propre perception de leur identité.

### *L'identité du soldat*

Selon l'hypothèse que nous avons formulée précédemment, les tensions entre les vétérans canadiens de la Première Guerre mondiale et l'État émaneraient d'une dissonance dans la représentation que chacun se fait du statut de vétéran dans la société canadienne. Des enjeux identitaires sont donc au cœur du rapport de force ici. Bien que le rôle du gouvernement se soit modifié au cours de la guerre pour tendre vers une implication sociale plus importante, il n'en demeure pas moins que cette intervention auprès des vétérans est modulée par des facteurs tant économiques qu'idéologiques. Les services offerts aux vétérans sont donc en concordance avec une partie des revendications de ce groupe, mais ils sont aussi justifiés par la perception qu'ont les dirigeants de ce que constitue un vétéran. Il nous faut par le fait même identifier et comprendre comment se définissent les vétérans, mais aussi comment le gouvernement conçoit ces derniers. Comme peu d'études ont directement porté sur la dynamique identitaire des vétérans canadiens de la Grande Guerre, il nous faudra emprunter le cadre théorique des auteurs qui ont travaillé sur les soldats britanniques engagés dans ce conflit.

Avec son concept d'expérience de guerre, Jessica Meyers nous aide à avancer dans cette réflexion. Selon l'auteure, les « [e]xperiences of war created identities that were discontinuous with those constructed in peace time, permanently alienating men from the society that they were supposed to be defending. »<sup>20</sup> C'est donc à travers l'expérience de la Grande Guerre, qui est si atypique par rapport à la conception antérieure de la guerre tant par son ampleur que sa durée, que se crée le groupe social des vétérans. Ce nouveau groupe se voit donc exclu et aliéné de la société civile qu'il est censé défendre<sup>21</sup>.

Eric J. Leed abonde dans le même sens lorsqu'il affirme que plusieurs vétérans avaient l'impression d'avoir vécu deux existences complètement différentes entre leur vie de civil et celle de soldat<sup>22</sup>. Il soutient cette thèse en utilisant le concept de liminalité, emprunté à l'ethnologue Arnold Van Gennep, selon lequel l'individu doit être séparé du groupe des civils et traverser plusieurs rites de passage, comme la mobilisation ou l'entraînement, pour devenir un soldat<sup>23</sup>. Sans contredire les deux précédents auteurs, David Gerber précise pour sa part que l'identité des vétérans se serait aussi façonnée au fil de leurs interactions avec l'État<sup>24</sup>. Pour lui, l'expérience collective des traitements médicaux et la relation entretenue par les vétérans avec le ministère des Pensions britannique auraient cristallisé la façon dont les anciens soldats se percevaient en tant que groupe profondément distinct des non-combattants.

---

<sup>20</sup> Jessica Meyer, *Men of War: Masculinity and the First World War in Britain*, New York, Palgrave Macmillan, 2009, p. 4.

<sup>21</sup> *Idem*.

<sup>22</sup> Eric Leed, *No Man's Land: Combat & Identity in World War I*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979, p. 2.

<sup>23</sup> Leed, *No Man's Land*, p. 194.

<sup>24</sup> David Gerber, *Disabled Veterans in History*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2012, p. 25.

Bien que d'une grande pertinence, ces ouvrages ne prennent pas en compte la diversité et l'hétérogénéité du groupe des vétérans. C'est donc ce manque dans l'historiographie au Canada que notre mémoire tente de combler. Selon la lecture de nos sources et en nous appuyant sur les pistes ouvertes par Morton dans *Winning the Second Battle*, il nous est possible d'affirmer que les vétérans ne constituaient pas toujours un front uni, et ce même dans la définition de leur identité de groupe. En plus d'indiquer une division entre vétérans francophones et anglophones, nos sources nous laissent apercevoir un éclatement des vétérans en différents groupes. En plus d'une distinction entre l'armée de terre et de mer, on observe aussi une division régionale à travers le Canada qui se traduit par un rapport de force différent avec le gouvernement. Si, dans les faits, les efforts des divers regroupements de vétérans sont orientés, la plupart du temps, à consolider une identité commune, qui souligne les points communs et gomme les différences trop saillantes, il ne faudrait pas commettre l'erreur de les étudier comme étant un groupe homogène.

### *La masculinité remise en question*

Ces récentes années, le développement des études sur l'histoire de la masculinité a également contribué à renouveler la lecture des enjeux soulevés par Grande Guerre. Si pour Nancy Christie, les bases de l'État-providence s'articulent autour de la protection du rôle de pourvoyeur, c'est parce qu'elle est centrale à la définition même de la masculinité au début du XX<sup>e</sup> siècle. Pour elle et pour beaucoup d'autres historiennes féministes, les mesures d'aide mises en place pour les vétérans après la signature de l'armistice ont pour



objectif de refaire de ces hommes de bons travailleurs. C'est souvent à l'aide de prothèses ou de masques que ces vétérans mutilés retrouvent leur rôle de pourvoyeurs et donc d'hommes à part entière, selon les conceptions dominantes de l'époque<sup>25</sup>. L'identité masculine est donc une composante fondamentale de la construction du discours gouvernemental officiel relativement aux anciens combattants. Par contre, il faut noter que ce discours ne reste pas statique puisqu'il sert à atteindre des objectifs différents à certains moments du conflit. L'intervention de l'État vise à rétablir la masculinité « endommagée » des vétérans dans l'après-guerre alors que la propagande de 1914 avait eu plutôt tendance à utiliser la honte comme arme de recrutement militaire.

C'est un phénomène qu'analyse Nicoletta Gullace pour la Grande-Bretagne. Elle relate que la discréditation des hommes s'y effectuait par l'entremise des plumes blanches que donnaient les femmes aux civils ne portant pas l'uniforme<sup>26</sup>. L'inaction face à l'appel aux armes était alors perçue comme un manque flagrant de masculinité. L'État utilise donc le corps de la femme pour pousser les jeunes hommes à s'enrôler dans l'armée, de crainte d'avoir à subir une humiliation publique. Les hommes qui n'affichent pas des traits perçus comme masculins sont donc ostracisés. L'historienne féministe Joanna Bourke va même plus loin en affirmant qu'il était considéré comme anormal pour un homme de ne pas éprouver de plaisir à se battre. Elle approfondit cette analyse en

---

<sup>25</sup> On retrouve cette analyse axée sur le genre chez plusieurs auteures, dont Marina Larsson, « Restoring the Spirit: The Rehabilitation of Disabled Soldiers in Australia after the Great War », *Health and History*, vol. 6, n° 2 (janvier 2004), p. 45–59, Katherine Feo, « Invisibility: Memory, Masks and Masculinities in the Great War », *Journal of Design History*, vol. 20, n° 1 (2007), p. 17–27 et Nancy Christie et David Gerber précédemment mentionnés.

<sup>26</sup> Nicoletta Gullace, « White Feathers and Wounded Men: Female Patriotism and the Memory of the Great War », *Journal of British Studies*, vol. 36, n° 2 (avril 1997), p. 178–206. On peut aussi retrouver cette rhétorique dans la propagande américaine analysée par Troy Paddock, *World War I and Propaganda*. Boston, 2014, 360 p.

étudiant les soldats qui rentrent du front et qui sont considérés par les autorités comme étant « "childish and infantile" and needed to regain their "manhood" »<sup>27</sup> s'ils ne démontrent pas le désir de retourner au front. Même si les thèses de Bourke sont critiquées par Edgar Jones qui juge l'auteure trop peu nuancée à propos du plaisir que peut éprouver un homme à commettre un meurtre<sup>28</sup>, son analyse sur l'infantilisation des vétérans par le gouvernement britannique est reprise par Jay Winter<sup>29</sup>. Ce dernier démontre qu'en présentant le vétéran comme un enfant après la guerre, le gouvernement britannique pouvait justifier de ne pas le consulter pour l'établissement de mesures qui le touchaient directement. On comprend que la conception de la masculinité des soldats revêt une dimension politique, car il occupe une place importante au sein même du discours gouvernemental. Celui-ci semble se moduler selon les buts qu'il cherche à atteindre. On valorise l'indépendance économique, et par le fait même la virilité, des vétérans qui reprennent leur rôle de pourvoyeur alors qu'on ostracise ceux qui ne cadrent pas directement avec les standards établis par l'armée pour les besoins de la guerre.

Cette image de la virilité est aussi véhiculée de façon indirecte par les soldats eux-mêmes. Ce discours est analysé par George Mosse<sup>30</sup> à travers l'étude de la littérature de guerre des anciens soldats. Cet historien américain d'origine allemande voit dans la glorification des attributs comme le courage, la camaraderie au combat ainsi que le sens

---

<sup>27</sup> Joanna Bourke, « Effeminacy, Ethnicity and the End of Trauma: The Sufferings of 'Shell-Shocked' Men in Great Britain and Ireland, 1914-39 », *Journal of Contemporary History*, vol. 35, n° 1 (janvier 2000), p. 59.

<sup>28</sup> Jones Edgar, « The Psychology of Killing: The Combat Experience of British Soldiers during the First World War », *Journal of Contemporary History*, vol. 41, n° 2 (avril 2006), p. 229-246.

<sup>29</sup> Jay Winter, « Shell-Shock and the Cultural History of the Great War », *Journal of Contemporary History*, vol. 35, n° 1 (janvier 2000), p. 7-11.

<sup>30</sup> George Mosse, *L'image de l'homme : l'invention de la virilité moderne*, Paris, Abbeville, 1997, p. 126.

du sacrifice des valeurs sûres auxquelles peuvent se raccrocher les militaires pour donner le sens d'une quête virile à leurs expériences de combats.

On constate donc que malgré la myriade d'études faites à propos de la Première Guerre mondiale, les interrogations soulevées par notre question de recherche demeurent toujours sans réponse. Bien que plusieurs ouvrages portent sur la masculinité et l'identité des vétérans britanniques de la Grande Guerre, le champ reste toujours relativement inexploré du côté canadien. L'explication de Christie par rapport aux systèmes de pensions qui s'articulent autour de la protection du rôle du pourvoyeur et la thèse de Morton concernant les *pensions evil* nous apparaissent comme étant incomplètes pour comprendre la dynamique de confrontation entre les vétérans canadiens et l'État au cours de la période s'étirant de 1917 à 1920. Il est donc essentiel de s'intéresser aux concepts « d'identité revendiquée » et « d'identité attribuée » pour comprendre d'où émanent et comment s'expriment les tensions entre ces deux acteurs dans l'après-guerre. De plus, bien que l'historiographie classique du développement de l'État situe l'apparition de l'État-providence dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, des ouvrages plus récents en décèlent les traces bien avant. Sans toutefois affirmer que l'État-providence apparaît au Canada avec la Première Guerre mondiale, nos sources laissent paraître une implication nettement plus importante du gouvernement dans la sphère sociale. Cette implication passe donc par des mesures d'aides plus directes envers les vétérans, mais aussi par des incursions de l'État dans d'autres domaines jugés traditionnellement privés. Le rôle de l'État se transforme donc de façon considérable et nous soutenons que les revendications des vétérans y ont eu un rôle à jouer.

## Le cadre théorique

Le concept d'identité s'avère central dans notre analyse. Or, nous sommes bien conscients des critiques qui lui furent adressées par Rogers Brubaker et Frederick Cooper<sup>31</sup> et, plus récemment au Québec, par Thierry Nootens<sup>32</sup>. Néanmoins, nous ne croyons pas que notre utilisation du concept d'identité soit trop floue ou qu'elle obscurcisse l'objet de notre étude. Nous croyons, en effet, que l'étude des enjeux identitaires véhiculés dans les discours des associations de vétérans ainsi que par le gouvernement éclaire une réalité qui a été, jusqu'ici, en grande partie ignorée. En analysant la construction identitaire de ces groupes, il nous est possible de comprendre sous un angle différent leurs actions. Pour les besoins de notre étude, nous emprunterons les définitions d'identité et de stratégies identitaires qui sont opératoires dans le domaine de l'anthropologie et de la sociologie. Pour ce faire, nous nous appuierons sur les écrits de Claude Gélinas<sup>33</sup>, Véronique Lauzon<sup>34</sup> ainsi que sur l'ouvrage collectif *Stratégies identitaires*, dirigé par Carmel Camilleri<sup>35</sup>. Nous savons bien que ces auteurs traitent du concept d'identité principalement dans un contexte d'étude des populations métis pour Gélinas et des femmes musulmanes pour Lauzon. Cependant, nous croyons que leur cadre théorique est applicable à notre objet d'étude. En nous positionnant, comme le fait Taboada-Leonetti, contre le courant substantialiste et donc en accord avec les interactionnistes, nous postulons qu'il n'y a « que des identités en situation, produites par

---

<sup>31</sup> Rogers Brubaker et Frederick Cooper, « Beyond "Identity" », *Theory and Society*, vol. 29, (2000), p. 1-47.

<sup>32</sup> Thierry Nootens, « Un individu "éclaté" à la dérive sur une "mer" de sens ? Une critique du concept d'identité », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 62, n°1 (été 2008), p. 35-67.

<sup>33</sup> *Idem*.

<sup>34</sup> Véronique Lauzon, « Réduire l'écart entre les identités revendiquées et une identité assignée. Des femmes de culture musulmane engagées dans l'espace public québécois », Mémoire de maîtrise (sociologie), Université de Montréal, 2011, 123 pages.

<sup>35</sup> Carmel Camilleri et al., *Stratégies identitaires*, Paris, PUF, 1990, 232 pages.

les interactions<sup>36</sup>. » Comme les identités sont construites dans une dynamique d'interaction avec autrui et qu'elles ne proviennent pas de l'essence de l'individu, il nous est possible d'extraire les thèses de Gélinas et de Lauzon de leur contexte d'étude de l'ethnicité pour les appliquer à la formation de l'identité des vétérans canadiens. C'est donc dans cette optique que nous allons aborder le concept d'identité comme une entité mouvante, construite au fil des interactions entre le gouvernement fédéral et les vétérans, mais aussi entre les vétérans et l'ensemble de la société canadienne dès leur retour au pays.

### *L'identité revendiquée*

Tout d'abord, pour Claude Gélinas, l'identité « naît de la conscience et de la reconnaissance, individuelle ou collective, de posséder un particularisme qui distingue des autres et qui s'exprime à travers la mise en valeur de traits culturels pragmatiquement choisis pour leur capacité discriminante<sup>37</sup>. » Pour cet auteur, c'est cette conscience d'un particularisme qui permet à un groupe de s'attribuer une identité discriminante par rapport à un autre groupe et de l'utiliser pour revendiquer un traitement concordant avec cette même identité. Cependant, toujours selon l'auteur, un groupe extérieur peut aussi utiliser des particularismes discriminants pour attribuer une identité au premier groupe. L'importance donnée à l'aspect dynamique et contextuel dans le processus de revendication et d'attribution d'une identité vient positionner Gélinas directement à l'encontre du courant substantialiste qui défend l'existence d'une identité « naturelle »<sup>38</sup>.

---

<sup>36</sup> Camilleri, *Stratégies identitaires*, p. 44.

<sup>37</sup> Gélinas, *Indiens, Eurocanadiens*, p. 35.

<sup>38</sup> Gélinas utilise ici les thèses sur la stratégie identitaire que l'on retrouve chez Edmond-Marc Lipiansky, *Psychologie de l'identité : soi et le groupe*, Paris, Dunod, 2005, 255 p.

Dans notre étude, nous chercherons à établir les étapes de la consolidation de l'identité de vétérans au sein de l'armée canadienne et, plus largement, au sein de la société. Dans le cas des vétérans, ces traits discriminants sont multiples et nous les avons répertoriés au cours de notre analyse des numéros du journal *The Veteran*. Nous les avons divisés en deux grandes catégories. Premièrement, les traits discriminants internes : il s'agit de tout ce qui permet de distinguer un vétéran aux yeux de son groupe d'appartenance en se basant sur des caractéristiques que l'individu doit posséder ou des situations qu'il doit avoir vécues. Dans cette catégorie on retrouve l'expérience de la guerre, le retour à la vie civile, le sacrifice, la masculinité ainsi que l'interaction avec l'État. L'étude de ces thèmes récurrents dans les différentes éditions de *The Veteran* nous permet de mieux comprendre et de mieux saisir ce que valorisent les vétérans et comment ces derniers se perçoivent. Deuxièmement, nous avons aussi analysé certains archétypes présentant des traits discriminants externes. On y retrouve bien entendu l'ennemi, mais aussi le profiteuse, le civil, l'étranger et aussi les membres du gouvernement au sens large.

Ces deux catégories de traits discriminants, soit l'interne et l'externe, forment la base sur laquelle les rédacteurs du journal *The Veteran* formuleront l'identité revendiquée du groupe. Selon Claude Gélinas, « lorsqu'elle est affichée et défendue, l'identité devient revendiquée, c'est-à-dire qu'elle constitue un message visant à dire aux autres que l'on est différent d'eux, que l'on n'est pas comme eux<sup>39</sup>. » Pour étudier cette stratégie identitaire, nous tenterons de démontrer comment la discrimination interne et externe mène à la construction d'une identité propre aux vétérans, mais plus précisément aux membres du GWVA.

---

<sup>39</sup> *Idem*.

En revanche, la stratégie identitaire n'est pas seulement à sens unique, mais se nourrit aussi de la vision de ce que la sociologue Isabelle Taboada-Leonetti définit comme le « non-nous » :

La différenciation qui permet précisément de définir ce « eux »; dans la genèse de l'identification à un groupe, la différenciation est souvent première, c'est-à-dire que c'est par opposition à un « non-nous » que les individus prennent conscience d'appartenir à une identité collective différente (Devereux, 1972, p.147). Par ailleurs, plus l'opposition entre le « nous » et un « non-nous » est conflictuelle ou violente, plus le sentiment d'appartenance au groupe s'actualise. Différenciation et assimilation sont deux finalités évidemment complémentaires<sup>40</sup>.

De ce fait, il devient extrêmement important d'analyser la vision des commissaires ainsi que celle des vétérans pour être en mesure de bien définir la dialectique dans laquelle se construit l'identité sociale des anciens combattants. Toujours en nous basant sur les écrits d'Isabelle Taboada-Leonetti, nous postulons qu'« il ne peut exister d'identité — pour — soi substantialiste; il n'y a que des identités en situation, produites par les interactions<sup>41</sup>. » L'aspect dynamique du processus de construction identitaire y devient encore plus important.

Un peu plus près de notre objet d'étude, mais à l'extérieur de la période étudiée, nous retrouvons un article de Lara Campbell<sup>42</sup> qui présente les vétérans non pas comme un groupe passif et tributaire de l'aide gouvernementale, mais plutôt comme étant proactif et revendicateur. Bien que sa période n'entrecoupe que très peu la nôtre, cette

---

<sup>40</sup> Isabelle Taboada-Leonetti, « Stratégies identitaires et minorités : le point de vue du sociologue », dans Carmel Camilleri et *al.*, *Stratégies identitaires*, Paris, Presses Universitaires de France, 1990, p. 56.

<sup>41</sup> Taboada-Leonetti, « Stratégies identitaires et minorités », p. 44.

<sup>42</sup> Lara Campbell, « “We who have wallowed in the mud of Flanders”: First World War Veterans, Unemployment and the Development of Social Welfare in Canada, 1929-1939 », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol.11, n° 1, (2000), p. 125-149.

analyse est importante, car elle mobilise les concepts d'« entitlement » et de « citizenship » qui permettent de mieux saisir la mentalité des vétérans canadiens à leur retour au pays. Ces concepts psychologiques ne sont pas statiques, mais évoluent en fonction du degré d'effort et de sacrifices que conçoit avoir fourni l'individu. C'est pour cette raison que les vétérans se croient plus méritants que les autres citoyens à recevoir de l'aide gouvernementale. Cette aide n'est plus vue comme une charité qu'on leur adresse, mais bien comme un dû justifié par leur service au front. Campbell n'est pas la seule à observer ce phénomène. Eric Leed, dont nous avons présenté ci-haut les travaux, en fait même un élément central de son argumentaire. Selon lui, l'État et les enrôlés auraient accepté un contrat tacite dès le début du conflit selon lequel les efforts fournis par les soldats seraient compensés à la fin de la guerre par le gouvernement sous forme d'avantages monétaires ainsi que d'une reconnaissance sociale. Ce contrat, que Leed nomme « the economy of social guilt », serait donc rompu aux yeux des vétérans lorsque l'État ne leur fournit pas les services qu'ils considèrent adéquats dans l'après-guerre<sup>43</sup>.

## Les sources

Pour répondre à notre question de recherche, nous utilisons donc deux catégories de sources. La première émane des vétérans canadiens de la Première Guerre mondiale sous la forme d'une publication mensuelle nommée *The Veteran*. Issue de la plus importante organisation de vétérans canadiens, le *Great War Veterans' Association* voit le jour à la convention de Winnipeg le 10 avril 1917<sup>44</sup>. Ayant Ottawa comme quartier général et placé sous la présidence de l'ancien avocat néo-écossais le major Willard

---

<sup>43</sup> Leed, *No Man's Land*, p. 204.

<sup>44</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 70.



Purney<sup>45</sup>, le *Great War Veterans' Association* occupe une place de choix avec ses 250 000 membres à son apogée<sup>46</sup>. Bien que la plus grande, le GWVA n'est pas la seule association de vétérans au Canada puisqu'elle doit rivaliser avec plusieurs autres regroupements dont le *Army and Navy Veterans* ou le *Grand Army of United Veterans*<sup>47</sup>. C'est justement ces divisions qui affaiblissent le mouvement des vétérans et qui mènent à la dissolution du GWVA et des autres groupes en 1925 alors qu'est fondée la Légion royale canadienne en 1925<sup>48</sup>. Il serait présomptueux, mais surtout irréaliste, de notre part de prétendre comprendre l'univers mental de l'ensemble des 600 000 vétérans canadiens à travers l'étude des publications du *Great War Veterans' Association*. Malgré ces limites, nous croyons du fait de son importance, le GWVA représente un échantillon représentatif de vétérans canadiens bien qu'il ne regroupe pas l'entièreté du groupe. En fait, les divergences d'opinion entre le *Great War Veterans' Association* et les autres organisations ne sont pas fondamentales, mais bien techniques. Nous y reviendrons plus précisément dans les sections sur les expériences de guerre.

L'éditeur en chef de *The Veteran* pour la période qui nous intéresse est David Loughnan, un vétéran d'origine britannique faisant partie du 16<sup>e</sup> bataillon de la Colombie-Britannique<sup>49</sup>. Morton le décrit comme un anglo-conformiste, ce qui transparaît beaucoup dans ses écrits<sup>50</sup>. En ce qui concerne la provenance des éditoriaux et de la section « Notes », comme ceux-ci ne sont jamais signés, cela nous laisse croire, tout

---

<sup>45</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 71.

<sup>46</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 123.

<sup>47</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 129.

<sup>48</sup> Morton, *A Military History of Canada*, p. 167-168.

<sup>49</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 79.

<sup>50</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 120.

comme Desmond Morton, que ces textes proviendraient de David Loughnan<sup>51</sup>. Pour ce qui est des autres articles, dont le courrier du lecteur, les histoires de guerre ou des suggestions quant aux services qui devraient être octroyés aux vétérans, ceux-ci ne sont pas toujours signés. Lorsqu'ils le sont, on peut parfois retrouver le nom complet de l'auteur, simplement ses initiales ou même un nom d'emprunt. Nous n'avons malheureusement pas discerné de modèle précis qui expliquerait l'apparition ou non d'une signature outre celui exposé ci-haut. Nous n'avons pas non plus mené de recherche exhaustive quant aux auteurs qui avaient apposés leur signature. Il s'agit en effet d'une des limites de notre recherche.

Il est aussi intéressant de se pencher sur le financement de la publication. Comme l'objectif de la revue est d'être indépendante vis-à-vis le gouvernement et qu'il s'agit aussi de l'organe de presse officiel du GWVA, les coûts liés au fonctionnement du périodique une fois les premiers numéros publiés sont assumés par l'association elle-même<sup>52</sup>. De plus, le prix de vente de la revue est établi à 10 cents en 1917, et à 20 cents en 1920. Il faut compter aussi les nombreuses publicités s'adressant principalement à un public masculin comme des rasoirs ou des cigarettes, qui contribuent aussi au financement. En octobre 1918, le lectorat est estimé à 95 000<sup>53</sup> par les éditeurs alors que l'année suivante, ces mêmes éditeurs estiment le nombre d'exemplaires publiés à près de 300 000<sup>54</sup>.

---

<sup>51</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 135.

<sup>52</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 79.

<sup>53</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 79.

<sup>54</sup> The Great War Veterans' Association, « s.t. », *The Veteran*, vol. 2, n°2 (janvier 1919), p. 68.

Parallèlement à l'évolution du nombre de lecteurs, le nombre de pages par publication connaît aussi une augmentation de 1917 à 1920. Les premiers numéros contiennent environ 30 pages tandis que ce nombre double vers la fin de 1920. Les différentes pages proposent plusieurs sujets et thèmes qui sont susceptibles d'intéresser les vétérans. Chaque numéro débute toujours par une section intitulée « Notes » où l'on relate et commente l'actualité politique canadienne du point de vue des vétérans. On y retrouve aussi plusieurs histoires de guerres, des blagues et des caricatures montrant le Kaiser dans des positions fâcheuses ainsi que des nouvelles des autres groupes de vétérans à travers le pays. Vers la fin de chaque numéro, il est possible de lire une section ciblant un public féminin, intitulée « Woman's pages », traitant essentiellement de cuisine et de trucs pour être une bonne ménagère en temps de crise. Tandis que quelques articles présentent un certain caractère que l'on pourrait considérer non partisan dans un contexte de guerre, d'autres sections s'attaquent directement au gouvernement canadien. Passé la période de lune de miel suivant l'élection du gouvernement de l'Union en 1917, les éditoriaux deviennent de plus en plus acerbes à l'endroit d'Ottawa. Cette tendance est aussi notable dans le courrier du lecteur qui suit sensiblement la même trajectoire une fois passé l'engouement initial de la conscription, ce qui nous laisse croire que le mensuel n'est pas simplement une sorte de club social pour anciens combattants, mais bien un outil de pression pour faire valoir leurs positions.

L'étude du mensuel *The Veteran* nous permet donc de comprendre les mécanismes identitaires précédemment évoqués. Ce magazine fut initialement publié à Ottawa, puis à Montréal en 1919, et enfin à Toronto à partir de 1920. *The Veteran* devient

un hebdomadaire en 1921 ; il est forcé de fermer temporairement de septembre à novembre 1923 en raison de problèmes financiers grandissants<sup>55</sup>. *The Veteran* devient finalement *The Legionnary* en avril 1926 marquant ainsi le passage du *Great War Veterans' Association* à la Légion royale du Canada<sup>56</sup>.

Après avoir dépouillé l'ensemble des numéros disponibles du *Veteran*, nous avons sélectionné les articles en raison des thèmes qui y étaient développés. Cette sélection s'est faite selon une liste de critères qui permettaient de répondre à la question de recherche, soit les points de tensions avec le gouvernement fédéral ainsi que l'utilisation de stratégies identitaires de la part des vétérans. Il faut noter toutefois que notre corpus est fragmentaire, car il ne comprend pas l'ensemble des numéros du *Veteran*. En effet, malgré cette longue période de publication, nous n'avons réussi qu'à localiser les numéros allant du premier en décembre 1917 à celui du mois de janvier 1920. De plus, il nous manque certains numéros de cette période, soit ceux de décembre 1918, d'avril à août 1919 et nous n'avons que janvier et février en 1920<sup>57</sup>. Cependant, bien que nous soyons conscients de l'existence d'autres publications rattachées au GWVA, comme *The Western Veteran*, nous avons décidé de circonscrire notre corpus autour de la publication centrale en raison de son tirage plus élevé, mais aussi par sa position importante qu'elle occupe ainsi que pour sa prétention à parler pour l'ensemble des branches du GWVA à travers le pays. Ce choix représente certainement une limite à

---

<sup>55</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 192.

<sup>56</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 199-200.

<sup>57</sup> On peut retrouver l'emplacement des archives que nous avons consultées à Ottawa à l'aide du catalogue Amicus. Bibliothèque et Archives Canada (BAC), *The Veteran* (Ottawa), Catalogue Amicus 126087 [site web] consulté le 2 septembre 2017, [http://amicus.collectionscanada.gc.ca/aawebbin/aamain/itemdisp?sessionKey=999999999\\_142&d=2&v=0&lvl=1&itm=126087&l=1](http://amicus.collectionscanada.gc.ca/aawebbin/aamain/itemdisp?sessionKey=999999999_142&d=2&v=0&lvl=1&itm=126087&l=1)

notre étude comme le simple fait de s'intéresser à un magazine anglo-saxon ne nous permet pas d'avoir accès à la voix des francophones au Québec mais aussi hors de la province. Malgré son caractère lacunaire, nous croyons que ce corpus offre un portrait représentatif des processus de construction identitaire initiés par les membres du *Great War Veterans' Association*, qui sont eux-mêmes, jusqu'à un certain point, représentatifs des vétérans canadiens de la Première Guerre mondiale.

La deuxième catégorie de sources étudiées provient du gouvernement canadien et de ses commissaires. Les documents analysés sont en fait des rapports de commissions d'enquête canadienne portant sur la condition des vétérans lors de leur retour à la vie civile. Ces rapports sont le *Report of the Work of the Military Hospitals Commission*, publié en mai 1917<sup>58</sup> ainsi que la suite de rapports du ministère du rétablissement à la vie civile publié sous le nom de *Report of the Work of the Department of Soldiers Civil Re-Establishment* paru de 1919 à 1927.<sup>59</sup> Ces différentes commissions d'enquête sont formées de membres influents du gouvernement, d'industriels et de financiers. Parmi ceux-ci, on compte Alexander Lougheed, un sénateur conservateur et un philanthrope ayant participé aux collectes de fonds pour équiper les nouveaux soldats<sup>60</sup>. Ces hommes vont être épaulés plus tard par des spécialistes comme le médecin John Lancelot Todd que nous présenterons sous peu. L'objectif et les responsabilités de ces commissions évoluent au fil de temps en fonction des besoins de la guerre. Tout d'abord, créée pour gérer la crise immédiate du retour des soldats en 1915 avec la Commission des hôpitaux

---

<sup>58</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work of the Military Hospitals Commission*, May 1917, Ottawa: J. de L. Taché, King's Printer, 1917, 182 p.

<sup>59</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of the Work of the Department of Soldiers' Civil Re-Establishment*, Canada, December 1921, Ottawa, F.A. Acland, 1922, 131 p.

<sup>60</sup> Morton, *Fight or Pay*, p. 136.

militaires<sup>61</sup>, celle-ci va devenir nettement plus impliqué dans la réinsertion sociale des anciens combattants à partir de 1919 lorsqu'elle est dissoute et qu'une bonne partie de ces activités est reprise par le *Department of Soldiers Civil Re-Establishment*<sup>62</sup>. Ces rapports, qui émanent de commissions d'enquête fédérales tenues pendant la guerre et après celle-ci, nous montrent bien comment des modifications ont été progressivement effectuées au sein même de l'appareil gouvernemental pour développer le soutien aux anciens soldats. Comme chacun de ces rapports le précise, les commissions desquelles il émane n'ont pas de pouvoir décisionnel en tant que tel, mais elles sont en mesure d'émettre des recommandations en ce qui concerne la politique destinée aux vétérans. Il nous est donc possible de déceler à travers ces rapports la perception de l'époque concernant le traitement des vétérans et les recommandations faites concernant ceux-ci. Ainsi, chaque rapport contient un nombre impressionnant d'informations à propos des mesures déjà mises en place par le gouvernement pour faciliter soit les soins ou la réinsertion des soldats qui reviennent du front. Ces rapports contiennent aussi les états financiers du pays comme la dette, les dépenses en matière de santé ainsi que les revenus annuels. Il est donc très intéressant d'utiliser ces rapports tout au long de la guerre et dans l'après-guerre pour bien comprendre comment la situation a évolué et quelles mesures parmi celles qui sont instituées sont considérées comme des échecs ou des réussites. Cependant, il est important de rappeler que ces commissions ne possèdent qu'un pouvoir de recommandation et n'ont pas de pouvoir décisionnel final sur leur application. De plus,

---

<sup>61</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*.

<sup>62</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment. *Report of the Work of the Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, Canada, September 19 to October 31, 1919*. Ottawa, J. de L. Taché Printer of the King's Most Excellent Majesty, 1919, 1075 p.

comme il s'agit de sources officielles, elles peuvent avoir tendance à minimiser l'inefficacité de certaines mesures.

Nous étudions également la correspondance de John Lancelot Todd, l'architecte du système de pensions canadiennes durant la guerre<sup>63</sup>. Cette correspondance a fait l'objet d'une publication en 1981. Elle nous permet de mieux comprendre quelles étaient les motivations et les influences qui ont mené à la création de ce système de pension. Bien que Todd témoigne fréquemment dans les rapports de commission et qu'il soit aussi à la tête du comité qui traite des pensions, l'étude de sa correspondance avec ses amis, mais aussi sa femme nous offre une fenêtre plus personnelle sur sa façon de réfléchir et de concevoir le monde. Nous croyons donc que l'ajout de cette source vient bonifier notre compréhension des enjeux liés aux vétérans, mais aussi à l'importance qu'accorde Todd et les commissaires à la notion de travail.

## **La méthodologie**

L'étude que nous entreprenons s'inscrit donc davantage dans le domaine de l'histoire culturelle que de l'histoire militaire au sens classique. Bien que la guerre soit centrale au sujet d'étude, c'est davantage les bouleversements que cette dernière a apportés qui nous intéressent ici. Comme nous l'avons mentionné précédemment, notre démarche s'inscrit à la suite de celle de Desmond Morton. Cependant, loin d'être un simple calque de cette dernière qui s'intéresserait plus particulièrement aux écrits des vétérans, les travaux que nous présentons adoptent une méthode différente. Nous avons

---

<sup>63</sup>John Lancelot Todd et Bridget Todd Fialkowski, *John L. Todd, 1876-1949: Letters*, [s.l.], 1981, 459p.

tout d'abord traité notre corpus de sources comme un témoignage laissé par les vétérans à leur retour au pays. Bien que les éditions mensuelles de *The Veteran* ne cadrent pas précisément dans les catégories de témoignages répertoriés par Jean Norton Cru<sup>64</sup>, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit bel et bien des traces laissées par des acteurs du passé. Il est donc primordial d'en faire une analyse critique et d'en situer le contexte de production avant de les insérer dans notre argumentaire visant à répondre à nos questions de recherche. Nous étudions le discours que les auteurs tiennent dans les pages de *The Veteran* selon une grille d'analyse regroupant les articles pertinents en plusieurs catégories. On y retrouve les expériences de guerre, l'expérience du retour à la vie civile, les pensions, la notion de sacrifice, la masculinité, la citoyenneté, les interactions avec l'État ainsi que le parcours médical en lien avec la guerre. De plus, nous retrouvons une deuxième section composée de plusieurs catégories définissant ce qu'est l'Autre selon des distinctions précises, soit l'ennemi, le civil, le profiteuse, l'étranger et les membres des autres associations.

Par contre, nos recherches ne se limitent pas seulement aux écrits des vétérans puisque nous étudions aussi les rapports de commissions gouvernementales fédérales portant sur les vétérans qui ont eu lieu de 1917 à 1929. Ces rapports qui traitent de la gestion des vétérans sont cruciaux pour saisir à quel point la Première Guerre mondiale bouleverse le rôle de l'État canadien pendant et après le conflit. Nous y retrouvons plusieurs témoignages de spécialistes qui suggèrent des réformes à apporter à la gestion des anciens combattants dès leur retour et qui proposent des avenues pour les réinsérer dans la vie civile. Nous devons donc appliquer un traitement similaire à celui employé

---

<sup>64</sup> Jean Norton Cru, *Du témoignage*, p. 73-84.



pour l'analyse des écrits des vétérans. Nous visons à en extraire des éléments pour répondre à deux questions. Premièrement, comment les bouleversements de la Grande Guerre forcent-ils l'État à devenir de plus en plus interventionniste et, deuxièmement, comment les commissaires perçoivent-ils les vétérans et comment cette représentation influence-t-elle les mesures qu'ils proposent de mettre en place à leur égard ? Pour répondre à la première question, nous analysons diverses recommandations faites par les commissions qui font sortir l'État de son rôle traditionnel. Les principaux domaines où le pouvoir d'intervention de l'État s'étend à cette époque sont celui des hôpitaux militaires, des pensions, des écoles professionnelles pour les vétérans et les mesures de réinsertions à la vie civile.

Pour répondre à la deuxième question, nous analysons le discours des experts et des commissaires pour en extraire la perception qu'ont ceux-ci des vétérans. Ces discours sont ensuite classés eux aussi dans les catégories suivantes, soit : le degré d'autonomie des soldats à la suite de leur passage dans l'armée, la masculinité, le paternalisme étatique, les questions d'emploi, les pensions, les écoles professionnelles, les coûts, les maladies mentales et la citoyenneté. De cette façon, nous sommes en mesure de mieux circonscrire la perception qu'avaient les commissaires des anciens combattants. Cette vision se retrouve tant dans les mesures mises en place, comme la retenue du salaire de certains soldats célibataires, que dans les termes utilisés en référence aux vétérans.

L'analyse de ce corpus regroupant des écrits d'anciens combattants, mais aussi des rapports gouvernementaux nous permet de bien éclairer les stratégies identitaires qui

sont utilisées tant par les vétérans que par les commissaires pour définir les soldats qui rentrent du front. Finalement, nous ne considérons pas l'expérience des vétérans canadiens comme étant unique, mais plutôt comme une facette supplémentaire permettant de mieux entrevoir l'expérience des soldats de la Première Guerre mondiale. Le caractère laborieux d'un retour au pays après quatre années de guerre dans des conditions difficiles n'est pas l'apanage des Canadiens, mais se répète dans plusieurs pays.

### **Le plan du mémoire**

Dans le but de présenter nos recherches avec un maximum de clarté, nous avons décidé de diviser le mémoire en trois parties. Le premier chapitre analyse les répercussions de la Première Guerre mondiale sur l'appareil étatique fédéral et comment ce dernier s'adapte à la crise. On y démontre que les mesures adoptées par Ottawa sont fréquemment caractérisées par une certaine improvisation et qui entraînent l'État à endosser un rôle plus interventionniste dans la sphère sociale. Cette redéfinition du rôle de l'État est déclenchée par les enjeux liés à la gestion des vétérans qui rentrent du front. Progressivement, les problèmes traités passent de sanitaires à sociaux. Le deuxième chapitre, quant à lui, s'intéresse plus précisément aux vétérans canadiens en tant que groupe. En étudiant les écrits de ceux-ci dans l'organe de presse du *Great War Veterans' Association*, *The Veteran*, nous démontrons que l'identité des anciens combattants s'est principalement consolidée dans la période qui a suivi leur retour au pays. Nous postulons que cette identité s'est formée par l'entremise de la création d'organisations comme le *Great War Veterans' Association*, mais aussi à travers le contact que les vétérans ont eu

avec plusieurs membres de ce qu'Isabelle Taboada-Leonetti appelle le « non-nous »<sup>65</sup>. Par la valorisation de traits discriminants, ces derniers ont forgé une identité opératoire qu'ils ont revendiquée auprès d'Ottawa. Finalement, le troisième chapitre approfondit l'autre aspect du processus de construction identitaire, soit l'identité octroyée. En nous basant sur les rapports de commission ainsi que sur la correspondance de John Lancelot Todd, nous déduisons l'identité que les commissaires — puis, éventuellement, l'État fédéral lui-même — tente d'octroyer aux vétérans et comment celle-ci affecte les mesures mises en place pour la gestion des vétérans. De plus, nous confrontons la conception de la citoyenneté soutenue par les commissaires à celle défendue et revendiquée par les membres du *Great War Veterans' Association*. Par cette analyse, il nous est possible de démontrer que les vétérans n'ont pas seulement des revendications pécuniaires, mais réclament aussi une plus grande place dans la société en défendant une conception de la citoyenneté fondée sur le sacrifice. Cette lutte et la reconnaissance du sacrifice sont au cœur des tensions entre les vétérans canadiens de la Première Guerre mondiale et le gouvernement du pays.

---

<sup>65</sup> Taboada-Leonetti, « Stratégies identitaires et minorités », p. 56.

# CHAPITRE I : « WHAT THE COUNTRY OWES THESE MEN IS AN OPPORTUNITY TO OBTAIN A LIVELIHOOD<sup>1</sup>. » LA REDÉFINITION DU RÔLE DE L'ÉTAT EN TEMPS DE GUERRE

Dans le cadre du centenaire de la Première Guerre mondiale, il est pertinent de s'interroger sur la signification de cet événement pour le Canada. Contrairement aux nombreuses études qui se penchent sur les causes et sur le déroulement du conflit, nous nous intéressons ici davantage aux impacts qu'a eus la Grande Guerre sur l'État canadien et par le fait même sur la société de ce pays. Bien que la majorité des historiens s'entendent à propos de l'existence de répercussions importantes sur le pays découlant des quatre années de conflits, l'ampleur et les conséquences de ces répercussions sont loin de faire l'unanimité.

Au cours de ce chapitre, nous tenterons de démontrer que les impacts de la Première Guerre mondiale sur le Canada ont été si grands qu'ils ont engendré un interventionnisme accru de l'État fédéral. Cette intervention se manifeste par l'élargissement du spectre des responsabilités du gouvernement central d'Ottawa qui se charge tout d'abord des problèmes sanitaires occasionnés par la guerre pour progressivement s'attaquer aux problèmes sociaux par la suite.

Cependant, ce nouveau rôle occupé par Ottawa, voyant le jour dès les premières années de guerre et se perpétuant au cours des années 1920, ne résulte pas uniquement d'un choix délibéré des élites politiques canadiennes. En fait, cette transformation du rôle

---

<sup>1</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*, p. 48.

de l'État est plutôt issue d'une réaction face aux nombreuses crises générées par la guerre elle-même, mais aussi par ses conséquences indirectes sur la société canadienne. Il faut donc percevoir dans la multiplication des politiques sociales entre 1914 et 1920 une réponse souvent improvisée répondant à une situation sans précédent. Pour bien circonscrire cette transformation, nous allons étudier les changements administratifs ayant lieu au sein de l'État fédéral par l'entremise des diverses commissions instaurées pour traiter les problèmes liés à la question des vétérans au cours de la Première Guerre mondiale.

Tout d'abord, nous démontrerons le caractère exceptionnel et inattendu de la Grande Guerre ainsi que le manque de préparation du pays à faire face à une crise d'une telle ampleur. Par la suite, nous analyserons les mesures économiques, dont le système de pensions, mises en place pour atténuer les effets d'une guerre prolongée au Canada. Finalement, nous analyserons l'évolution des politiques sociales destinées aux vétérans à travers le prisme de la charité.

### **1.1 Une crise sans précédent**

Pour comprendre comment la Première Guerre mondiale force une transformation importante de l'État et de la société canadienne, il est essentiel d'analyser les statistiques et la démographie. Selon le rapport de la Commission du rétablissement à la vie civile de 1919, le nombre d'hommes enrôlés dans l'armée s'élevait à 595 441 à la fin de la guerre<sup>2</sup>. Bien que la population du pays soit évaluée à 7,3 millions d'habitants

---

<sup>2</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of the Work September 19 to October 31, 1919*, p. 7.

lors du recensement de 1911<sup>3</sup> et que le nombre de soldats peut paraître proportionnellement bas, il faut l'analyser en relation avec la population active pour bien en saisir l'envergure. En effet, les recrues ne sont pas sélectionnées parmi l'ensemble de la population, mais bien dans le bassin plus restreint de la population mâle au-dessous de 45 ans, évalué à 3,7 millions d'individus. Soulignons que l'armée canadienne n'a pas toujours compté un nombre aussi important d'hommes en son sein. À la veille du conflit en 1913, on compte au pays 74 213 miliciens et 3 110 officiers et militaires de carrière<sup>4</sup>. On croit alors que ce nombre devrait largement suffire aux besoins de la courte guerre qui s'annonce à la fin de l'été 1914. Cependant, la guerre s'étire sur plus de quatre ans et les 20 000 premiers envoyés volontaires deviennent rapidement près de 600 000 individus<sup>5</sup>.

Aucun pays n'est prêt à affronter un tel défi et encore moins le Canada. Si l'Angleterre et l'Allemagne disposent d'armées professionnelles, les forces canadiennes sont encore majoritairement composées de miliciens qui considèrent l'institution militaire comme une sorte de club social. Bien que cette vision soit en voie de s'estomper, l'armée de 1914 est encore largement héritière de cette conception<sup>6</sup>. Le camp de Valcartier, d'où partent les premiers enrôlés, n'est pas équipé pour former les volontaires, dont une bonne partie voit dans la guerre une chance de s'échapper de la morosité économique qui règne sur le pays<sup>7</sup>.

---

<sup>3</sup> Statistique Canada (juin 2009), *Canada Year Book 1932* [site web], consulté le 29 avril 2016, [http://www66.statcan.gc.ca/eng/acyb\\_c1932-eng.aspx?opt=/eng/1932/193201290091\\_p.%2091.pdf](http://www66.statcan.gc.ca/eng/acyb_c1932-eng.aspx?opt=/eng/1932/193201290091_p.%2091.pdf)

<sup>4</sup> Morton, *A Military History of Canada*, p. 127.

<sup>5</sup> Morton, *Fight or Pay*, p. 3.

<sup>6</sup> Morton, *A Military History of Canada*, p. 94-129.

<sup>7</sup> Morton, *A Military History of Canada*, p. 132.

En plus d'un entraînement inadéquat, les soldats canadiens n'ont pas le meilleur équipement pour évoluer dans les nouvelles conditions qu'offre le front de l'ouest européen. Les fusils Ross, de confection canadienne, ont tendance à s'enrayer très facilement et les uniformes se détériorent trop rapidement dans l'humidité des tranchées<sup>8</sup>. Il faut également noter que certaines armes ne sont pas fournies aux soldats par l'État canadien. Diverses initiatives proviennent de la société civile, comme celle de l'homme d'affaires John C. Eaton qui lance au début de la guerre le *Machine Gun Fund*, qui se veut une collecte de fonds pour acheter des mitrailleuses aux combattants canadiens<sup>9</sup>. Comme le public répond bien et que la croyance populaire s'attache à l'idée d'une guerre courte, l'objectif du *Machine Gun Fund* est atteint rapidement<sup>10</sup>. Il faut attendre l'automne 1915 pour que les donations s'épuisent et que le premier ministre Borden annonce que les soldats seraient dorénavant équipés par le trésor canadien et non plus par ce genre d'initiative<sup>11</sup>.

La croyance selon laquelle la société civile est le bassin idéal pour récolter des fonds en vue de soutenir l'effort de guerre s'atténue progressivement alors que celle-ci n'est plus en mesure de fournir les sommes nécessaires pour mener un conflit long et coûteux. Si 1915 est vue en Europe comme le point marquant où la guerre s'enlise et où les caractéristiques déterminantes du premier vrai conflit mondial font leur apparition<sup>12</sup>, c'est aussi à ce moment que les conséquences de la guerre se font sentir au Canada. La

---

<sup>8</sup> Morton, *A Military History of Canada*, p. 137.

<sup>9</sup> Robert Craig Brown et David Clark MacKenzie, *Canada and the First World War: Essays in Honour of Robert Craig Brown*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 45.

<sup>10</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 14.

<sup>11</sup> Brown, *Canada and the First World War*, p. 46.

<sup>12</sup> John Keegan, *The First World War*, New York, Random House, 1999, p. 219.

ferveur militaire s'estompe, les donations diminuent et le problème du retour des vétérans commence à prendre forme alors qu'il faut ramener les premiers blessés d'Europe. C'est donc au cours de cette année fatidique que le *modus operandi* pour mener la guerre change au pays.

## 1.2 Les changements administratifs

Les premières batailles sont extrêmement difficiles pour les Canadiens, qui ne sont pas prêts pour ce genre de combats. Les conditions du front de l'Ouest font rapidement monter le nombre de blessés dès le début de 1915. Face à ce nombre croissant d'infirmes qui s'accumulent en Angleterre, les autorités doivent mettre en place des mesures pour les rapatrier. La société civile avait peut-être été efficace par le passé, mais la Grande Guerre est d'une telle ampleur que les avenues habituelles se trouvent rapidement débordées. Des soldats ont aussi été blessés et rapatriés au pays par le passé, mais cette fois-ci l'envergure de la tâche dépasse toute attente et pour répondre à ce nouveau genre de problème, les autorités optent donc pour une nouvelle solution. Dès le printemps 1915, il n'est plus possible de compter uniquement sur la générosité des Canadiens pour assurer le rétablissement des soldats qui rentrent du front. Les maisons fournies par des citoyens « particulièrement patriotiques »<sup>13</sup> afin d'héberger les vétérans ne suffisent plus à la tâche et ne sont en aucun cas adéquates pour subvenir aux besoins des infirmes.

---

<sup>13</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*, p. 18.



### 1.2.1 La commission des hôpitaux militaires

Comme la tâche d'assurer la logistique de ce retour incombe au ministère de la Milice et de la Défense, celui-ci crée la Commission sur les Hôpitaux Militaires le 30 juin 1915<sup>14</sup>. La Commission est formée de 10 commissionnaires, tous des civils, dont la plupart sont des hommes d'affaires canadiens<sup>15</sup>. Le président est le sénateur conservateur Sir James Alexander Loughheed, un avocat de Calgary qui œuvre aussi dans les collectes de fonds pour le *Machine Guns Fund*<sup>16</sup>. Le secrétaire permanent de la Commission est Ernest Henry Scammel. Il occupait auparavant le poste de secrétaire de la *Canadian Peace Center Commission*. Scammel est considéré comme le membre le plus actif de la Commission et c'est pour cette raison que l'historien Desmond Morton le décrit comme en étant le cerveau<sup>17</sup>. La relative absence de Loughheed laisse une grande latitude à Scammel, qu'il utilise pour consulter divers spécialistes en 1915, dont des industriels canadiens. Toujours selon Morton, c'est Scammel qui est responsable de l'élargissement des fonctions de la Commission, car il prend des initiatives visant à aller plus loin que le simple problème immédiat des blessés<sup>18</sup>.

Pour bien comprendre le rôle de la Commission des Hôpitaux Militaires dans le contexte de la Première Guerre mondiale, il faut la voir comme un moyen de répondre à une crise qui dépasse largement le cadre de ce que peuvent fournir les institutions

---

<sup>14</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*, p. 17.

<sup>15</sup> Bibliothèque et Archives Canada, (avril 2016), Description du Military Hospitals Commission fonds [site web], consulté le 29 avril 2016, [http://www.collectionscanada.gc.ca/pam\\_archives/public\\_mikan/index.php?fuseaction=genitem.displayItem&lang=fre&rec\\_nbr=268](http://www.collectionscanada.gc.ca/pam_archives/public_mikan/index.php?fuseaction=genitem.displayItem&lang=fre&rec_nbr=268)

<sup>16</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 14.

<sup>17</sup> Morton, *Fight or Pay*, p. 136.

<sup>18</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 18.

traditionnelles. Par institutions traditionnelles, nous entendons la charité et les initiatives provenant de la société civile. Cela englobe les donations acheminées au *Canadian Patriotic Fund*, par les citoyens ordinaires, mais aussi les manoirs fournis aux convalescents par les riches industriels. Comme ces moyens classiques ne suffisent plus, le gouvernement se voit donc obligé d'agir de façon plus directe dans la gestion des vétérans, ce qui n'avait pas été le cas dans les conflits par le passé.

La réaction face à la crise se caractérise par une implication accrue, mais timide d'Ottawa. Cela est visible dès les premières pages du rapport de la Commission. Le ministère de la Milice et de la Défense ne connaît pas vraiment le nombre de blessés qui rentrent au pays ni la nature de leurs blessures, mais constate qu'il n'y a pas assez de lits pour les accueillir. Pour résoudre la crise, il crée la Commission qui se doit de trouver de l'hébergement pour ces hommes en étroite collaboration avec les organismes de charité comme la Croix-Rouge et Ambulance Saint-Jean sans toutefois bâtir de nouveaux hôpitaux<sup>19</sup>. En fait, on suggère dès 1915 que l'endroit idéal pour recevoir les blessés n'est pas un hôpital, mais bien la maison familiale où les proches pourront s'assurer du bien-être du soldat. L'hébergement dans un établissement aux frais du gouvernement ne devrait se faire, pense-t-on alors, que si la première option est impossible<sup>20</sup>.

Ce genre d'arrangement est symptomatique de l'idéologie dominante qui veut que l'implication de l'État reste minimale dans la sphère sociale. On favorise, par exemple, la reconversion d'anciens bâtiments plutôt que l'établissement de nouveaux

---

<sup>19</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*, p. 17.

<sup>20</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*, p. 34.

hôpitaux, car cela est moins coûteux. L'exemple le plus frappant d'une telle approche est celui de l'institution carcérale désaffectée de Guelph en Ontario que l'on transforme en maison de convalescence<sup>21</sup>. Encore une fois, si l'implication du gouvernement est perceptible, les commissaires prennent bien soin d'en limiter la portée.

### *1.2.2 Un nouveau nom pour une nouvelle réalité*

Bien que la fondation de la Commission puisse être perçue comme nécessaire en 1915, cela ne l'empêche pas d'être critiquée. L'un de ses principaux détracteurs est le corps médical de l'armée canadienne. Ce groupe de médecins militaires ne supporte pas que les hôpitaux militaires soient gérés par des civils. La Commission était née dans un climat de crise où l'improvisation était acceptable pour régler les problèmes le plus rapidement possible. Cependant, à partir de 1917, le corps médical de l'armée fait pression sur le gouvernement pour retrouver le contrôle des hôpitaux en mettant en relief les failles des politiques développées par la Commission<sup>22</sup>. C'est ainsi que le 21 février 1918, à la suite de 3 décrets, le gouvernement met fin aux activités de la Commission des hôpitaux militaires et crée le ministère du Rétablissement des soldats à la vie civile. Les anciennes responsabilités de la Commission des hôpitaux militaires reviennent, désormais, au ministère de la Milice<sup>23</sup>. Le ministère du Rétablissement des soldats à la vie civile a tout d'abord comme mission de s'occuper de l'approvisionnement et du développement des membres artificiels, mais gère aussi des formations professionnelles et des emplois subventionnés que nous analyserons plus tard.

---

<sup>21</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*, p. 25.

<sup>22</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 84-88.

<sup>23</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 90.

### 1.3 La charité au XIX<sup>e</sup> siècle et pendant la Grande Guerre

Le XIX<sup>e</sup> siècle au Canada est marqué par l'idéologie libérale et une forte tendance à voir les individus comme les uniques responsables de leur condition. Comment peut-on alors régler le problème de la pauvreté si la condition n'est plus déterminée par la naissance, comme sous l'Ancien régime, mais bien par les actions de l'individu lui-même ? Selon Martin Petitclerc, les réformateurs du XIX<sup>e</sup> siècle vont graduellement implanter des systèmes d'assistance pour venir en aide aux indigents tout en respectant l'idéologie libérale. Il écrit qu'« aux yeux des classes supérieures, cela demandait un effort pédagogique important »<sup>24</sup>. C'est dans l'optique de cet effort pédagogique qu'il faut analyser les visites à domicile.

Ce mouvement est organisé, au Québec, par les communautés religieuses qui viennent en aide aux personnes dans le besoin en leur apportant des denrées dans leur foyer. Cette assistance se devait d'être « frugale et ne devait surtout pas interférer avec l'obligation pour chacun de se prendre en main, voire encourager les pauvres à se complaire dans leur état d'indigence<sup>25</sup> ». Plus précisément, l'action posée par ces communautés n'implique pas seulement de l'aide matérielle, mais aussi une imposition de valeurs morales et d'une stigmatisation indissociable de l'aide apportée. « Cette stigmatisation n'était pas un effet involontaire de la charité. Au contraire, elle était un élément essentiel de son administration puisqu'elle incitait les familles, un peu à l'image de la *poor houses*, à ne recourir à l'assistance qu'en cas d'extrême nécessité<sup>26</sup>. »

---

<sup>24</sup> Martin Petitclerc, « *Nous protégeons l'infortune* », p. 25.

<sup>25</sup> Martin Petitclerc, « *Nous protégeons l'infortune* », p. 29.

<sup>26</sup> *Idem*.

Cependant, il ne faut pas oublier le caractère improvisé des mesures que l'État met en place au début de la guerre pour répondre à la crise des vétérans. L'un des exemples les plus flagrants est la croyance que la charité peut à elle seule supporter les soldats et leur famille au début du conflit. L'organisme de charité le plus important durant la Première Guerre mondiale est sans aucun doute le *Canadian Patriotic Fund* avec ses 40 millions de dollars amassés durant l'entièreté du conflit<sup>27</sup>. Ce fonds, chapeauté par le gouvernement, mais amassé par les citoyens, a pour objectif d'assurer de bons soins aux vétérans qui rentrent du front, mais aussi de supporter les familles des soldats lors de leur absence. Utilisant les méthodes décrites par Petitclerc, les bénéficiaires de l'aide offerte par le *Canadian Patriotic Fund* doivent accepter que leur vie soit scrupuleusement inspectée par des agents de l'organisme lors de visite<sup>28</sup>. Nous analyserons la signification et les conséquences de ces visites sur l'identité des vétérans en formation au cours du chapitre 3, mais on peut déjà en déduire que recevoir de l'aide d'un organisme de charité, c'est aussi accepter que ce dernier s'introduise dans notre vie privée pour s'assurer que l'on corresponde à ses critères. Par contre, comme nous le démontre la Commission sur les hôpitaux militaires, les mesures prévues au début de la guerre ne sont pas adaptées à l'envergure de la tempête que représente le conflit mondial. La charité en plus d'être envahissante et de ne pas rendre justice aux efforts des vétérans<sup>29</sup> se montre alors inefficace à assurer la survie des soldats blessés rentrant dans leur famille.

---

<sup>27</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of the Work September 19 to October 31, 1919*, p. 25.

<sup>28</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of the Work September 19 to October 31, 1919*, p. 22.

<sup>29</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 44.

Ayant conscience de l'aspect stigmatisant que peut avoir la charité sur ses bénéficiaires, les commissaires doivent trouver un moyen de soutenir les vétérans et leur famille sans les obliger à se couvrir de honte. Toutefois, dans la notion classique de l'État libéral, ce dernier s'implique aussi indirectement que possible dans la sphère sociale. Pour comprendre comment le système des pensions se distingue de la charité, il faut en analyser la genèse.

#### 1.4 Les *pensions evil*

Les décideurs n'étaient pas insensibles aux problèmes reliés à l'impossibilité de vivre avec les montants des pensions au début du conflit, mais ils anticipaient davantage l'horreur de ce qu'il était convenu d'appeler les *pensions evil*. Les *pensions evil*, comme l'explique Desmond Morton, est un terme qui regroupe l'entièreté des craintes reliées à l'explosion des coûts relatifs à l'élaboration, mais aussi au paiement des pensions aux soldats après la guerre. L'expression fait référence à la situation qui prévaut aux États-Unis après la guerre de Sécession et qui est observée par le Lieutenant-colonel J.G. Adami, envoyé à Washington en 1915 par le gouvernement canadien pour étudier le phénomène. Il écrit : « "The Pension Evil in the United States is notorious, the burden placed upon the revenues of the country is scarcely believable"<sup>30</sup>. » En effet, la somme totale des pensions de la guerre de Sécession s'élevait à 4,2 milliards de dollars, ce qui représente 8 fois la dette nationale du Canada à cette époque<sup>31</sup>. Pour un pays qui cherche à réduire ses dépenses au minimum, la perspective de devoir payer une somme aussi

---

<sup>30</sup> Lt-Col. J.G. Adami, « Memorandum upon the Civil War Pension Evil in the United States and the Means Adopted to Arrest the Evil », Borden Papers, vol. 73, f. OC 327, p. 38316, cité dans Morton, *Winning the Second Battle*, p. 45.

<sup>31</sup> *Idem.*

importante, même plus de 50 ans après la fin du conflit est inadmissible. En revanche, conserver le système de pensions en vigueur à l'aube du conflit n'est pas non plus une solution puisqu'un flot incessant de vétérans infirmes rentre au pays. Laisser ces hommes vivre dans la pauvreté avec une pension de moins de 20 dollars par mois aurait sans doute grandement nui au recrutement<sup>32</sup>. C'est donc pour répondre aux besoins des vétérans, mais surtout pour éviter la crise des *pensions evil* américaines que les autorités, et principalement John Lancelot Todd qui exerça un leadership dans ce domaine, ont dû établir un nouveau système de pensions.

John Lancelot Todd est le membre le plus important du *Canadian Pensions and Claims Board* instauré en Angleterre en 1915. Cette instance devait faire appliquer l'ancien système de pensions pour les soldats canadiens sur le vieux continent. Todd est un pathologiste qui enseigne à l'université McGill et qui a mené des recherches sur la maladie du sommeil au Congo avant la guerre<sup>33</sup>. Au début du conflit, il est chargé du classement de l'ensemble des dossiers médicaux au sein du corps médical de l'armée canadienne. Il est rapidement promu au *Canadian Pensions and Claims Board* où il siège avec Sir Hugh Montagu Allan et le major W. Grant Morden, deux hommes d'affaires montréalais<sup>34</sup>.

C'est à partir de son poste en Angleterre qu'il peut étudier les méthodes européennes en ce qui concerne le rétablissement des vétérans. Pour lui, la question des

---

<sup>32</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 44.

<sup>33</sup> Barbara Lawson, Pamela Miller et Kristen Dobbin, *Dr. John Lancelot Todd-- Guide to International Collections of Print, Manuscript, Photographic and Material Resources Documenting the Professional and Personal Life of Dr. John Lancelot Todd (1876-1949)*, Montréal, McGill University, 2011, p. 1-2.

<sup>34</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 47.

pensions est primordiale pour l'avenir du pays. Dans une lettre à sa femme le 17 septembre 1915 il écrit :

No, I think that you are wrong and that the question of Pensions etc. is a most important one of imminent moment. It's now that plans, acts, customs must be made, adopted and formed, if all sorts of evils are to be avoided. That we must win the war seems certain; that we should not permanently impair our strength in winning, seems to me to be almost as important as the winning of this fight, since there may be other wars in the future<sup>35</sup>.

Comme le nombre de blessés ne cesse d'augmenter, il semble donc essentiel à Todd d'établir un système de pensions juste, mais qui va aussi être en mesure de préparer le Canada pour l'après-guerre. Il est aussi fondamental pour John Lancelot Todd que les vétérans ne soient pas laissés dans l'oisiveté : « there is always an obligation on them to be self-supporting as far as they can and that no man, because he has fought, has any right to be supported in effortless idleness<sup>36</sup>. » Par contre, le pathologiste estime qu'il est nécessaire que les soldats soient compensés pour les blessures reçues en état de service : « We can look forward to having a very fair number of crippled men to look after. I do think it above all things necessary for Canada's future that they and every Canadian should realise that while any soldier who has suffered a physical detriment should be adequately compensated for his suffering and incapacity<sup>37</sup>. »

Au cours de son voyage, Todd a la chance d'étudier les systèmes de la France et l'Angleterre. Les pensions de cette dernière sont établies en fonction de l'emploi occupé par le soldat alors qu'il était civil. Plus le vétéran gagnait cher, plus sa pension serait élevée à la fin de son service militaire. En France, la pension était plutôt basée sur la

---

<sup>35</sup> Todd, *John L. Todd, 1876-1949*, p. 309.

<sup>36</sup> Todd, *John L. Todd, 1876-1949*, p. 323-324.

<sup>37</sup> *Idem*.



blessure subie à la guerre. Le pourcentage de la pension globale était alors attribué en fonction de la gravité de la blessure<sup>38</sup>. De plus, dans le système français, on mettait beaucoup d'efforts pour permettre aux vétérans infirmes de réintégrer le marché du travail au travers du réseau d'écoles professionnelles spécialement établies pour les infirmes. Il lui apparaît donc évidemment que le système français est supérieur, puisque celui-ci compense les soldats, mais leur permet aussi de devenir autosuffisants grâce aux formations offertes.

It describes what the French are doing, in returning their disabled men to civilian life, fairly fully and endeavours to suggest reasonable things for us to do, to the same end, in Canada. It's a very important question and one which must be properly administered if we are to be saved a great many dollars and many unfortunates. [...] I'm afraid that neither Canada nor Great Britain have realised the war and its necessities - to use every ounce of energy and of resources to its utmost<sup>39</sup>.

C'est donc riche de ses observations que Todd rentre au Canada et propose un système de pensions en 1916, semblable à celui de l'État français. John Lancelot Todd est alors nommé *Board of pensions* où il siège à partir du mois de septembre de cette même année<sup>40</sup>. Il est de la responsabilité de ce nouveau comité de faire appliquer le système de pensions de Todd et d'évaluer les dossiers des vétérans.

En 1915, Todd écrivait ceci à sa femme à propos du système de pension qu'il désirait mettre en place : « I want to devise a table for the use of medical men in estimating the extent of incapacity resulting from disabilities, so that a uniformity in pension awards may be secured<sup>41</sup>. » Son système basé sur l'infirmité peut se détailler

---

<sup>38</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 50.

<sup>39</sup> Todd, *John L. Todd, 1876-1949*, p. 325.

<sup>40</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 54.

<sup>41</sup> Todd, *John L. Todd, 1876-1949*, p. 310.

comme suit : un homme qui aurait perdu ses deux yeux aurait droit d'obtenir 100 % de la pension prévue pour son rang tandis qu'un autre homme qui aurait plutôt perdu un pied toucherait, quant à lui, 40 % de cette même pension<sup>42</sup>. Selon Todd, ce genre de tableau permet alors d'être certain que chaque homme touche la pension maximum auquel il a droit. Il est important de noter que ces pensions découlent directement de la conception de Todd des devoirs et responsabilités du Canada envers ces hommes. Le pays doit les dédommager pour leur sacrifice, mais on doit surtout leur permettre de reprendre leur rôle productif dans la société. Ce système est donc basé sur une vision très utilitariste du corps des soldats, qui n'est considéré que par son aptitude à produire un bénéfice économique. Par contre, même dans cette logique, ce système n'est pas complet puisqu'il ne tient pas compte de la dimension psychologique. Les associations de vétérans ne manqueront pas de rappeler plus tard que la santé mentale est, elle aussi, essentielle dans ce calcul économique.

Accorder 100 % du montant de la pension à tous les vétérans ne serait ni équitable, ni un bon incitatif au retour au travail pour ceux qui ne sont pas totalement infirmes, aux yeux des membres du *Board of pensions*. Ces derniers sont choisis parmi les gens près du pouvoir et déjà impliqués dans l'effort de guerre. On y retrouve entre autres John Kenneth Leveson Ross, un philanthrope et fils d'industriel qui a grandement contribué aux collectes de fond de 1914<sup>43</sup>. L'objectif n'est pas de récompenser les soldats pour leur sacrifice, mais bien de s'assurer qu'ils soient en mesure de réintégrer le marché du travail le plus rapidement possible. Cette vision du monde, Todd la démontre

---

<sup>42</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 52.

<sup>43</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 54.

clairement dans une lettre envoyée à Adam Beck le 15 novembre 1915. Il écrit : « Everything possible must be done to make Canadians realise that a pension is only an advantage given to a man so long as he is unable, through disabilities contracted during service, to earn a full livelihood. It is nothing more than this and it is not necessarily permanent<sup>44</sup>. »

Le docteur John Lancelot Todd est donc l'architecte du système de pensions pour les vétérans. Il l'élabore, le présente au gouvernement, mais il est aussi l'un de ceux qui sont affecté à son application au *Board of Pensions*. Il n'est donc pas étonnant qu'il ait laissé une si grande marque et que le système qu'il a aidé à établir soit aussi teinté de son idéologie qui met en valeur le travail. Pour Todd un vétéran sans bras et sans jambe peut encore gagner son pain ; il l'affirme d'ailleurs textuellement : « everyone must understand that armless, legless men can become self-supporting<sup>45</sup> ».

Les pensions ne représentent donc pas une forme de charité envers les vétérans dans le système de Todd. Il affirme que ceux-ci ont le droit d'être compensés pour leur sacrifice et le système de pensions et les écoles professionnelles accomplissent ce devoir. Desmond Morton écrit ceci à propos de la volonté de Todd de dépasser le simple versement de pensions pour offrir une gamme plus large de services : « Pensions and treatment were not enough for a veteran: "to discharge it indebtedness to him, his countrymen must, in addition, make him employable, by appropriate re-education training, if military service has deprived him of his occupation and must help him find

---

<sup>44</sup> Todd, *John L. Todd, 1876-1949*, p. 319.

<sup>45</sup> Todd, *John L. Todd, 1876-1949*, p. 323-324.

employment."<sup>46</sup>» Son travail est symptomatique de la transformation du rôle de l'État dans la gestion du problème des vétérans. On passe du traitement d'un problème sanitaire qu'est celui des blessés de guerre à celui d'un problème social avec le travail de réinsertion puisque l'objectif de ces démarches n'est plus simplement de soigner les soldats, mais de leur permettre de redevenir des membres actifs de la société. L'après-guerre devient pour Todd, ainsi que pour les commissaires un problème important dont il faut se préoccuper.

### 1.5 Le *vocational training*

Plus la guerre progresse et plus il devient important de régler les problèmes qui vont survenir après le conflit. C'est dans cette optique qu'il est nécessaire d'étudier le réseau d'écoles professionnelles alors mis en place pour bien saisir la transformation du rôle de l'État. Les responsabilités de la Commission vont donc s'étendre pour englober le *vocational training* ou la formation professionnelle des vétérans. Cette formation est essentielle pour que les vétérans puissent à nouveau fonctionner dans la société en occupant un emploi malgré les conséquences du service militaire.

Bien que des programmes de formation professionnelle existaient déjà en Europe avant la guerre, ce n'était pas le cas au Canada. C'est donc pour cette raison que la Commission prend l'entière responsabilité d'instaurer un tel système au pays. Cependant, comme pour les hôpitaux, on préfère passer par le système civil au lieu de construire de nouvelles installations pour rééduquer les vétérans. Les cours sont donnés à même les

---

<sup>46</sup> J.L. Todd Major, CAMC, « Returned Soldiers », cité dans Morton, *Winning the Second Battle*, p. 58.

hôpitaux et les sanatoriums, dans les écoles primaires et secondaires, au sein des universités<sup>47</sup> et dans des bâtiments reconvertis comme l'ancienne prison de Guelph<sup>48</sup>. On retrouve aussi des vétérans qui sont formés directement sur le marché du travail. C'est le cas des soudeurs et des mécaniciens qui travaillent au cœur même des usines<sup>49</sup>. La formation en milieu industriel est fortement encouragée pour les anciens soldats qui possédaient déjà une expérience de travail avant leur enrôlement. C'est près de 40 % de tous les vétérans qui effectuent leur formation professionnelle dans une usine<sup>50</sup>.

Ces emplois sont souvent dangereux et les anciens soldats formés constituent une main-d'œuvre peu chère et facile à exploiter. Ces « opportunités » d'apprendre sur le terrain vont souvent occasionner des blessures permanentes aux apprentis<sup>51</sup>. Malgré ce risque, la politique est justifiable selon les commissaires en raison des économies qu'elle permet de faire : « However, by reason of this policy of placing men for final training in industries under actual working conditions this expenditures will be only a fraction of what would otherwise have been necessary had this policy not been inaugurated<sup>52</sup>. » La politique de formation professionnelle mise en place est donc une méthode improvisée visant à répondre à une situation de crise au plus bas coût possible.

---

<sup>47</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 87.

<sup>48</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 38.

<sup>49</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*, p. 87.

<sup>50</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*, p. 14.

<sup>51</sup> Canada, Department of the Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of the Work of the Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, Canada, for the Year Ending March 31, 1927*, Ottawa, F. A. Acland Printer of the King's Most Excellent Majesty, 1928, p. 8.

<sup>52</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of the Work September 19 to October 31, 1919*, p. 15.

Suivant les exemples du modèle français, les autorités ne vont pas seulement utiliser la formation professionnelle comme moyen de préparer les anciens soldats à un retour à la vie civile, mais aussi comme un complément de soins. À la lumière des recommandations de leurs experts envoyés en Europe pour observer le système de santé, il leur paraît impératif de faire travailler les infirmes lors de leur convalescence<sup>53</sup>. De cette façon, les patients peuvent utiliser leurs muscles, mais aussi ne pas succomber à la dépression et à l'apitoiement et ainsi demeurer productifs. De plus, les efforts que doivent déployer les soldats au cours de leur formation professionnelle sont parfaitement en accord avec l'idéologie dominante du *Self-help*, comme en témoigne cet extrait de la Commission : « Some men also have the feeling that having suffered for their country they should not be required to exert themselves for their livelihood but that the country owes them a livelihood. This is only partially true — what the country owes these men is an opportunity to obtain a livelihood<sup>54</sup>. » On voit donc l'État progressivement adopter un nouveau rôle, tout en conservant une certaine logique libérale.

En plus de voir un aspect thérapeutique physique et moral dans cette formation professionnelle, les commissaires la conçoivent comme un moyen de permettre la réinsertion des vétérans sur le marché du travail. Malgré le fait que le rapport de 1915 soit caractérisé par une mauvaise estimation des conséquences de la Première Guerre mondiale, les autorités semblent particulièrement lucides et prévoyantes quant à l'importance de la crise qui attend le Canada si aucun effort n'est fait pour permettre le retour au travail des vétérans. Le futur leur donnera raison puisque le Canada entrera dans

---

<sup>53</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*, p. 48.

<sup>54</sup> *Idem*.

une dépression économique d'après-guerre et que le contexte sera extrêmement défavorable pour les travailleurs sans formation, qui représentaient une bonne partie des vétérans<sup>55</sup>.

Bien que le système de formation professionnelle puisse sembler avantageux pour les vétérans qui se voient offrir gratuitement des cours aux frais de l'État, certains s'avèrent très réticents à s'y inscrire. En effet, plusieurs ont de la difficulté à évoluer dans un cadre scolaire restrictif alors que d'autres ont tout simplement peur de perdre leur pension. Cette peur n'est pas injustifiée parce qu'il s'agit effectivement d'un objectif du gouvernement, comme le démontre le rapport de 1919 où l'on affirme que : « the main aim of by far the largest percentage of those undergoing industrial re-training is to become self-supporting and independent of Government aid as quickly as possible<sup>56</sup>. » Cette notion d'autonomie sous-tend l'ensemble des efforts pour réhabiliter les vétérans à la vie civile. Le corps du vétéran n'est plus le seul centre d'attention de la part des décideurs, car on s'intéresse désormais aussi à sa place dans la société comme travailleur. Il y a donc déplacement du problème qui n'est plus seulement sanitaire, mais devient social au fil des années.

## 1.6 Les tuberculeux

L'image classique du noble combattant rentrant du combat arborant une blessure reçu lors d'une bataille glorieuse ne s'est que très rarement concrétisée. En effet, la majorité des soldats rapatriés au cours de la guerre ne le sont pas pour des raisons

---

<sup>55</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 99.

<sup>56</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of the Work September 19 to October 31, 1919*, p. 13.

d'infirmité physique, mais bien pour maladie. Sur les 13 862 patients qui sont pris sous la charge de la Commission en 1917, seulement 177 ont subi des amputations majeures<sup>57</sup>. La plupart des soldats n'ont pas été blessés au combat, mais sont tombés malades dans les tranchées ou même dans les camps d'entraînement. On découvre avec stupéfaction que 50 % des soldats déclarés comme invalides n'ont même pas quitté le Canada. La maladie la plus fréquemment diagnostiquée est la tuberculose, ce qui jure énormément avec l'image héroïque du soldat. La tuberculose, ou *white plague*, est extrêmement mal vue, car on la considère comme une maladie de pauvres<sup>58</sup>.

De plus, de leur propre aveu, les commissaires ne sont pas du tout préparés à devoir gérer une telle quantité de tuberculeux. Aucun sanatorium militaire n'a été prévu pour accueillir ces patients, ce qui oblige la Commission à réquisitionner les établissements de soins civils et à les modifier pour subvenir à l'influx massif de malades. En outre, la Saskatchewan ne dispose même pas de sanatorium civil et l'école *Earl Grey* à Régina doit être reconvertie à cet effet<sup>59</sup>.

Le problème des tuberculeux peut sembler anodin lorsqu'il est comparé à l'ensemble des difficultés qu'occasionne une guerre, mais il aura tout de même des répercussions graves à long terme. À partir de 1915, les commissaires sont convaincus que la période de soins pour un tuberculeux était d'environ 6 mois<sup>60</sup>. Les membres de la Commission sont forcés de se rendre compte au fil des années qu'il n'existe pas

---

<sup>57</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 24.

<sup>58</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 25.

<sup>59</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*, p. 32.

<sup>60</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*, p. 36.



réellement de temps standard pour la convalescence d'une tuberculose. À la lecture des recommandations du *Board of Tuberculosis* devant la Commission de 1921, on comprend qu'une partie des soldats atteints de cette maladie ne seront jamais guéris. De plus, on apprend que les soins prodigués aux malades ne sont pas toujours adéquats et que 11 à 12 % des patients soignés pour cette maladie doivent être retraités par le gouvernement<sup>61</sup>. Pour régler ce problème et pour éliminer des coûts à long terme, le comité propose alors d'améliorer les soins et d'assurer un bon suivi des tuberculeux dès le départ.

Le *Board* propose aussi la création de *sheltered employments* ou d'emplois subventionnés spécifiques aux tuberculeux. L'un des arguments invoqués pour justifier une telle initiative durant la période de crise économique d'après-guerre est que la récurrence de la tuberculose est plus fréquente chez les patients qui ont moins de moyens financiers. Comme les tuberculeux éprouvent une importante difficulté à conserver un emploi régulier en raison de leur santé chancelante, le comité estime qu'il est de la responsabilité du gouvernement de créer des emplois moins demandants et financés par les fonds publics. Les recommandations stipulent clairement que les emplois créés par les philanthropes ne seront pas suffisants pour changer la situation de façon concrète<sup>62</sup>. De plus, le comité propose d'augmenter les pensions des tuberculeux, car « [e]ighteen per cent of relapses are attributed to "insufficient monetary compensation from the Government" and "overwork"<sup>63</sup> ». On observe qu'en 1921, les spécialistes recommandent une implication plus importante du gouvernement pour résoudre certains problèmes sociaux, preuve d'une croyance en l'inefficacité des avenues traditionnelles. Ces

---

<sup>61</sup> Canada, Department of Civil Re-Establishment, *Report of 1921*, p. 24.

<sup>62</sup> Canada, Department of Civil Re-Establishment, *Report of 1921*, p. 23.

<sup>63</sup> Canada, Department of Civil Re-Establishment, *Report of 1921*, p. 24.

recommandations s'appuient aussi sur une conception plus classique de résolution de problèmes sociaux. Cependant, ces emplois ne doivent pas être créés directement par l'État, soutient-on encore, mais par des organismes non gouvernementaux. On affirme que ceux-ci ne doivent pas être encombrés par la logistique et les lois qui astreignent le gouvernement et que «experience has already amply demonstrated that direct government controls renders it peculiarly difficult, if not quite impossible, to institute a method of remuneration which provides the proper incentive essentials to the best results<sup>64</sup>. » En passant par des organismes déjà établis comme la Croix-Rouge, les décideurs profitent d'un système qui a déjà fait ses preuves. De plus, le gouvernement se protège contre d'éventuelles accusations de concurrence déloyale qui pourraient provenir de la part de manufacturiers civils<sup>65</sup>. Bien que le gouvernement soit prêt à subventionner certaines solutions qui n'entrent pas dans la définition stricte de l'État libéral, il le fait néanmoins par l'entremise de moyens plus traditionnels, comme le recours aux organismes de charités. Il est tout de même intéressant de noter que l'on prend conscience des limites des initiatives de la société civile.

Malheureusement, les emplois protégés pour tuberculeux ne seront jamais créés en raison de la peur de la transmission de la maladie. « Fear of tuberculosis, the only real foundation of which is ignorance is, nevertheless, present throughout Canada to such an extent that it is not possible to place tuberculous men in the Red Cross workshops together with non-tuberculous disabled men<sup>66</sup>. » Cependant, on observe ici aussi un changement du centre d'intérêt des autorités. La tuberculose qui est d'abord traitée

---

<sup>64</sup> Canada, Department of Civil Re-Establishment, *Report of 1921*, p. 27.

<sup>65</sup> *Idem*.

<sup>66</sup> Canada, Department of Civil Re-Establishment, *Report of 1921*, p. 8.

comme un problème sanitaire classique sera progressivement perçue comme un problème social, d'où l'importance de trouver des emplois aux vétérans qui sont atteints de cette maladie.

### 1.7 Le *sheltered employment*

L'idée des emplois protégés et subventionnés par le gouvernement vient tout d'abord du *Board of Tuberculosis* en 1921 comme démontré dans la partie précédente. Bien que ces mesures ne furent jamais mises en place en ce qui concerne les vétérans tuberculeux, la question du *sheltered employment* n'est pas évacuée pour autant. Dès le rapport de 1923, on apprend qu'il n'y aura pas de politique d'emplois subventionnés pour les tuberculeux<sup>67</sup>, mais aussi que: « considerable progress has been made in this phase [sheltered employment] of the department's work during the past year and satisfactory arrangements were completed with the Canadian Red Cross Society whereby Vetcraft Workshops have been opened up at Winnipeg and Halifax<sup>68</sup>. »

Ces nouveaux emplois, non accessibles aux tuberculeux, sont placés sous la gestion de deux organismes différents. Tout d'abord, il y a les ateliers sous le contrôle direct du ministère du Rétablissement des soldats à la vie civile que l'on retrouve à Toronto, Hamilton, Kingston et London. Quant aux ateliers d'Halifax, Saint-John, Montréal, Winnipeg, Vancouver et Victoria, ils sont gérés par la Croix-Rouge<sup>69</sup>. Ces emplois subventionnés sont donc mis en place dans une forme de partenariat entre le

---

<sup>67</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of the Work of the Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, Canada, for the Year Ending December 31, 1923*, Ottawa, F. A. Acland Printer of the King's Most Excellent Majesty, 1924, p. 8.

<sup>68</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of 1923*, p. 19.

<sup>69</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of 1923*, p. 20.

gouvernement et les organismes de charité privés. Ces ateliers fonctionnent souvent à perte puisque l'objectif n'est pas d'être rentables, mais bien d'assurer une meilleure réinsertion des vétérans sur le marché du travail. L'État fédéral prend en charge tous les coûts liés au fonctionnement de ces établissements lorsqu'ils sont sous sa gouverne, mais débourse aussi une portion des frais lorsqu'ils sont sous le contrôle de la Croix-Rouge. Le gouvernement assure 85 % des investissements ainsi que 75 % des coûts d'opération jusqu'à 30 \$ par employé<sup>70</sup>. On y fabrique toutes sortes d'objets de bois comme des meubles et des jouets pour enfants<sup>71</sup>, mais aussi la majorité des coquelicots commémoratifs utilisés pour célébrer le jour de l'Armistice à travers le Canada<sup>72</sup>. De plus, le travail de ces hommes, qui sont catégorisés comme non-embauchables sur le marché du travail, doit être adapté à leurs besoins. Leurs heures de travail sont restreintes et les tâches à accomplir sont déterminées en fonction de leurs infirmités<sup>73</sup>.

Même si une partie de l'exploitation de ces ateliers passe par des avenues plus traditionnelles avec l'implication de la Croix-Rouge, il est impossible de nier que ces emplois subventionnés font en sorte d'étendre le rôle du gouvernement dans la sphère sociale. Ces initiatives dépassent largement le simple problème de santé des vétérans infirmes, tel qu'on le définissait en 1915. En revanche, bien que ces ateliers de travail pour vétérans constituent une forme d'intervention accrue, celle-ci demeure soutenue par une idéologie libérale. Il est bien clair à la lecture des rapports de commissions que ces

---

<sup>70</sup> *Idem.*

<sup>71</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of the Work of the Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, Canada, for the Year Ending March 31, 1925*, Ottawa, F. A. Acland Printer of the King's Most Excellent Majesty, 1925, p. 22.

<sup>72</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of 1923*, p. 20.

<sup>73</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report for the Year Ending in March 1925*, p. 20.

emplois subventionnés ne sont que temporaires et qu'il est primordial que ces hommes réintègrent le marché du travail conventionnel le plus vite possible. Il n'est pas question de justice sociale ou d'équité pour ces anciens combattants, mais plutôt de faire rouler la machine économique.

The experiments and observations carried on in the various shops during the period of operation have undoubtedly substantiated the fact that they are of valuable assistance in fitting the man for regular employment. A great number of the cases to whom assistance has been given have had considerable hospitalization since discharge from the army, with the result that they have lost all confidence of ever again successfully taking their place in the regular labour market. The experience in the shops, however, has shown them that they have earning capacity and are able to accept responsibility, with the result that many of the better type of men soon graduate into regular employment<sup>74</sup>.

Il est intéressant de voir à quel point les commissaires considèrent que le rétablissement de la confiance en soi occupe une place prépondérante au sein des objectifs que cherchent à atteindre les établissements d'emplois subventionnés. Le travail en atelier ne doit pas seulement permettre aux vétérans infirmes d'occuper un emploi avant de retourner sur le véritable marché du travail, mais doit aussi les amener à constater qu'ils sont toujours des hommes à part entière en mesure de prendre leurs responsabilités. « The shops assist to a very great extent in enabling a disabled man to realize, after proper care and tuition, that his services are of some use and he is encouraged to feel his responsibilities, the ultimate endeavour being to fit him for some form of regular employment<sup>75</sup>. »

---

<sup>74</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of 1923*, p. 20.

<sup>75</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report for the Year Ending in March 1925*, p. 22.

Par contre, les commissaires tiennent à légitimer cette politique en insistant sur le fait que de tels ateliers permettent à ces hommes de devenir de meilleurs citoyens en accédant au travail et que sans ces emplois subventionnés, il aurait été nécessaire de leur apporter du soutien financier. Cette incursion dans la sphère sociale devient donc acceptable.

Vetcraft shops are playing an important part in assisting men, unable to accept ordinary employment to became to a large extent self-supporting. It is true that the shops are conducted at a loss, but it these men where not so employed the loss to the community at large through the issue of relief would be greater and further, suitable employment helps to make them better citizen<sup>76</sup>.

Néanmoins, bien que l'instauration des *sheltered employements* représente une avancée certaine dans le processus d'intervention grandissant de l'État canadien, il ne faut pas non plus surestimer l'impact de cette politique à l'échelle du pays. Le nombre d'emplois créés varie d'une année à l'autre, mais il reste relativement faible. En effet, le rapport de 1923 démontre que, depuis le début du programme, 954 hommes ont passé par les ateliers d'emplois subventionnés. De ce nombre, 55 % ont réussi à se trouver du travail à l'extérieur<sup>77</sup>. En 1924, les ateliers emploient 346 hommes,<sup>78</sup> en 1925 il y en a 355<sup>79</sup> et 248 hommes en 1927.<sup>80</sup> Le rapport de 1928 ne mentionne pas le nombre d'employés, mais affirme qu'un comité parlementaire s'est penché sur la question des ateliers et que celui-ci a reconnu l'importance et même la nécessité d'augmenter la

---

<sup>76</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report for the Year Ending in March 1925*, p. 21.

<sup>77</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of 1923*, p. 20.

<sup>78</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of the Work of the Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, Canada, for the Year Ending December 31, 1924*, Ottawa, F. A. Acland Printer of the King's Most Excellent Majesty, 1925, p. 17.

<sup>79</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report for the Year Ending in March 1925*, p. 22.

<sup>80</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report for the Year Ending in March 1927*, p. 27.

capacité de ceux-ci.<sup>81</sup> Malgré cela, le nombre d'employés n'augmente pas considérablement en 1929 et demeure sous la barre des 300 avec 296 hommes œuvrant dans les ateliers. On explique qu'il est difficile d'être compétitif puisque la main d'œuvre n'est pas optimale: « The problem of operating these shops with such sub-standard labour is a very difficult one, as many men have little remaining work value<sup>82</sup>. »

## Conclusion

À la lumière de ces informations, on peut donc affirmer que l'État a pris une place beaucoup plus importante dans la sphère sociale avec les interventions faites durant, mais aussi à la suite, de la guerre. Par contre, bien que ces nouvelles responsabilités viennent redéfinir son rôle, il ne faut pas escamoter les raisons qui ont motivé l'accroissement de son champ d'action. Selon notre analyse, les diverses politiques instaurées par le gouvernement par l'entremise des Commissions et des ministres ne sont pas d'abord mues par un désir de justice sociale ou par une volonté de réformer le système. Il faut plutôt les voir comme une réaction à cette situation extraordinaire qu'était la Première Guerre mondiale. Cette situation entraîne une série de crises et c'est pour répondre à ces perturbations que les décideurs élargissent le rôle de l'appareil étatique pour lui faire franchir les limites de ce qu'était l'État minimal du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle. La mutation des responsabilités du sanitaire au social

---

<sup>81</sup> Canada, Department of Pension and National Health, *Report of the Work of the Department of Pension and National Health for the Year Ending in March 31, 1928*, Ottawa, F. A. Acland Printer of the King's Most Excellent Majesty 1929, p. 16.

<sup>82</sup> Canada, Department of Pension and National Health, *Report of the Work of the Department of Pension and National Health for the Year Ending in March 31, 1929*, Ottawa, F. A. Acland Printer of the King's Most Excellent Majesty 1930, p. 18.

doit donc être analysée comme déclenchée par la crise que provoque la Grande Guerre, et qui aura des effets à long terme quant aux responsabilités que l'État assumera.



## CHAPITRE II : L'ÉCONOMIE DU SACRIFICE EN ACTION

Comme nous l'avons vu précédemment, la Première Guerre mondiale fut à l'origine d'une crise exceptionnelle qui bouleversa les façons de faire canadiennes traditionnelles. Tandis que l'État fédéral était en quête de solutions à la myriade de problèmes apportés par le conflit mondial, les acteurs sur le terrain tentaient eux aussi d'élaborer des stratégies pour faire face à cette situation nouvelle. C'est le cas des vétérans qui se rassemblent en organisations à travers le pays. Bien qu'au départ ces organisations ne sont qu'un moyen de recréer le sentiment de camaraderie qui existait entre les hommes lorsqu'ils étaient au front, ces associations vont progressivement se transformer en groupes de pression ayant pour but de faire avancer la cause des vétérans.

À travers les textes éditoriaux, le courrier des lecteurs, mais aussi à travers les chroniques humoristiques que nous retrouvons dans les organes de presse de ces associations, il nous est possible de déceler une double dynamique de construction identitaire à l'œuvre au sein des regroupements d'anciens soldats, soit interne et externe. Une force centripète favorise d'abord la reconnaissance d'une identité commune à la majorité des membres du groupe. Ce mouvement de cohésion est aussi renforcé par un effort de différenciation avec les individus extérieurs au groupe. Ce processus renvoie au concept d'identité revendiquée, souvent mobilisé dans les travaux des anthropologues, dont ceux du professeur Claude Gélinas<sup>1</sup>. C'est donc inspiré de ce concept que nous

---

<sup>1</sup> Gélinas, *Indiens, Eurocanadiens*, p. 35.

allons d'abord étudier le discours du journal *The Veteran* afin de mieux cerner la construction identitaire des vétérans.

### *L'identité revendiquée*

Comme mentionné plus haut dans l'explication de notre cadre théorique, nous avons divisé les traits discriminants en deux grandes catégories. Premièrement, les traits discriminants internes permettant aux vétérans de déterminer les critères qui doivent être comblés pour faire partie de leur groupe d'appartenance, ce qui peut prendre la forme de caractéristiques que l'individu doit posséder ou des situations qu'il doit avoir vécues. Dans cette catégorie on retrouve l'expérience de la guerre, le retour à la vie civile, le sacrifice, la masculinité ainsi que l'interaction avec l'État. Deuxièmement, nous avons aussi analysé les traits discriminants externes qui se manifestent dans certaines catégories et qui forment certains archétypes. On y retrouve bien entendu l'ennemi, mais aussi le profiteuse, le civil, l'étranger et aussi les membres du gouvernement au sens large. En mettant en relief ces distinctions à travers l'étude de l'expérience de guerre qu'ont vécue les soldats, des différents types de sacrifices consentis et de l'économie du sacrifice, nous serons donc en mesure de faire ressortir les principales caractéristiques de ce qui forment l'identité revendiquée.

## **2.1 Expériences de guerre**

### *2.1.1 Théâtre d'opérations*

Dans une vision assez technique, un vétéran canadien de la Première Guerre mondiale est un Canadien qui a participé à la Première Guerre mondiale, qui a donc vécu

l'expérience de la guerre. Pourtant, cette expérience n'est pas la même pour tous. Comme l'a démontré André Loez à propos des soldats français, il y a de profondes inégalités par rapport à l'exposition au danger. Les membres de l'infanterie ont beaucoup plus de chance d'être tués que les cuisiniers qui sont, eux aussi, considérés comme des soldats<sup>2</sup>. En ce qui concerne le Canada, cette disparité entre les différentes expériences de la guerre ne suivra pas les distinctions apportées par Loez, mais bien une trichotomie entre ceux qui sont restés au Canada pour défendre le pays, ceux qui ont traversé l'Atlantique pour se rendre en Angleterre et y rester et ceux qui ont combattu en France sur le front de l'ouest. C'est en raison de cette division qu'il est difficile de dresser un portrait englobant de l'expérience de guerre des vétérans canadiens. Cependant, comme notre étude s'intéresse plus précisément aux membres du GWVA, cette distinction s'efface en quelque sorte. En fait, pour être un membre actif et à part entière de cette organisation, il est impératif d'avoir combattu outre-mer<sup>3</sup>. Cette définition restrictive de ce qu'est un vétéran pour le GWVA causera des tensions importantes entre les anciens combattants à la fin du conflit. À partir de septembre 1918, seuls les soldats ayant participé au combat en France peuvent devenir membres à part entière du GWVA<sup>4</sup>.

C'est de cette distinction entre les diverses « classes » d'anciens combattants que provient l'une des scissions au sein de mouvement des vétérans entre le *Great War Veterans' Association* et son association « rivale » *l'Army and Navy Veterans*<sup>5</sup>. L'ANV, qui publie son propre magazine, *Army and Navy Veterans Magazine*, publié à Montréal,

---

<sup>2</sup> Loez, « Militaires, combattants, citoyens, civils », p. 67-85.

<sup>3</sup> The Great War Veterans' Association, « Notes », *The Veteran*, vol. 1, n°1, (décembre 1917) p. 7.

<sup>4</sup> The Great War Veterans' Association, « Impression of the Convention », *The Veteran*, vol. 1, n°10 (septembre 1918) p. 22-25.

<sup>5</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 70.

regroupe entre autres des marins, mais aussi d'autres vétérans qui n'ont pas combattu en France. Bien que ces derniers ne soient pas reconnus par leurs pairs du GWVA, ils revendiquent tout de même l'appartenance au groupe des vétérans, entre autres en faisant valoir une souffrance partagée. Certes ils n'ont pas souffert corporellement des combats, mais ils ont souffert mentalement de ne pas avoir pu se battre. Ils écrivent :

The man who did not get to France suffered materially from his service in the army and very severely has he suffered mentally from the fact that he did not get to France. This is undoubtedly true when one honestly considers the desires of those who donned khaki and were not allowed to see the front. They have been disappointed and in many cases disgusted because they could not get there, and now when the war is over they are being discriminated against in every manner possible<sup>6</sup>.

Cette thèse sera cependant fréquemment critiquée par les membres du GWVA qui considèrent qu'avoir servi en France les distingue. On peut lire ceci à propos des décisions prises lors de la convention de Winnipeg en 1918, citant David Loughman :

"We decided at the Winnipeg convention," said he, "that we would be known as the Great War Veterans' Association. After all, it is the veterans of this war who suffer in connection with pension and other matters. We have got to cater, not to the 80,000 men who remained at home, but to the 300,000 or 400,000 who have yet to return from France. Are we going to throw our doors open to slackers in khaki uniform: to the Cook's tourist and many others who wear uniforms to evade danger?"<sup>7</sup>

Cette même rhétorique à propos des « Cook's tourist », faisant justement référence aux de mortalité de l'infanterie par rapport au cuisinier, est aussi réutilisée après l'Armistice concernant le décernement d'une médaille. Ce groupe imaginé serait composé de soldats arrivés dans les tranchées seulement vers la fin de la guerre.

It would be very interesting to know how many "Cook's tourists" availed themselves of the opportunity of visiting the battlefields - after the guns were silenced and all danger had vanished - and qualified for

<sup>6</sup> The Army and Navy Veterans in Canada, « "He Also Served" », *The Army and Navy Magazine*, vol. 1, n°2 (juin 1919), p. 17.

<sup>7</sup> The Great War Veterans' Association, « Impression of the Convention », *The Veteran*, vol. 1, n°10 (septembre 1918) p. 22-25.

the badge which once was an honored and prized token of genuine active service. The man who only reached France after the armistice was signed and has the effrontery to wear the Class "A" badge is on a par with the military officials who passed the order. Neither should be eligible for membership in the Great War Veterans' Association of Canada<sup>8</sup>.

L'argument mis de l'avant par le GWVA est que seuls les soldats qui ont servi en France pendant les combats et qui ont enduré les « vraies » conditions de la guerre peuvent être dignes de faire partie du groupe sélect des vétérans. Cette distinction est donc à la base même de leur construction identitaire, car elle permet de définir parmi l'ensemble des enrôlés qui sont les vrais vétérans et qui ne sont que des « peureux et des touristes ». On comprend aussi que cette définition n'est pas statique, car elle est modifiée selon le groupe qui l'emploie puisque le ANV en offre une différente.

### 2.1.2 *Les conditions de la guerre*

Le front de l'ouest au cours de la Première Guerre mondiale est reconnu pour avoir offert à ses participants des conditions de vie épouvantables. C'est précisément ce qui ressort des textes de *The Veteran*. On remarque que plusieurs articles présentent la difficulté des conditions de vie sur le front de l'ouest et glorifient l'endurance des vaillants soldats. C'est justement la démesure de ces conditions qui est présentée dans cette blague : « "Mike" "Phwat [sic]?" "I was just thinkin'. After we get out of the trenches an' back home again how nice an' peaceful that old boiler-factory will sound to us"<sup>9</sup>. » La thématique de la dureté des conditions est aussi perceptible ici lorsqu'un soldat expérimenté s'adresse à un plus jeune : « Hell, man, if we had to write down everything

<sup>8</sup> The Great War Veterans' Association, « Observation », *The Veteran*, vol. 2, n° 11, (octobre 1919), p. 9.

<sup>9</sup> The Great War Veterans' Association, « s.t. », *The Veteran*, vol. 1, n°3 (février 1918), p. 20.

we did and all we heard, a man would go crazy in a very short time<sup>10</sup>. » Malgré cette insistance sur la difficulté de l'expérience du combat, on constate que la description des champs de bataille et les circonstances réelles du front de l'ouest sont très rarement explicites dans la revue. Les textes de *The Veteran* ne décrivent pas les conditions; ils n'y font que des allusions furtives, comme dans le poème « Back from France » : « To feel that mud, and filth, and hardship's gone for ever [...] To walk real streets, untroubled by the echo<sup>11</sup>. »

Ces textes où l'on décrit les conditions comme insupportables ne sont pas l'exception, mais foisonnent à la lecture des publications de vétérans. Ce phénomène peut s'expliquer par la visée même de la publication. *The Veteran* est un journal qui s'adresse tout d'abord aux vétérans, mais qui étend aussi son tirage aux civils. En 1919, une publicité affirme que le nombre d'exemplaires distribués est passé de 20 000 à 300 000, soit 1 Canadien sur 27<sup>12</sup> alors que le nombre maximal de membres est estimé à 250 000 pour la même période<sup>13</sup>. Ce large public cible pourrait expliquer pourquoi l'accent est mis davantage sur l'affirmation de la difficulté des conditions que sur leur description proprement dite. Comme l'explique l'historien et soldat Eric J. Leed à propos du vétéran, ce dernier aurait « been reshaped by his voyage along the margins of civilization, a voyage in which he has been presented with wonders, curiosities, and monsters — things that can only be guessed at by those who remained at home<sup>14</sup> ». Dans cette optique, la

---

<sup>10</sup> The Great War Veterans' Association, « Vignettes on the Somme », *The Veteran*, vol. 1, n°6 (mai 1918), p. 24-25.

<sup>11</sup> The Great War Veterans' Association, « Back from France », *The Veteran*, vol. 1, n°11 (octobre 1918), p. 29.

<sup>12</sup> The Great War Veterans' Association, « s.t. », *The Veteran*, vol. 2, n°2 (janvier 1919), p. 68.

<sup>13</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 123.

<sup>14</sup> Leed, *No Man's Land*, p. 194.

description précise des conditions de combats, de la monotonie du front et des tirs d'artillerie n'aurait que très peu de valeur si les simples lecteurs civils s'avèrent incapables de comprendre ce qu'ont vraiment vécu les combattants. Les écrits utilisent donc l'analogie avec l'usine pour permettre aux civils de comprendre un tant soit peu les réalités de la guerre.

À cette première explication, on peut en ajouter une autre. Pour l'historienne Johanna Bourke, qui étudie les anciens combattants des deux guerres mondiales ainsi que la guerre du Vietnam, l'importance donnée à l'endurance et aux conditions difficiles que l'on observe au sein des publications de vétérans peut s'expliquer par une volonté de taire l'aspect violent de la guerre. Elle écrit, en effet, en introduction : « The characteristic act of men at war is not dying, it is killing [...] Accounts of "experience" of war prefer to stress the satisfaction of male bounding, the discomforts of the frontlines, and the unspeakable terror of dying<sup>15</sup>. » Ce phénomène revient à plusieurs reprises dans son étude autour du rapport que possèdent les soldats face à la violence qu'ils ont perpétrée. Bourke avance que malgré les dangers associés à la guerre, certains hommes ressentaient une joie intense, se rapprochant de l'orgasme, lorsqu'on leur conférait le pouvoir de tuer. Elle cite l'expérience de Philip Caputo, un vétéran du Vietnam, qui a admis dans son livre qu'il n'a jamais dit la vérité à son entourage à ce sujet de peur d'être considéré comme un « "war-lover"<sup>16</sup> ». Bourke écrit à son sujet : « For Caputo, going into battle made him feel

---

<sup>15</sup> Johanna Bourke, *An Intimate History of Killing: Face-to-Face Killing in the Twentieth-Century Warfare*. New York, Basic Books, 1999, p. 1-2.  
p. 1-2.

<sup>16</sup> Bourke, *An Intimate History of Killing* p. 31.

"happier that [he] ever had."<sup>17</sup>» La thèse de Bourke peut donc expliquer l'absence quasi totale de récits de meurtre dans *The Veteran*, mise à part l'utilisation occasionnelle d'une formule imagée, « Teddy bagged the first Boche<sup>18</sup>», un euphémisme pour exprimer l'action de tuer.

En considérant que les écrits qui figurent dans *The Veteran* sont choisis par les anciens combattants qui les soumettent et par l'équipe éditoriale qui les sélectionne, ces textes nous permettent de mieux saisir les stratégies identitaires déployées par les membres du GWVA. Que cela soit conscient ou non, les récits traitants de l'expérience de la guerre ont tendance à taire la violence perpétrée par les soldats pour mettre l'accent sur la difficulté des conditions rencontrées. De cette façon, le GWVA est en mesure de revendiquer une identité noble et rassembleuse pour ses membres qui ont traversé l'Atlantique, soit celle de l'homme qui a enduré l'impossible et qui s'est sacrifié.

## 2.2 Le sacrifice

La thématique du sacrifice est celle qui est la plus utilisée dans notre échantillonnage. En tout, près du tiers des articles retenus et analysés l'abordent. C'est l'aspect le plus important dans la construction identitaire du vétéran et, cela est encore plus vrai chez les membres du GWVA puisque ceux-ci ont commis le sacrifice ultime, celui d'aller affronter les conditions atroces du front de l'ouest précédemment évoquées. Alors, si la notion de sacrifice est à la base même de l'identité que se construisent les

---

<sup>17</sup> *Idem.*

<sup>18</sup> The Great War Veterans' Association, « Getting Back to Blighty », *The Veteran*, vol. 1, n°5 (avril 1918), p. 22.



vétérans, comment cette thématique se déploie-t-elle dans *The Veteran* ? Le sacrifice est présenté de deux façons que nous allons analyser, soit le sacrifice visible et le sacrifice invisible.

### 2.2.1 *Le sacrifice visible*

Bien que la violence guerrière ne soit pas explicitement décrite dans *The Veteran*, il est possible d'en déceler les conséquences en analysant les articles. Cette violence est abordée en sous-texte alors que les auteurs tentent de mettre de l'avant les sacrifices qu'ils ont dû faire pour défendre la patrie. Cette notion du sacrifice visible, liée au sentiment d'en avoir fait plus que les autres, est fréquemment mise en relation avec la réalité des civils. « Now the boys have a right to look just as bright and progressive as any man upon the street who stayed at home, even though perhaps there is a limb or other part of the anatomy missing<sup>19</sup>. »

Les membres du GWVA revendiquent davantage de considération par rapport à cette notion de sacrifice que ce qu'ils sont prêts à concéder aux autres vétérans en raison de leurs années de service en France. Mais la hiérarchisation qu'ils construisent va beaucoup plus loin. En effet, le GWVA accorde une importance supplémentaire aux hommes qui se sont engagés volontairement et qui n'ont pas attendu la conscription. Ce phénomène est décrit dans un récit qui traite de l'interaction entre des Canadiens et leurs geôliers allemands dans un camp de prisonniers. On peut y lire : « They would say : "You British and Canadians, you are not as the Russians, the French or the Belgians. They are

---

<sup>19</sup>The Great War Veterans' Association, « Financial Improvement », *The Veteran*, vol. 1, n°2 (janvier 1918), p. 23-24.

conscripts, they were forced to come and fight against us, but you volunteered, you came of your own free will. Now suffer the consequences." And I can assure you, too, that our boys did suffer the consequences<sup>20</sup>. » Ici aussi, on met de l'avant les conséquences implicites liées au service militaire volontaire. De cette façon, les membres du GWVA viennent par leurs écrits valoriser leur sacrifice par rapport au reste des anciens combattants, mais aussi par rapport au reste de la population canadienne et des soldats des armées étrangères où la conscription est imposée.

Cependant, ce sacrifice n'est pas seulement physique, il est aussi psychologique. Cette fragilité psychologique liée au combat sera aussi mise de l'avant pour expliquer l'état de certains vétérans qui rentrent du combat. Pour appuyer scientifiquement ses propos, la revue s'appuie sur la parole de spécialistes : « A learned doctor and specialist in nervous disease who is giving his services to the army has said that it is impossible for a man to go through a war experience without developing neurotic tendencies<sup>21</sup>. » Bien que ce « learned doctor » ne soit pas identifié, le but est de faire appel à une autorité pour justifier la condition mentale de certains vétérans.

De plus, cette fragilité psychologique s'exprime aussi par le biais de témoignages personnels. Cette forme de sacrifice n'est pas visible sur le corps, mais a des effets sur les comportements. À la fin de la guerre, un vétéran écrit au journal pour décrire sa situation : « "I am now in a good steady position, and, providing my nerves do

---

<sup>20</sup> The Great War Veterans' Association, « Gissen Prison Camp », *The Veteran*, vol. 1, n°5 (avril 1918), p. 24.

<sup>21</sup>The Great War Veterans' Association, « Repatriation of Return Soldiers », *The Veteran*, vol. 1, n°11 (octobre 1918), p. 21-22.

not play me false again, I shall be able to stick it, but even this position does not enable me to live and pay my back bills, etc., and these bills must be paid ; hence, on is constantly worried, day after day. I quite realize that my case is only one out of thousands’’<sup>22</sup>. »

On peut aussi lire une histoire semblable dans le premier numéro du *Veteran* en 1917. On y évoque l’expérience d’individus dont les nerfs semblent être en proie à une pression énorme soit à la suite du service militaire, pendant la guerre elle-même ou au retour de celle-ci. Par exemple, on y raconte l’histoire d’un homme revenu du front qui se met en colère au point d’injurier sa femme puisqu’il n’est tout simplement pas en mesure de retrouver sa cravate. Plus loin dans l’article, on nous explique que la cravate était accrochée à son cou pendant tout ce temps... La scène se termine en mettant l’accent sur l’épouse qui semble subir ce genre de comportement sur une base régulière<sup>23</sup>. Les écrits de vétérans nous présentent donc le sacrifice que représente la perte de capacités physiques, mais aussi mentales. Dans les deux cas, les conséquences s’avèrent très dramatiques sur la vie post-conflit du vétéran.

### 2.2.2 *Le sacrifice invisible*

Le sacrifice invisible est quant à lui un peu plus pernicieux. Il ne laisse pas de traces sur le corps que les vétérans pourraient revendiquer comme un badge d’honneur à la suite de leur service. Il ne suscite pas la sympathie comme peut le faire un bras amputé

---

<sup>22</sup> The Great War Veterans’ Association, « Returned Citizen Needs », *The Veteran*, vol. 2, n°12 (novembre 1919), p. 24.

<sup>23</sup> The Great War Veterans’ Association, « Absent-Minded », *The Veteran*, vol. 1, n°1 (décembre 1917), p. 19.

ou un trouble nerveux. Il s'exprime plutôt dans l'anonymat des bureaux de chômage et à travers la difficulté à subvenir à ses besoins. Les sacrifices visible et invisible peuvent être liés, comme c'est le cas pour les vétérans amputés qui tentent de retrouver leur emploi : « An appreciation of the fact that they are so disabled as to make it impossible for them to return to their former employment<sup>24</sup>. »

Cependant, la notion de sacrifice invisible prend tout son sens si on l'aborde sous l'angle des opportunités perdues. L'économie de guerre a produit un contexte manufacturier où la main-d'œuvre manquait au Canada. Comme les emplois étaient plus difficiles à combler durant le conflit, les salaires ont augmenté et les opportunités d'affaires ont progressé<sup>25</sup>. Cependant, à la fin du conflit et au retour des anciens combattants, ces conditions n'existent plus. Cette période de transition donne l'impression aux vétérans de s'être fait flouer par ceux qui sont restés au pays. Plusieurs écrits en témoignent : « The war gave opportunity to many "helpers" to step into the ranks of union labour as full-fledged mechanics. Many of these men were aliens who were able to remain in Canada when those they replaced enlisted for active service<sup>26</sup>. »

Dans cette citation, trois éléments enragent les vétérans. Premièrement, l'impression que des gens ont profité de l'économie de guerre alors qu'ils subissaient pour leur part les combats en Europe. Deuxièmement, que ces « helpers » non qualifiés occupent désormais des positions privilégiées rendant l'accès des vétérans aux marchés

---

<sup>24</sup> The Great War Veterans' Association, « The Soft Job Menace », *The Veteran*, vol. 1, n°12 (novembre 1918), p. 19-20.

<sup>25</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 63-64.

<sup>26</sup> The Great War Veterans' Association, « Reorganization Required », *The Veteran*, vol. 2, n°10 (septembre 1919), p. 16.

de l'emploi difficile. Troisièmement, que ceux qui ont profité de cette situation soient des étrangers qui proviennent d'États contre lesquels ils ont tout sacrifié pour combattre. Cette triade est bien évoquée dans cet article qui justifie aux yeux des vétérans la haine portée envers les étrangers :

It is but reasonable to expect the returned men to adopt a very decided attitude towards the alien enemy. Having seen the Hun in all this naked brutishness, and having suffered untold miseries and hardships in fighting him to a stand-still in Europe, it is little wonder that the Veterans' ire is aroused when he returns to find Canada teeming with the same breed. There is nothing surprising in his demand that aliens be deported when he finds them filling the workshops and factories which he has been defending with his life<sup>27</sup>.

Dans un autre numéro, les auteurs expriment une fois de plus leur mécontentement face à la situation économique du pays ainsi que face aux décisions prises par le gouvernement. En écorchant au passage les profiteurs, l'article questionne la moralité d'avoir un ministère de l'Immigration alors que des centaines de vétérans font la queue pour recevoir leur allocation de chômage. L'image ainsi créée est forte puisqu'elle antagonise l'État en le plaçant du côté des immigrants contre les vétérans sans-emplois. De plus, on affirme que les anciens combattants, qui sont de vrais citoyens, devraient être priorisés sur le marché de l'emploi face aux étrangers. Nous analyserons plus en détail cette notion de citoyenneté au prochain chapitre, mais le prochain extrait démontre bien ce que peut représenter le sacrifice invisible :

Has the government anything to be proud of in the spectacle of hundreds of returned soldiers standing in queues to await an unemployment dole while the natural resources of the country – for which they fought – are being daily sequestered to the bondage-dealers who reap where they did not sow, and who throttle all signs of development save those in which they are interested? [...] Have we any

---

<sup>27</sup> The Great War Veterans' Association, « Aliens Enemies », *The Veteran*, vol. 2, n°4 (mars 1919), p. 18-19.

right to maintain an active department of immigration until we can provide productive employment for all returned citizens<sup>28</sup>?

Il devient évident que le sacrifice invisible est aussi important aux yeux des vétérans que celui qui laisse des marques sur le corps. Il ne doit pas être tenu pour négligeable lorsque l'on fait les comptes avec le gouvernement et la société. La construction identitaire des vétérans s'est donc faite principalement à travers l'expérience commune de la guerre, mais aussi à travers la reconnaissance mutuelle d'avoir sacrifié énormément afin de gagner cette guerre. Par contre, bien que la valeur du sacrifice soit reconnue au sein même du mouvement des vétérans, cette reconnaissance ne semble pas être suffisante de la part de l'État.

### 2.3. L'économie du sacrifice

Malgré l'accroissement des services étatiques destinés aux soldats au cours de la période de guerre, les vétérans ont tout de même le sentiment qu'Ottawa n'en fait pas assez pour eux. « Sacrifices glorious and precious have been made in Flanders fields and sacrifices must be made at home.<sup>29</sup> » Comme cette thématique est récurrente à la lecture *The Veteran*, il est intéressant de se pencher sur la question de cette équivalence.

Cette équivalence, Eric J. Leed la nomme *the economy of social guilt* ou l'économie du sacrifice<sup>30</sup>. Dès leur enrôlement, les soldats estiment avoir signé un contrat tacite stipulant qu'ils étaient prêts à sacrifier leur vie au service de la communauté. En

---

<sup>28</sup> The Great War Veterans' Association, « Alienation of Natural Resources », *The Veteran*, vol. 3, n°3, (février 1920), p. 16.

<sup>29</sup> The Great War Veterans' Association, « The Second Annual Convention », *The Veteran*, vol. 1, n°8 (juillet 1918), p. 9-11.

<sup>30</sup> Leed, *No Man's Land*, p. 204.

échange, leur société devrait leur fournir une compensation sous forme de privilèges, de prestige ou d'argent. Cependant, à la lecture *The Veteran*, on comprend assez rapidement que les anciens combattants n'ont pas l'impression que ce contrat est respecté à leur retour. Ce ressentiment envers la société civile peut causer des réactions agressives comme le démontre Bourke à propos des soldats du Vietnam<sup>31</sup>. En revanche, bien que ce sentiment d'abus et de perte de confiance puisse être perçu comme foncièrement négatif, il permet aussi de souder le groupe. Les vétérans canadiens ne sont plus seulement ceux qui se sont battus en France et qui se sont sacrifiés, ils se considèrent aussi comme des laissés pour compte dans une société d'après-guerre qui ne se soucie pas autant d'eux qu'ils croient le mériter. Sous cet angle, la brèche qu'ils perçoivent dans le contrat tacite qu'ils avaient conclu est un autre élément qui permet de comprendre la construction identitaire des vétérans canadiens.

### 2.3.1 Les interactions avec l'État

Never was so great a debt piled up as that which Canada owes to the men who mortgaged their lives to ensure peace in the homeland. Fifty thousand gave their all. Over one hundred and fifty thousand bear the honorable scars of battle wounds upon their bodies. [...] All who served have suffered in some form or another, bodily, mentally, financially, or socially, yet gladly, eagerly, uncomplainingly, nobly – for Canada<sup>32</sup>.

Il apparaît évident à la lecture de *The Veteran* que les anciens combattants ne font pas exception au sentiment exprimé par les combattants des autres nations qu'exposait Eric J. Leed<sup>33</sup>. À leurs yeux, leurs sacrifices devaient être compensés à leur retour au Canada et le responsable de ces compensations devait être l'État.

---

<sup>31</sup> Bourke, *An Intimate History of Killing*, p. 360.

<sup>32</sup> The Great War Veterans' Association, « Our Returning Citizen », *The Veteran*, vol. 2, n°2 (janvier 1919), p. 16-17.

<sup>33</sup> Leed, *No Man's Land*, p. 204.

L'accroissement de l'offre des services étatiques a aussi indirectement stimulé les attentes des vétérans. Comme nous l'avons démontré au chapitre précédent, la responsabilité de l'appareil gouvernemental s'élargit des stricts problèmes sanitaires au domaine plus large et extensible des problèmes sociaux. C'est dans cet esprit que les vétérans revendiquent de meilleurs services.

Our boys were sent from our doors with the indefinite assurance that they need not worry about their futures: the public would look after them. [...] While it is true that the promises given to our boys before they left Canada were vague, it is also true that at that particular time, it was impossible to give anything else but a vague promise<sup>34</sup>.

En raison de l'avancement et de la fin de la guerre, ces promesses doivent se traduire concrètement et les vétérans savent plus précisément ce qu'ils veulent. Auprès de l'État, ils revendiquent trois éléments principaux, soit de meilleures pensions, un accès au marché de l'emploi ainsi que des terres. Ce sont les interactions avec l'État au sujet de ces revendications qui vont consolider l'identité commune des vétérans sous le signe de l'abus qu'ils ressentent.

### 2.3.2 *Les pensions*

« "I thought a doctor had to tell people what was the matter with them?" "No, not in the Army. In the Army it's up to the patient to say what's the matter with him, and it's up to the doctor to prove that he hasn't got it."<sup>35</sup>»

---

<sup>34</sup> The Great War Veterans' Association, « The Soft Job Menace », *The Veteran*, vol. 1, n°12 (novembre 1918), p. 19-20.

<sup>35</sup> The Great War Veterans' Association, « Wits and Humor », *The Veteran*, vol. 3, n°3 (février 1920), p. 22.



Cette blague que l'on retrouve dans le numéro de février 1920 *The Veteran* exprime bien l'attitude de ce groupe par rapport au gouvernement et aux pensions dispensées par celui-ci. Bien que dès mars 1919, on apprend que la loi qui régit l'obtention des pensions est modifiée en faveur des anciens combattants<sup>36</sup>, le sentiment d'avoir à se battre avec le système pour avoir accès à ce qui devrait déjà être acquis reste bien présent. Rappelons-nous que selon le système de Todd, les pensions sont attribuées en fonction de la gravité de l'infirmité subie par le vétéran. Pourtant, même si Todd se targue d'avoir offert au Canada le régime de pensions le plus généreux de l'époque, les vétérans ne voient pas la chose du même œil. Selon eux, ils n'obtiennent que très rarement la totalité de la pension à laquelle ils ont droit et, en conséquence, ils jugent que le système ne les favorise pas et qu'il est impossible de maintenir un niveau de vie adéquat avec les montants offerts par le gouvernement.

The Canadian definition of the word, "comfort," in the following official Pension statement: — "A pension is not a gift, gratuity or reward for service done. It is compensation — money paid as a right by Canadians, through their Government, to offset in a measure the handicaps suffered in war. The pension is awarded to a soldier or sailor so that he can live in decent comfort, despite his handicap." — \$50 a month for "Total disability"! And adding insult to injury<sup>37</sup>.

Les pages de la publication sont pleines de récits ou de reportages qui mettent en contraste les basses pensions accordées aux anciens combattants avec des montants offerts à des civils en raison de blessures subies au travail. On décrit, par exemple, un jeune homme recevant 4000 \$ pour avoir perdu une jambe au travail alors qu'un vétéran reçoit 8 \$ par mois pour le même genre de blessure<sup>38</sup>, ou cet homme qui reçoit 2000 \$

<sup>36</sup> The Great War Veterans' Association, « Soldiers' Information », *The Veteran*, vol. 2, n°4 (mars 1919), p. 56.

<sup>37</sup> The Great War Veterans' Association, « s.t. », *The Veteran*, vol. 2, n°4 (mars 1919), p. 30.

<sup>38</sup> The Great War Veterans' Association, « Editorial », *The Veteran*, vol. 2, n°2 (janvier 1919), p. 9.

pour la perte de 3 doigts alors que la veuve d'un soldat reçoit seulement 40 \$<sup>39</sup>. Bien que les écrits ne nous informent pas sur les circonstances de ces blessures, il est possible de déceler un important ressentiment envers le système gouvernemental, qui semble les laisser tomber. On affirme aussi que le montant des pensions n'est pas assez élevé : « It is true that under certain conditions a pension is allowed, but it is fully recognized that these pensions are not adequate to make a proper provision for the family, and it is doubtful if they could ever be made so<sup>40</sup>. » Certains employeurs vont même jusqu'à offrir un salaire plus bas aux vétérans en prétextant que la pension offerte par le gouvernement doit compenser pour cette diminution du taux horaire<sup>41</sup>. *The Veteran* s'empresse de dénoncer cette pratique en rappelant vigoureusement que les pensions doivent compenser pour les blessures subies et les sacrifices consentis et qu'elles n'impliquent en aucun cas une diminution de salaire. Dans cette optique, même le système qui semble les défavoriser est utilisé par les employeurs pour les désavantager davantage. Il devient donc évident que ce système de pensions crée des frictions entre les vétérans et l'État. Bien qu'il soit censé favoriser la réinsertion des anciens combattants dans la vie civile, ses effets ne sont pas louangés par ses bénéficiaires.

### 2.3.3 Les emplois

Canadian owe a solemn debt, a debt beyond repayment, to the men of their Expeditionary Force who, let us remember, placed themselves between us and the German host. But if our obligation to them can never be discharged in full, our simple duty as their fellow citizens will

<sup>39</sup> The Great War Veterans' Association, « Notes and Comments », *The Veteran*, vol. 2, n°4 (mars 1919), p. 9.

<sup>40</sup> The Great War Veterans' Association, « Suggested Scheme of Insurance for Disabled Soldiers », *The Veteran*, vol. 2, n°4 (mars 1919), p. 29-30.

<sup>41</sup> The Great War Veterans' Association, « Pensioner's Wage », *The Veteran*, vol. 2, n°2 (janvier 1919), p. 18-19.

not be accomplished until the last man to leave the army has been re-established in our national life<sup>42</sup>.

Ce rétablissement complet à la vie civile que les vétérans revendiquent ne passe pas seulement par de meilleures pensions, il est aussi synonyme d'accès au marché de l'emploi. Malheureusement pour eux, la fin de la guerre et le retour massif d'hommes au Canada ne font rien pour augmenter le nombre de postes disponibles au sein des entreprises. Dès 1917, les éditeurs de *The Veteran* sont déjà conscients que la démobilisation de l'armée causera un énorme problème pour le pays et somment le gouvernement à se préparer à ce choc.

The problem of demobilization will have to be faced at a time when employment will be seriously diminished for the time being by the stoppage of munition work, and when there will be in process a general readaptation of industries for the production of goods for peace consumption. [...] obligation lies upon the State to provide not only the men recovered from wounds and disabilities, but also the great mass of our soldiers who will return sound in body and limb, with access to employment which will render them independent either of state subsidies or the charity of the private philanthropist<sup>43</sup>.

Leurs craintes seront bien fondées puisque le retour à la vie civile s'effectue difficilement et les emplois se font rares. « Take the case of returned soldiers, who, after many months overseas at a dollar-ten per day, are now facing a new start in life, in thousands of instances under the handicap of physical disablement. [...] To accomplish a bare living is the most that many of them can hope for<sup>44</sup>. » De plus, le gel des salaires des soldats aux prix de 1913 ne permet en rien de faire face à l'inflation qui sévit au pays<sup>45</sup>.

---

<sup>42</sup> The Great War Veterans' Association, « From War to Peace », *The Veteran*, vol. 2, n°2 (janvier 1919), p. 22-25.

<sup>43</sup> The Great War Veterans' Association, « The Problem of Demobilization », *The Veteran*, vol. 1, n°1 (décembre 1917), p. 15-16.

<sup>44</sup> The Great War Veterans' Association, « Produce and Save », *The Veteran*, vol. 3, n°1 (décembre 1919), p. 16.

<sup>45</sup> Desmond Morton, *Winning the Second Battle*, p. 143.

C'est donc dans un climat d'emploi incertain que la majorité des anciens combattants retrouvent leur demeure. « Whether it was because all the decent jobs were filled by men who were not over anxious to risk their lives by exposing them to the mercies of the unspeakable Hun, we will leave for history to tell, but he certainly had great difficulty in finding suitable employment<sup>46</sup>. » On retrouve fréquemment ce genre de discours où l'on accuse le gouvernement de ne pas avoir respecté ses engagements envers les vétérans.

Dans le contexte d'après-guerre, le marché de l'emploi représente donc une autre sphère où les vétérans sentent que l'économie du sacrifice n'est pas respectée. À quoi bon peuvent servir tous ces efforts consentis s'il leur est impossible de se trouver du travail à leur retour ? De plus, cette incapacité à maintenir leur rôle de pourvoyeur au sein de la famille heurte non seulement l'identité des vétérans en tant que militaires, mais également leur identité en tant qu'hommes, conformément aux normes de la masculinité de l'époque. Selon l'historienne Nancy Christie, le modèle du pourvoyeur se serait renforcé avec la Première Guerre mondiale<sup>47</sup>. L'idéal du pourvoyeur, combiné aux idéaux d'autosuffisance et d'indépendance économique sont des composantes importantes, selon Christie, du modèle familial classique de l'époque<sup>48</sup>. Il devient donc évident que les difficultés qu'éprouvent les vétérans à intégrer le marché de l'emploi peuvent devenir un sujet extrêmement sensible pour eux, puisqu'elles viennent remettre en question leur

---

<sup>46</sup> The Great War Veterans' Association, « Names and Numbers », *The Veteran*, vol. 1, n°5 (avril 1918), p. 14.

<sup>47</sup> Christie, *Engendering the State*, p. 6.

<sup>48</sup> Christie, *Engendering the State*, p. 23.

masculinité ainsi que leur rôle dans la société. Ces analyses se confirment à la lecture *The Veteran* :

It must be recognized that every husband and father fully realizes his responsibility towards his family, and is anxious to discharge that responsibility if it is within his power to do so, quite apart from any action that the Government may take on his behalf. [...] As from the fact that it adds to the self-reliance and confidence of the man himself<sup>49</sup>.

Dans cette optique, la possibilité de travailler et de subvenir aux besoins de leur famille est centrale dans les revendications des vétérans. Elle s'impose au sein même de la construction identitaire de ces derniers. C'est pour répondre à ce besoin que *The Veteran* va graduellement défendre un retour à la terre et à la colonisation pour structurer la réinsertion de ses membres à la vie civile.

#### 2.3.4 L'accès à la terre et la colonisation

« The success of Canada's scheme of repatriation depends very largely upon the Government's definition of its reasonability towards ex-soldiers<sup>50</sup>. »

Cette citation exprime assez bien l'attitude des vétérans envers leur gouvernement. Ces derniers considèrent qu'ils ont fait leur part et que c'est donc au tour des décideurs, désormais, de respecter leur part du marché. Bien que les anciens combattants revendiquent de meilleures pensions et des emplois, on voit surgir à partir de 1918 une nouvelle demande : l'accès aux terres. Cette demande fait écho au mouvement de retour à la terre que l'historien James Struthers définit comme étant un remède de

---

<sup>49</sup> The Great War Veterans' Association, « Suggested Scheme of Insurance for the Disabled », *The Veteran*, vol. 2, n°4 (mars 1919), p. 29-30.

<sup>50</sup> The Great War Veterans' Association, « Editorial », *The Veteran*, vol. 2, n°2 (janvier 1919), p. 10.

l'époque au chômage<sup>51</sup>. Selon lui, cette solution était très prisée par les propriétaires terriens puisqu'elle permettait de garder le salaire des employés agricoles bas. Quand il devenait plus difficile de trouver du travail dans les usines des villes, les autorités offraient rapidement la solution du retour à la terre. De cette façon, le poids des chômeurs sur les organismes d'aide était réduit puisque ceux-ci étaient encouragés à trouver un emploi sur une ferme. De plus, cette solution rassurait ceux qui voyaient dans la baisse de la population rurale un réel problème<sup>52</sup>.

Cependant, il y a une grande différence entre retourner à la terre en tant qu'engagé et devenir propriétaire d'une ferme. C'est précisément ce que les vétérans déplorent en faisant valoir qu'ils n'ont pas été séparés de leurs familles durant la guerre pour revenir au pays et s'en éloigner encore en devenant engagés sur une ferme<sup>53</sup>. C'est pour cette raison que le GWVA ne revendique pas seulement du travail agricole, mais bien la possibilité de devenir propriétaire terrien. Ces revendications s'appuient à nouveau sur les principes d'économie du sacrifice pour justifier de meilleures conditions. Cette rhétorique est donc utilisée à maintes reprises dans *The Veteran*. « What the returned man need, whether married or single, is an opportunity for settlement and the chance to develop his home<sup>54</sup>. »

---

<sup>51</sup> James Struthers, *No Fault of Their Own: Unemployment and the Canadian Welfare State, 1914-1941*, Toronto, University of Toronto Press, 1983, p. 8-9.

<sup>52</sup> Struthers, *No Fault of Their Own*, p. 8.

<sup>53</sup> Struthers, *No Fault of Their Own* p. 28.

<sup>54</sup> The Great War Veterans' Association, « Financial Improvement », *The Veteran*, vol. 1, n°2 (janvier 1918), p. 23-24.

Comme le développement du pays passe par l'agriculture, il est donc normal que les vétérans puissent y participer, fait-on valoir : « As the soldier-citizen visualizes his future and his future work, his spirit naturally looks to the land, because the land is the primal source of existence for us all, and the cultivation of the land is the fundamental industry for Canada<sup>55</sup>. » La colonisation des terres vierges, ou réquisitionnées aux réserves amérindiennes<sup>56</sup>, est présentée dans les articles du *Veteran* comme étant bénéfique pour les anciens combattants, mais aussi pour le pays tout entier. On peut y lire : « The first object is to benefit the soldiers themselves, and their families, by giving them the opportunity to make a good living. The second is to satisfy the country's crying need for closes settlement and increased production by putting the land to greater and better use<sup>57</sup>. » Cette meilleure utilisation à laquelle fait allusion la citation précédente ne réfère pas simplement à la terre elle-même, mais bien aux gens qui la cultivent. Dressant un portrait complet de la situation, Struthers explique qu'une des politiques importantes du gouvernement fédéral au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles avait été d'accueillir plusieurs immigrants pour travailler sur les fermes en période de plein emploi<sup>58</sup>. Par contre, lorsque ces emplois venaient à manquer, les immigrants étaient les premiers visés comme cause du problème.

Les articles *The Veteran* vont à leur tour tabler sur cette peur pour justifier leur retour à la terre. Ils intiment donc au gouvernement de réduire l'immigration :

---

<sup>55</sup> The Great War Veterans' Association, « Canada Yet », *The Veteran*, vol. 2, n°11 (octobre 1919), p. 12-13.

<sup>56</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 143.

<sup>57</sup> The Great War Veterans' Association, « The Soldier and the Farm », *The Veteran*, vol. 1, n°3 (février 1918), p. 17-18.

<sup>58</sup> Struthers, *No Fault of Their Own*, p. 5.

The question of dealing with alien immigration demands not only that the Government shall adopt immediate measures for the regulation of the lives and behaviors of enemy aliens but, further, that the Government shall take "thought of the morrow" and, deciding that Canada has its fill of the "scum of Europe" assure that our agricultural lands shall be offered in future only to those settlers who are worthy of Canadian citizenship. [...] Canada's future prosperity lies in the land. The encouragement of foreign immigration to our cities, primarily as labour for "the corporations," should be discouraged. Canada is firstly an agricultural country and the population of our cities does not require to be augmented from outside the country<sup>59</sup>.

On propose même de déporter les immigrants qui se seraient enrichis durant la guerre<sup>60</sup>. En proposant ce genre de mesures, les vétérans se présentent comme leur propre solution au problème de rétablissement à la vie civile. De plus, ils renforcent leur identité de valeureux soldats ayant tout sacrifié pour la nation en se plaçant en opposition aux étrangers qui ont évité les combats et ont profité de la guerre. Une série d'articles établit même un parallèle entre les valeureux soldats du passé et les vétérans de la Première Guerre mondiale pour justifier leurs demandes de terres. On fait référence aux Romains, au régiment Carignan-Salière<sup>61</sup> ainsi qu'aux soldats de Wolfe<sup>62</sup> pour démontrer que, par le passé, les sociétés récompensaient les soldats qui les avaient défendues. L'économie du sacrifice est donc encore à l'œuvre ici aussi.

## Conclusion

Selon Leed, «The violence of veterans must be understood in the context of that mutuality of sacrifice that defines relations between front and home. It was the collapse

---

<sup>59</sup> The Great War Veterans' Association, « The Land Settlement Board », *The Veteran*, vol. 1, n°3 (février 1918), p. 8-9.

<sup>60</sup> The Great War Veterans' Association, « Editorial », *The Veteran*, vol. 2, n°2 (janvier 1919), p. 9.

<sup>61</sup> The Great War Veterans' Association, « Soldiers' Settlement of the Past », *The Veteran*, vol. 1, n°8 (juillet 1918), p. 19-20.

<sup>62</sup> The Great War Veterans' Association, « Soldiers' Settlement of the Past II », *The Veteran*, vol. 1, n°9 (août 1918), p. 23-25.



of this mutuality that, more than anything else, gave veterans a consciousness of themselves as an exploited and abused group<sup>63</sup>. » Cette violence n'est donc pas injustifiée aux yeux des vétérans ni n'est la résultante de traumatismes subis au combat. Elle est plutôt issue de l'incompatibilité de leur identité avec la reconnaissance qu'ils reçoivent. Ce sentiment de trahison est amplifié par une déception face à la quête de sens qui animent les vétérans par rapport à la guerre. Comme celle-ci a su apporter un lot considérable de souffrances, il ne faudrait pas qu'elle n'ait servi à rien. « All this voluntary sacrifice of life would be futile and meaningless if it would not foreshadow some wholesale transformation of society, which would liberate mankind from many of the heaviest chains now fettering its free development<sup>64</sup>. »

Lorsque les vétérans retrouvent un Canada où leur sacrifice ne se traduit pas en meilleurs services, en emplois ou en traitement qu'ils jugent dignes à leur égard, ils en viennent à questionner l'utilité même de cette guerre. Lorsque ceux-ci remarquent que les anciennes arnaques politiques tiennent toujours et qu'un segment de la population s'est considérablement enrichi à leurs dépens, il est envisageable que des tensions se créent entre ces anciens soldats et le gouvernement qui semble ne rien faire pour améliorer la situation.

Ces tensions ne vont pas s'estomper lorsque l'identité que revendiquent les vétérans se confrontera à celle que voudra leur attribuer le gouvernement. Cette

---

<sup>63</sup> Leed, *No Man's Land*, p. 204.

<sup>64</sup> The Great War Veterans' Association, « Our National Future », *The Veteran*, vol. 1, n°2 (janvier 1918), p. 10-11.

dissonance entre ces deux formes d'identités ne va que s'accroître au fur et à mesure que les vétérans canadiens réclameront une plus grande part au jeu de la démocratie. Pour ce faire, ces derniers vont utiliser un argumentaire lié à l'économie du sacrifice pour obtenir une reconnaissance plus importante de leur rôle de citoyen. C'est sur ces enjeux que se penche notre troisième chapitre, à savoir comment l'économie du sacrifice, jumelée à une valorisation de l'expérience des vétérans, mène à une redéfinition de rôle de la citoyenneté.

### CHAPITRE III : *RETURNED CITIZEN* OU *RETURNED SOLDIERS* ? LA DÉMOCRATIE DES TRANCHÉES

Pour comprendre la dynamique de confrontation qui s'installe entre le gouvernement et les vétérans dans le contexte de la Première Guerre mondiale et à sa suite, il est essentiel de bien saisir les mécanismes de construction identitaire. Les difficultés liées au retour à la vie civile vont exacerber l'impression qu'ont les anciens combattants d'être un groupe marginalisé et laissé pour compte dans la société canadienne d'après-guerre. L'ensemble de ces expériences pose donc les fondements servant à revendiquer une identité propre aux vétérans canadiens de la Première Guerre mondiale. Ce processus de construction identitaire est à la base du discours des associations de vétérans qui demandent de meilleurs services pour leurs membres en s'appuyant sur cette représentation. Cependant, l'identité ainsi créée ne fait pas l'unanimité au sein des groupes de vétérans eux-mêmes pour les raisons évoquées précédemment. Toutefois, ce travail de consolidation d'une identité commune est complexe et ne peut pas simplement se résumer à la valorisation des traits que le groupe essaie de présenter comme étant les siens. Pour dresser un portrait global et mieux saisir les tensions qui existent entre les vétérans et le gouvernement, il faut aussi s'intéresser à la façon dont l'État se représente ceux-ci et tente d'imposer sa propre vision du groupe. Ce phénomène se nomme l'identité octroyée.

### 3.1. L'identité octroyée

Contrairement aux principes de l'identité revendiquée, l'identité octroyée n'émane pas du groupe lui-même et de ses efforts d'auto-identification, mais elle est plutôt originaire d'une instance avec qui le groupe interagit et qui cherche à imposer sa propre définition du groupe en question. Pour octroyer cette identité, l'Autre utilise aussi des caractéristiques discriminantes<sup>1</sup>.

Cette partie de l'équation identitaire est aussi importante que la première, car « un groupe possède toujours au moins deux identités : celle qu'il construit pour lui-même, et celle ou celles que lui attribuent ceux avec qui il interagit<sup>2</sup> ». Dans le cas des vétérans, c'est l'État qui incarne cet Autre qui nous intéresse dans cette analyse, car c'est avec ce dernier que les vétérans auront les interactions les plus déterminantes quant à leur futur. L'État possède un poids important en termes d'influence, tant par ses actions structurantes comme les projets de loi que par sa propagande. L'État est donc en mesure d'imposer sa conception de l'identité d'un groupe de façon beaucoup plus efficace que d'autres groupes avec lesquels les vétérans interagissent. Nous allons nous baser une fois de plus sur les rapports de commissions pour bien définir quelle est cette identité octroyée qui se dégage des écrits des fonctionnaires et des dirigeants du pays pendant et après la guerre.

---

<sup>1</sup> Gélinas, *Indiens, Eurocanadiens*, p. 35-38.

<sup>2</sup> Gélinas, *Indiens, Eurocanadiens*, p. 38.

### 3.1.1. Sans repère, loin des combats

Vers la fin de la guerre, une représentation commence à se former : celle du soldat sans occupation. Cette conception découle de la perte de repères présumée qui affecterait les anciens combattants après leur démobilisation. En effet, comme l'armée constitue une institution basée sur la discipline militaire, l'absence d'une telle structure dans la vie civile aurait tôt fait de rendre les soldats passifs et oisifs et de les mener au désœuvrement. Pour bien saisir la dissonance qui peut exister entre l'identité que les vétérans revendiquent et celle qui est octroyée par les fonctionnaires, il est crucial de comprendre le point de vue du GWVA sur la question de l'oisiveté. Dans le numéro de janvier 1919 de *The Veteran*, on peut y lire :

The process of making a soldier into a civilian is no easier than that of turning civilians into soldiers. Every man, with a few exceptions, discharged from the army will be thrown into civil life with the loss of the precious quality of initiative, a loss serious in proportion to the length of his service. The private soldier lives a life in which his thinking is done for him. He is forbidden to rely on his own judgement, and he is forced to accept, even in regard or the trifling details of his existence, the orders of a superior<sup>3</sup>.

Cependant, l'expression de cette crainte n'est pas simplement un message d'avertissement destiné aux membres, mais aussi une façon de rappeler au gouvernement ses devoirs envers les vétérans. Plus loin dans le même article, on peut lire :

Canadians owe a solemn debt, a debt beyond repayment, to the man of their Expeditionary Force, who, let us ever remember, placed themselves between us and the German host. But if our obligation to them can never be discharged in full, our simple duty as their fellow citizens will not be accomplished until the last man to leave the army has been re-established in our national life<sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup> The Great War Veterans' Association, « From War to Peace », *The Veteran*, vol. 2, n°2, (janvier 1919) p. 26.

<sup>4</sup> *Idem*.

À la fin de son article, l'auteur ajoute à propos de la figure du soldat démobilisé « he must be given a chance to rediscover himself in a world that will be strangely new<sup>5</sup>. » Cette citation fait donc autant référence aux nombreuses difficultés qui attendent les vétérans à leur retour, qu'au temps d'adaptation qui sera nécessaire pour que ceux-ci puissent réintégrer leur société. C'est donc un message qui s'adresse autant à l'État qu'à la population « The public will only need to be reminded of this to view his [the returned soldiers] with an understanding mind<sup>6</sup>. »

Si le *Great War Veterans' Association* conçoit qu'il est normal que ses membres vivent une période nécessaire d'oisiveté lors de leur transition à la vie civile, les écrits gouvernementaux présentent la situation sous un autre jour. Dans un rapport de la Commission des soldats invalides que Desmond Morton a analysé, on peut lire : « “Most of the men come back with sluggish mental action. They have been under military discipline so long, clothed, fed and order about that they have lost independence”<sup>7</sup>. » Bien que les deux visions évoquent un retour difficile pour les vétérans, les solutions proposées à ce problème sont bien différentes. Alors que le GWVA demande aux civils de donner aux soldats une période de répit pendant la transition, la Commission opte, quant à elle, pour une prise en charge immédiate des anciens combattants par les institutions. Pour les autorités, il est primordial d'encadrer au maximum les anciens combattants dès leur sortie de l'armée et de son cadre disciplinaire.

---

<sup>5</sup> *Idem.*

<sup>6</sup> *Idem.*

<sup>7</sup> Invalided Soldiers Commission, *Occupational Therapy and Curative Workshops*, Scammell Collection (en possession de l'auteur), cité dans Morton, *Winning the Second Battle*, p. 64.

Dans les rapports de commissions que nous avons étudiés, l'oisiveté ou *idleness* est présentée comme étant une source de vice qui doit être évitée et combattue sous toutes ses formes. En fait, l'entièreté du système de services développé par les dirigeants fédéraux autour des vétérans est conçue pour ne laisser aucune place à l'oisiveté. Lors de son passage devant la Commission des hôpitaux militaires en 1915, le médecin spécialiste Todd affirme que l'instauration de maisons permanentes pour le traitement des vétérans est à éviter, car ces établissements coûteraient très cher et que les patients n'y feraient rien mis à part être soignés. L'affirmation d'un spécialiste comme Todd permet de voir que les problèmes associés à l'inaction font partie des préoccupations quant au rapatriement des vétérans. On retrouve, par exemple, le même raisonnement à propos du traitement des soldats tuberculeux au début de la guerre.

« While some specialists regard the "rest cure" as to most effective course, others, particularly the English authorities, consider that a good deal of work, sometimes laborious, should be under-take by patients. [...] The Commission has endeavoured to strike a medium between these two<sup>8</sup>. » Une fois de plus, la commission choisit de retenir l'avis des spécialistes qui se positionnent en faveur d'une certaine charge de travail durant la convalescence. Cette directive est par la suite renforcée lors d'une autre recommandation des commissaires :

The difficulty of maintaining discipline, which has previously existed, may be minimized by the enforcement of such regulations in the hospitals and homes that a man will not be idle except in so far as repose is necessary to his restoration to health. It is of course understood that reasonable opportunities will be given for recreation. A system of physical exercises, similar to those in use at special depots in England may be introduced<sup>9</sup>.

---

<sup>8</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*, p. 36.

<sup>9</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*, p. 73.

Typique d'un mode libéral de régulation des problèmes sociaux<sup>10</sup>, cette valorisation de l'effort et du travail occupe une place centrale dans les principes directeurs du comité exécutif du *Canadian Patriotic Fund*. Cet organisme de charité base ses actions sur plusieurs directives dont la première met clairement en garde contre l'inaction et la paresse qui peut résulter de l'aide financière de l'État. On y lit : « (1) Self-help is to be encouraged to the fullest extent possible, otherwise there is a grave danger of creating a class that will always tend to relax personal effort and lean on public benevolence<sup>11</sup>. » Dans le même ordre d'idées, la cinquième directive vient aussi stigmatiser l'oisiveté en l'incluant dans la liste de comportements qui peuvent justifier une coupure dans l'assistance reçue par les soldats. « (5) Voluntary idleness, or lack of employment due to intemperance or improper conduct, either of the ex-soldier or other adult member of the family while continuing to live with the family, shall debar the family from receiving assistance<sup>12</sup>. » Bien que ces citations renforcent la thèse de Martin Petitclerc concernant l'aspect stigmatisant et moralisateur des organismes de charité<sup>13</sup>, elles nous permettent aussi de mieux distinguer ce que le gouvernement considère comme un comportement souhaitable et désirable chez les vétérans qui rentrent du front. Qu'ils soient malades, blessés ou simplement démobilisés, l'oisiveté des soldats est absolument à proscrire. Mais le plus frappant de ces exemples est probablement celui de John L. Todd qui écrit lors de son passage en Europe :

---

<sup>10</sup> Jean-Marie Fecteau, *La liberté du pauvre : sur la régulation du crime et de la pauvreté au XIXe siècle québécois*, Montréal, VLB éditeur, 2004, p. 59-60.

<sup>11</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of the Work September 19 to October 31, 1919*, p. 22.

<sup>12</sup> *Idem*.

<sup>13</sup> Petitclerc, « *Nous protégeons l'infortune* », p. 29.



every Canadian should realise that while any soldier who has suffered a physical detriment should be adequately compensated for his suffering and incapacity, that there is always an obligation on them to be self-supporting as far as they can and that no man, because he has fought, has any right to be supported in effortless idleness<sup>14</sup>.

On voit donc un affrontement entre deux visions de l'oisiveté : celle proposée par les vétérans qui la considèrent comme temporaire et normale en contexte de retour à la vie civile, et celle que l'État veut éviter à tout prix et ne tolère aucunement, même de manière transitoire. Pour les commissaires, l'inaction est synonyme de fainéantise et les anciens combattants doivent s'atteler à la tâche, et ce même durant leur convalescence. L'identité que les autorités gouvernementales cherchent à octroyer aux vétérans est donc celle d'un homme qui peut facilement tomber dans la fainéantise lorsqu'il n'est plus sous l'égide de ses officiers. En revanche, cette constante crainte de l'oisiveté est aussi révélatrice d'un autre trait qu'accolent les commissaires aux vétérans, celle de l'instabilité. L'encadrement constant qu'imposent les décideurs démontre un manque de confiance envers les capacités ou la volonté des vétérans à se réinsérer eux-mêmes dans la société active, car ces derniers pourraient bien refuser de réintégrer les rangs des travailleurs. Comme l'a démontré Todd, les incapacités dues à une blessure ne peuvent pas justifier que les vétérans demeurent oisifs. Selon Desmond Morton, cette attitude trahit un refus de concevoir que l'exposition aux combats du XX<sup>e</sup> siècle puisse être génitrice de troubles mentaux<sup>15</sup>, ce que les rapports confirment<sup>16</sup>. Pour contrer ces problèmes, réels ou imaginés, dus à l'oisiveté et l'instabilité, les commissaires vont adopter une attitude plus restrictive qui se traduit par une forme de paternalisme étatique.

---

<sup>14</sup> Todd, *John L. Todd, 1876-1949*, p. 323-324.

<sup>15</sup> Morton, *Winning the Second Battle*, p. 95.

<sup>16</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*, p. 37 et Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of the Work for the Year Ending December 31, 1924*, p. 7.

### 3.1.2. Le paternalisme étatique

Le système mis en place pour venir en aide aux vétérans dans le besoin à la fin de la Première Guerre mondiale est tributaire d'un paternalisme caractéristique des méthodes des organismes de charité de l'époque. Pour bien développer ce point de vue, nous aurons recours à la définition de Gerald Dvorkin qui décrit le paternalisme comme : « the interference with a person's liberty of action justified by reason referring exclusively to the welfare, good, happiness, needs, interests, or values of the person being coerced<sup>17</sup>. » À cette première assertion, l'auteur apporte, cependant, la nuance suivante :

There must be a violation of a person's autonomy [...] for one to treat another paternalistically. There must be a usurpation of decision-making, either by preventing people from doing what they have decided or by interfering with the way in which they arrive at their decision<sup>18</sup>.

Bien qu'il soit difficile d'obtenir une définition consensuelle du paternalisme étatique<sup>19</sup>, celle de Dvorkin nous paraît comme la plus adaptée à notre situation, car le système instauré à la fin de la guerre repose sur cette substitution du jugement des vétérans par les autorités fédérales. De plus, cette situation est renforcée par l'affirmation des commissaires concernant la perte d'indépendance des soldats qui rentrent au pays. C'est donc pour ces raisons que nous affirmons qu'il s'agit de paternalisme étatique inspiré des pratiques des organismes de charité, mais aussi de préjugés en circulation à l'égard des vétérans.

---

<sup>17</sup> Gerald Dvorkin, « Paternalism », dans Rolf E. Sartorius, dir. *Paternalism*, Minneapolis, University of Minesota Press, 1983, p. 20.

<sup>18</sup> Gerald Dvorkin, « Some Second Thoughts », dans Rolf E. Sartorius, dir. *Paternalism*, Minneapolis, University of Minesota Press, 1983, p. 107.

<sup>19</sup> Pour un portrait plus complet des débats qui structurent la définition de paternalisme, nous suggérons les ouvrages de Julian LeGrand, *Government Paternalism: Nanny State or Helpful Friend?*, Princeton, Princeton University Press, 2015, 202 p. ainsi que de Samuel Ferey, « Paternalisme libéral et pluralité du moi », *Revue économique*, vol. 62, n°4 (2011), p. 737-750.

Dans le décret 1469 datant du 24 juin 1916, le conseil privé soumettait une série de 32 propositions pour la gestion des vétérans infirmes revenant au Canada au début de la guerre. Les propositions 6 et 7 sont particulièrement éclairantes quant à l'attitude du gouvernement. La proposition 6 décrit les infractions qu'un vétéran ne peut commettre lors de son traitement en institution. Il ne peut pas consommer d'alcool et sa conduite doit être irréprochable. S'il ne suit pas ces consignes, ses soins peuvent être « forfeited by conduct which shows that they do not properly value them<sup>20</sup>. » Les responsables du traitement viennent donc substituer le jugement et la prise de décision des patients en les informant qu'un bris de condition serait l'équivalent d'un abandon de leur part. Ce discours est très près de celui qu'entreprendrait un parent à l'endroit de son enfant qui aurait enfreint une règle morale.

L'attitude paternaliste est encore plus manifeste à la lecture de la proposition 7. Dans cette dernière, on explique que les soldats conservent leur paye de 1,10 \$ par jour lors de leur convalescence à l'hôpital ou dans leur école de formation. On propose même de bonifier ce salaire à 20 \$ par mois pour les hommes mariés ou pour ceux qui ont une mère veuve à leur charge. Cependant, pour ce qui est des hommes célibataires sans personne à leur charge, on propose qu'ils ne doivent avoir accès qu'à :

\$8 per month for spending money and the balance should be placed monthly in a saving bank not to be drawn upon until final discharge, with the hope that "the magic of the bank book" may lead many of them to continue saving in a way which would not be possible if they received, as they do now, their full pay in cash. [...] It is not proposed to retain any part of the pay of married men or of men with dependents<sup>21</sup>.

---

<sup>20</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*, p. 74.

<sup>21</sup> *Idem*.

En revanche, il est possible de donner l'argent aux soldats avant la fin du terme, mais à condition que la commission approuve l'utilisation qui sera faite de l'argent. « It shall, however, be permissible, when in the option of the Commission, the balance of pay can be used to better advantage than by depositing it in a bank to the credit of the soldier to dispose of it otherwise<sup>22</sup>. » Cette situation correspond parfaitement à notre définition du paternalisme. On y voit les commissaires surimposer leur propre jugement à celui des vétérans, qui est considéré comme inadéquat. Il ne s'agit pas simplement d'offrir de l'aide sous forme de dons non monétaires, mais bien de prendre des fonds qui appartiennent déjà aux individus et de les placer sans leur consentement dans un compte bancaire sous prétexte que les célibataires ont un jugement moins sûr que celui des commissaires. La notion de paternalisme prend encore plus d'ampleur lorsqu'on examine la politique destinée spécifiquement aux célibataires. Ceux-ci ont la possibilité de jouir pleinement de leur argent uniquement si la commission considère que ces fonds seraient plus utiles qu'à la banque « “the Military Hospitals Commission is to realize its responsibilities to the full it must be regarded by the Returned Soldiers as their father and mother, trustee and everything else that has but one end, and that is the interest of the returned soldier”<sup>23</sup>. » Le meilleur intérêt pour les soldats passe donc par une négation de leur propre désir au profit de la sagesse supérieure présumée des décideurs et des commissaires. L'instabilité présumée des vétérans est donc encadrée et contrôlée par l'État, ce qui aux yeux des vétérans est une brèche majeure dans le contrat tacite.

---

<sup>22</sup> *Idem.*

<sup>23</sup> Todd to Scammel, 3 January 1917, RG 38, vol. 200, f. 8-67, part 1, cité dans Morton, *Winning the Second Battle*, p. 68.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, l'organisme de charité le plus important concernant l'aide apportée aux anciens combattants est sans aucun doute le *Canadian Patriotic Fund*. Cette œuvre de bienfaisance connaît son apogée dès sa remise en service au début de la Grande Guerre. Bien qu'au départ ses actions sont limitées à assurer la subsistance des familles des premiers soldats partis au front<sup>24</sup>, le fond s'adapte aux nouvelles réalités que la guerre apporte et élargit considérablement son éventail de responsabilités lors du conflit et après la fin des hostilités. On apprend dans le rapport de 1919 que le CPF est responsable de la gestion du *Federal Emergency Fund* et par le fait même des besoins des soldats et de leur famille dans le contexte de dépression économique d'après-guerre. Le rapport stipule que les postulants devront être recommandés au « Canadian Patriotic Fund so that their cases might be investigated, and if necessary, assisted from that appropriation, a certificate to that effect being furnished the applicant by this branch<sup>25</sup>. » Ces enquêtes, selon les méthodes du CPF, sont effectuées au cours de visites à domicile où les agents du fonds doivent évaluer si la famille qui a fait la demande est réellement nécessiteuse. Comme l'indique Morton dans son ouvrage *Fight or Pay* qui traite en grande partie du *Canadian Patriotic Fund*, ces visites ont pour but d'évaluer les besoins des requérants, mais aussi de s'assurer de la bonne morale de ceux-ci. Ainsi, on examine s'il y a des traces de dépenses extravagantes dans le logis, comme le téléphone, et on s'assure que les enfants ne sont pas négligés. De plus, on s'assure à travers une batterie de tests que les demandeurs ne vivent pas au-

---

<sup>24</sup> Morton, *Fight or Pay*, p. 32.

<sup>25</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of the Work of the Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, December 1919*, Ottawa, J. de L. Taché Printer of the King's Most Excellent Majesty, 1920, p. 58.

dessus de leurs moyens<sup>26</sup>. Cette méthode est en soi une forme de paternalisme avancé de la part du *Canadian Patriotic Fund* et correspond à ce qui est aussi pratiqué dans d'autres organismes de charité de l'époque.

Lorsque le 10 janvier 1921, le gouvernement fait adopter le décret en conseil numéro 43 pour venir en aide aux vétérans dans le besoin en raison du manque chronique d'emplois, les mesures prises et les mots utilisés pour les décrire découlent directement des façons de faire du *Canadian Patriotic Fund*. Il est écrit : « 2. In order to determine what is a necessitous case, officers of the departments shall investigate the home conditions of the applicant for assistance and shall take into consideration income from earning of the members of the family<sup>27</sup>. » Bien que le Fonds ne soit plus responsable cette fois de gérer l'assistance aux plus démunis, les visites à domicile et le paternalisme qui les accompagnent demeurent toujours l'outil principal pour décerner l'aide. De plus, il est précisé que « 3. [t]he assistance granted shall not be in cash, but shall be limited to expenditure by the department on behalf of the pensioner or former vocational student of such amounts as may enable him and his dependent to carry on for the period indicated<sup>28</sup>. » Cette dernière condition implique une attitude paternaliste encore plus importante puisque le gouvernement se charge lui-même de payer le loyer et la nourriture, car l'assistance monétaire est à proscrire<sup>29</sup>. Le rapport de 1924 confirme que la Commission se réserve le droit de payer les factures des vétérans directement à leur

---

<sup>26</sup> Morton, *Fight or Pay*, p. 122.

<sup>27</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of the Work of the Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, December 1920*, Ottawa, Thomas Mulvey Printer of the King's Most Excellent Majesty, 1921, p. 162.

<sup>28</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of 1920*, p. 163.

<sup>29</sup> Les conditions de cette aide sont clairement spécifiées dans le rapport de 1921 «The relief given did not take the form of cash grants, but was given in the form of orders for fuel, food and rent. », Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of 1921*, p. 68.

créancier. « Relief is in no instance issued in cash but always by order on landlords, grocers, coal dealers, etc. and the accounts are paid direct to those persons<sup>30</sup>. » On substitue le jugement de l'individu en ce qui a trait à la bonne utilisation de l'argent à celui de l'État. En analysant le type d'aide apportée à cette époque, Martin Petitclerc écrivait précisément : « [d]e même, l'assistance à domicile était nécessairement frugale et ne devait surtout pas interférer avec l'obligation pour chacun de se prendre en main, voire encourager les pauvres à se complaire dans leur état d'indigence. [...] C'est pourquoi on distribuait des provisions, des combustibles, des vêtements, mais très rarement de l'argent<sup>31</sup> ». L'aide offerte par le gouvernement est donc en accord avec la logique libérale de l'époque, s'appuyant aussi sur la déclaration qui affirmait que les hommes revenant de l'armée souffraient généralement d'un déficit d'indépendance et qu'il était donc du ressort gouvernemental de leur en réinjecter.

Le préjugé envers les anciens combattants concernant la perte d'indépendance ainsi que le paternalisme qui en découle est essentiel pour mieux comprendre le genre d'identité que l'État octroie aux vétérans. Cette attitude est au cœur des luttes identitaires que ces deux groupes vont mener pendant, mais aussi après la guerre. Cette dissonance se répercute aussi sur d'autres enjeux centraux aux revendications des groupes de vétérans. Il n'est donc pas surprenant d'observer une autre divergence issue des luttes identitaires quant à la conception même de la citoyenneté canadienne.

---

<sup>30</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report of the Work for the Year Ending December 31, 1924*, p. X.

<sup>31</sup> Petitclerc, « *Nous protégeons l'infortune* », p. 28.

### 3.2. Qu'est-ce qu'un citoyen? L'affrontement des conceptions

À la dissonance qui existe entre ces deux représentations de l'identité des vétérans s'ajoute une notion différente de ce qu'est la citoyenneté. Tandis que l'État élabore ses politiques en fonction d'une conception libérale de la citoyenneté, le *Great War Veterans' Association* défend une version incompatible. Dans ce segment, nous allons aborder les différences fondamentales qui existent entre ces deux conceptions de la citoyenneté en analysant le rôle particulier qu'y joue le travail.

Nous postulons tout d'abord que la conception de la citoyenneté de l'État canadien à l'époque étudiée est profondément libérale. Par cela, nous entendons qu'elle est construite autour du travail et de l'idéal du pourvoyeur<sup>32</sup>. Un citoyen n'est donc pas d'abord défini par son droit de vote, mais bien par son indépendance financière tant pour lui que pour sa famille. Ce prérequis donne accès au droit de vote, comme nous le démontrerons à l'aide des analyses menées par Michèle Dagenais<sup>33</sup>.

C'est parce que l'indépendance financière occupe une place aussi importante dans la définition libérale de la citoyenneté que les mesures mises en place pour réinsérer les vétérans dans la société ont pour principal objectif d'offrir un meilleur accès au marché du travail. L'objectif de l'État est de permettre aux anciens combattants de réintégrer les rangs des citoyens en leur permettant de décrocher un emploi qui les rendrait indépendants financièrement. Bien sûr, les autorités ont, comme nous l'avons

---

<sup>32</sup> Christie, *Engendering the State*, p. 6.

<sup>33</sup> Michèle Dagenais, « Gouverner Montréal, gouverner les Montréalais: taxation de l'eau et qualification électorale, 1860-1920 », dans Harold Bérubé et Stéphane Savard, dir. *Pouvoir et territoire au Québec. Acteurs, enjeux et processus, de 1850 à nos jours*, Québec, Septentrion, 2017, p. 61-89.



démontré, une profonde peur d'accentuer l'endettement du pays. Cela peut aussi expliquer les efforts déployés pour rendre les vétérans financièrement indépendants. Cependant, nous sommes convaincus qu'arrêter l'analyse au seul argument budgétaire ne permettrait pas de dresser un portrait précis et fidèle de la situation.

### 3.2.1. *La conception libérale*

La conception libérale de la citoyenneté est profondément ancrée dans le principe d'indépendance financière. Pour reprendre les termes de Ian McKay : « In the classical liberal model, hegemonic in Canada from the mid-nineteenth century to the 1940s, a true individual was he who was self-possessed — whose body and soul was his alone; only those human beings who met the criteria of true self-possession were 'true individuals'<sup>34</sup>. » Cette notion d'individu à part entière s'est modifiée avec le temps, mais l'idée reste la même : pour être un citoyen actif et prendre part à la démocratie, il faut être en mesure de subvenir à ses propres besoins. Cette définition est donc en accord avec les thèses de Christie portant sur l'idéal du pourvoyeur, dans lesquelles elle insiste sur l'aspect genré d'une telle définition : « the concept of unemployment insurance was constructed on the notion that only men had a right to work — and to the citizenship rights conferred by work<sup>35</sup>. » L'accès au travail est donc un droit pour les citoyens, mais confère par le fait même aussi la citoyenneté.

Une autre facette de la définition de la citoyenneté libérale est proposée par Michèle Dagenais. Dans son étude sur la taxe d'eau à Montréal à la fin du XIX<sup>e</sup> et au

---

<sup>34</sup> Ian McKay, « The Liberal Order Framework: A Prospectus for a Reconnaissance of Canadian History », *The Canadian Historical Review*, n°81, n° 4 (décembre 2000) p. 622.

<sup>35</sup> Christie, *Engendering the State*, p. 5.

début du XX<sup>e</sup> siècle, Dagenais affirme que l'imposition de cette taxe aux locataires leur donne un accès au droit de vote, et donc à une forme de citoyenneté. Elle écrit : « Répondre aux conditions exigées par la loi électorale constitue la preuve de sa capacité à subvenir à ses besoins et à exercer son libre arbitre puisque le fait de s'assumer économiquement confère aux personnes une indépendance d'esprit et donc la faculté d'exercer leur jugement de manière raisonnée et libre<sup>36</sup> ». La définition de la « citoyenneté » reste ainsi attachée à la notion du citoyen-propriétaire ou du contribuable-citoyen, ne référant pas à l'individu-citoyen démocratique<sup>37</sup>.

Les mesures gouvernementales visant à favoriser l'accès des vétérans au marché du travail, telles que les écoles professionnelles ou les emplois subventionnés ont donc une double fonction. Elles sont essentielles pour alléger le budget de l'État à long terme, mais sont aussi une façon de réintégrer les vétérans à la société en leur conférant de nouveau le statut de citoyen, puisque celui-ci s'acquiert à travers l'indépendance financière et donc le travail. Dès le premier rapport en 1915, on annonce clairement quelle sera la responsabilité de l'État dans le processus de retour des vétérans. On y affirme que :

Some men also have the feeling that having suffered for their country they should not be required to exert themselves for their livelihood but that the country owes them a livelihood. This is only partially true — what the country owes these men is an opportunity to obtain a livelihood<sup>38</sup>.

---

<sup>36</sup> Dagenais, « Gouverner Montréal, gouverner les Montréalais », p. 85.

<sup>37</sup> *Idem*.

<sup>38</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*, p. 48.

On y retrouve l'idée d'indépendance financière, mais aussi celle selon laquelle l'État a une responsabilité envers les vétérans afin de faciliter leur transition de la vie militaire à la vie civile. Les mesures qui sont déployées vont donc aller dans ce sens. L'instauration d'un système d'emplois subventionnés pour les vétérans infirmes est un bon exemple pour soutenir notre propos. Bien que ces établissements fonctionnent à perte, leur existence est justifiable puisqu'ils permettent à ces hommes de redevenir indépendants et ainsi rejoindre les rangs des citoyens.

Vetcraft shops are playing an important part in assisting men, unable to accept ordinary employment to become to a large extent self-supporting. It is true that the shops are conducted at a loss, but if these men were not so employed the loss to the community at large through the issue of relief would be greater and further, suitable employment helps to make them better citizens<sup>39</sup>.

La notion de citoyenneté est donc intimement liée à l'obtention d'un travail et l'État assume son rôle dans la formation de ces nouveaux citoyens puisqu'il est de sa responsabilité de permettre cette transition. Ce même schème de pensée est aussi perceptible pour les écoles professionnelles. On le constate lorsque les commissaires vantent les mérites des établissements de formation de l'Alberta puisqu'elles permettent aux vétérans infirmes de réintégrer le marché du travail : « and will be, at the completion of their courses, in spite of their disability, as efficient as citizens as they have been as soldiers<sup>40</sup>. » Cette fois-ci, en plus de faire mention de cette symbiose travail-citoyenneté, on remarque une dichotomie marquée entre citoyens et soldats. Ces deux identités ne semblent pas compatibles puisque les hommes doivent incarner soit l'une, soit l'autre.

---

<sup>39</sup> Canada, Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, *Report for the Year Ending in March 1925*, p. 21.

<sup>40</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*, p. 174.

L'objectif ici est de faire des citoyens de ces soldats et non pas d'intégrer à la vie civile d'anciens combattants. Bien sûr, il peut s'agir aussi d'une simple expression pour illustrer l'efficacité de ces écoles, mais le choix des termes nous semble révélateur d'une certaine conception de la réalité de la part des décideurs.

L'État accepte donc la responsabilité de faciliter la réintégration des soldats au statut de civils en leur permettant par divers moyens d'accéder au marché du travail. Ce rôle de passeur lui permettra de se libérer du poids économique des vétérans dès l'instant où ils auront trouvé du travail, mais ces mesures sont aussi destinées à redonner aux anciens combattants leur statut de citoyen, ce dernier s'acquérant par le travail dans une conception libérale telle que défini par McKay et Dagenais. Nous en concluons que pour le gouvernement fédéral, la citoyenneté s'obtient par le travail et l'indépendance financière et pas nécessairement par les faits d'armes. La citoyenneté des vétérans est donc, pour certains, encore à obtenir à la fin de la Grande Guerre. C'est cette définition du titre de citoyen que le *Great War Veterans' Association* remet en question en proposant une tout autre définition de ce qu'est un vrai citoyen canadien.

### 3.2.2. *La conception citoyenne du Great War Veterans' Association. Le sacrifice d'abord*

La conception de la citoyenneté que présentent les vétérans et plus précisément le *Great War Veterans' Association* n'est pas radicalement opposée à celle qui est défendue par le gouvernement, mais elle comporte des aspects distinctifs non négligeables. L'étude de l'historienne Laura Campbell, qui étudie les revendications des vétérans pendant la Grande Dépression, peut permettre de comprendre en partie la

dynamique qui s'installe dans l'après-guerre. Selon elle, le discours des vétérans ne remet pas en cause la définition libérale de la citoyenneté, mais vient plutôt y insérer ces derniers en reprenant le langage libéral et capitaliste du contrat et de la réciprocité<sup>41</sup>. Par leurs faits d'armes, les anciens combattants auraient obtenu les bénéfices qui sont reliés au statut de citoyen, malgré que ce dernier soit octroyé sur la base de l'indépendance économique<sup>42</sup>. De cette façon, le discours des vétérans va se moduler pour démontrer qu'ils sont les meilleurs citoyens et donc les plus méritants de l'aide économique gouvernementale<sup>43</sup>. Elle écrit : « Citizenship was therefore measured by gender, ethnicity, class, marital status, age and degree of service to the state, leading to a complicated hierarchy of who was most deserving and entitled to jobs and aid<sup>44</sup>. » Cependant, comme l'argumentaire de Campbell se base sur un corpus et une époque différente des nôtres, il est important d'y apporter certaines nuances. Nous avons évoqué précédemment un débat important entre le *Great War Veterans' Association* et le *Army and Navy Association*. La rivalité qui caractérise la relation qu'entretiennent ces organisations influence grandement leur notion de l'économie du sacrifice ainsi que la définition de la citoyenneté que ces groupes vont proposer. Il s'institue alors une hiérarchie informelle entre les vétérans et les civils, mais aussi entre les vétérans eux-mêmes selon leur degré de sacrifice.

Selon l'analyse que nous avons faite de ses discours, le *Great War Veterans' Association* défend, au cours de cette période, une nouvelle définition de la citoyenneté,

---

<sup>41</sup> Campbell, « "We who have wallowed in the mud of Flanders" », p. 128.

<sup>42</sup> *Idem*.

<sup>43</sup> Campbell, « "We who have wallowed in the mud of Flanders" », p. 127.

<sup>44</sup> Campbell, « "We who have wallowed in the mud of Flanders" », p. 128.

ou du moins une définition substantiellement différente des conceptions dominantes. En opposition au modèle libéral de la citoyenneté, où la participation à la société est basée sur le travail et l'indépendance économique, le *Great War Veterans' Association* et ses membres défendent une conception où c'est le sacrifice qui garantit tout d'abord l'obtention de la citoyenneté. L'accès au travail est alors une conséquence de la citoyenneté et non un prérequis. Nous n'affirmons pas que cette nouvelle conception est partagée par tous, mais qu'elle est assez importante pour transparaître dans les écrits que nous avons étudiés.

### 3.2.3. *Soldat et citoyen sont-ils mutuellement exclusifs?*

La première manifestation de cette nouvelle conception dont nous souhaitons ici analyser les contours apparaît en réaction aux termes utilisés dans les documents gouvernementaux pour décrire le statut des vétérans. Dans le rapport sur les travaux de la Commission des Hôpitaux militaires, les commissaires utilisent les termes « returned soldiers » pour définir les anciens combattants. On y lit : « The Military Hospitals Commission should assume the responsibility of taking care of and providing for all returned soldiers who for any cause are incapacitated for employment, or who require special training or treatment before being able to undertake any employment<sup>45</sup>. » Cette appellation est par la suite fréquemment utilisée pour désigner les vétérans dans d'autres documents officiels émanant d'agents gouvernementaux<sup>46</sup>.

---

<sup>45</sup> Canada, Military Hospitals Commission, *Report of the Work 1917*, p. 56.

<sup>46</sup> Le terme « Returned Soldiers » est utilisé par John L. Todd dans ses lettres ainsi que dans l'ensemble des commissions précédemment mentionnées.

Pour s'opposer à cette appellation qui les dépossède de leur statut de citoyen et qui les cantonne dans un rôle limité, les éditeurs *The Veteran* ainsi que certains lecteurs qui écrivent au journal vont préférer l'utilisation du terme « returned citizen ». Cette nouvelle nomenclature sous-entend qu'ils n'ont jamais cessé d'être des citoyens canadiens, même s'ils ont cessé de travailler afin de s'enrôler dans l'armée.

Canada calls these men her "returned soldiers," but are they just that, and no more? Are they not rather her "returned citizens?" [...] If the people of Canada will recognize the fact that the men now returning are the same men who went away — men who previously filled our offices, schools, professions, trades and various calling, and who formerly lived, worked and played in our midst — they will also remember that these men were citizens before they were soldiers<sup>47</sup>.

On retrouve cette même rhétorique dans l'introduction du numéro de février 1919 de la revue lorsqu'il est écrit : « The men daily returning from overseas service are not "returned soldiers" — they are repatriated Canadian citizens, and should be treated as such<sup>48</sup>. » Cette citation est encore plus claire que la précédente puisqu'elle porte un jugement sur le traitement des soldats qui n'équivaut pas à celui que devrait recevoir un citoyen. Bien qu'on ne propose pas d'exemple précis de traitement jugé comme inadéquat, ces quelques mots sont tout de même révélateurs d'un malaise face au statut conféré aux vétérans à leur retour.

En plus de revendiquer de meilleurs traitements en raison de leur statut de citoyens, les auteurs *The Veteran* vont aussi chercher à se donner une voix dans les débats publics. « After all our Association is an organized movement on the part of returned

---

<sup>47</sup> The Great War Veterans' Association, « Our Returning Citizens », *The Veteran*, vol. 2, n°2, (janvier 1919) p.16-17

<sup>48</sup> The Great War Veterans' Association, « Notes and Comment », *The Veteran*, vol. 2, n°3, (février 1919) p. 9.

soldiers to help themselves. Because of our common military service, we have certainly not surrendered any of our rights as citizen<sup>49</sup>.» De cette façon, les vétérans se réapproprient leur propre identité en définissant eux-mêmes leurs rôles dans le processus de rétablissement à la vie civile. Ils ne sont pas seulement des êtres dociles et passifs que le gouvernement peut gérer comme bon lui semble, mais plutôt des membres actifs de la société qui s'octroient le droit d'intervenir dans les affaires publiques. Ils s'affirment ainsi comme des hommes adultes et non comme des enfants que l'État peut contrôler et encadrer de manière paternaliste. En plus de justifier l'existence du *Great War Veterans' Association* en le positionnant comme un acteur rationnel et pertinent dans les débats de société, cet article défend aussi la position que les anciens combattants sont des citoyens même s'ils ne travaillent pas dès leur retour.

#### 3.2.4. La citoyenneté des tranchées

La rhétorique du *Great War Veteran's Association* utilisée pour défendre une conception de la citoyenneté qui ne repose pas uniquement sur l'indépendance financière, mais bien sur le sacrifice s'inscrit dans une démarche plus large de valorisation des bienfaits de l'institution militaire.

Si le premier argument visant à faire valoir la pertinence des vétérans sur la scène publique consiste à affirmer qu'ils sont et ont toujours été des citoyens, le deuxième démontre que l'armée est un terreau fertile où peuvent germer les idéaux de la

---

<sup>49</sup> The Great War Veterans' Association, « The Policy of the Association », *The Veteran*, vol. 1, n°3, (février 1918) p. 18-19.



démocratie. Dès le premier numéro en 1917, on affirme que l'expérience du combat permet de transcender l'intérêt personnel au profit d'un idéal collectif :

The Army creates a real brotherhood between men who have fought together. It helps to solve the supreme problem of civilization which is the creation of citizens, people firmly imbued with the ideal of the general welfare, who will set aside private schemes and ambitions and work harmoniously with their fellowmen for the highest good of the community. The personal interests of men in a battalion are to a large extent forgotten<sup>50</sup>.

Étant donné sa date de publication et le contenu du premier numéro *The Veteran*, ce texte fait très certainement la promotion du projet de gouvernement d'union qui permettrait le recrutement d'hommes supplémentaires. Il n'en demeure pas moins que l'argumentaire déployé propose une vision où l'expérience du combat et de la fraternité qui en découle est en quelque sorte garante de citoyenneté et de solidarité. Elle développe chez les principaux intéressés le sens du détachement et la recherche du bien commun qui sont considérés comme d'importantes notions civiques.

Cette fraternité est brandie et présentée comme un trait distinctif par les auteurs du *Great War Veterans' Association* pour distancier les vétérans des membres du gouvernement. Ainsi, on prétend que seuls ceux qui se sont battus côte à côte peuvent connaître la vraie solidarité essentielle au développement et au maintien de la démocratie. Qui plus est, l'armée étant alors une chasse gardée masculine, cette vision des choses impliquait que la citoyenneté complète ne pouvait être qu'une affaire réservée aux hommes. Les agissements du gouvernement peuvent donc être qualifiés de non démocratiques puisque ses représentants n'ont pas connu les horreurs du front.

---

<sup>50</sup> The Great War Veterans' Association, « Foreword, the Legacy of Responsibility » *The Veteran*, vol. 2, n°2, (décembre 1917) p. 9-10.

If Canada is really a "democratic" country how does it happen that a private's pension is so much smaller than an officer's? Why is the new war service gratuity based primarily upon, and graduated to, rank instead of service only? Why are privates brought home like cattle while officers travel first class? Why do we hear the expression "Oh, he's only a private!" when qualifications are being considered for a civil appointment? Is the private's service more easily performed than an officer's? Is he less sensitive to the pain of grievous wounds? Is it of no consequence how his family exist? Is the remainder of his life to be classified and adjusted according to the tunic he was wearing when he went over the top? It would indeed appear so. And further, it is a fact that snobbery and class distinction and prejudice have increased one thousand per cent in Canada during the four years of fighting for "the principle of democracy. Let us hope that the democracy of the trenches will change all this in the days to come"<sup>51</sup>.

Cet extrait d'article remet en question la qualité, voire l'existence même de la démocratie canadienne. En dénonçant l'inégalité qui existe entre la pension d'un simple soldat et celle d'un officier, l'auteur s'attaque directement au gouvernement qui décerne ces pensions. De plus, il sous-entend que cette pratique n'est qu'un exemple des injustices commises envers les vétérans. L'expression « democracy of the trenches » n'est pas anodine puisqu'elle reprend l'image des tranchées comme synonyme du sacrifice et de l'horreur de la Première Guerre mondiale. L'auteur suggère à travers cette illustration que les anciens combattants ont une meilleure conscience de la démocratie et seraient donc de meilleurs citoyens. Il tente donc de démontrer que l'expérience du combat est formatrice de meilleurs citoyens, contrairement aux politiciens qui prétendent que les institutions canadiennes sont les seules représentantes de la démocratie.

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, les immigrants occupent souvent le rôle d'antagonistes dans le récit que font les vétérans de leur retour au pays. Ils sont souvent dépeints comme antidémocratiques et indignes de se voir décerner le statut de

---

<sup>51</sup> The Great War Veterans' Association, « Notes and Comment », *The Veteran*, vol. 2, n°3, (février 1919), p. 12.

citoyens. Ils ne doivent donc moralement pas avoir accès aux bénéfices liés à la citoyenneté.

The question of dealing with alien immigration demands not only that the Government shall adopt immediate measures for the regulation of the lives and behaviors of enemy aliens but, further, that the Government shall take "thought of the morrow" and, deciding that Canada has its fill of the "scum of Europe" assure that our agricultural lands shall be offered in future only to those settlers who are worthy of Canadian citizenship<sup>52</sup>.

Sans faire abstraction de la xénophobie et du racisme inévitablement présents dans de tels propos, nous désirons attirer l'attention sur le système argumentatif sur lequel reposent ces écrits. Les bénéfices de la citoyenneté ne peuvent être octroyés qu'à ceux qui le méritent, qui sont « worthy of Canadian citizenship », et ceci s'acquiert par le sacrifice, conformément à l'économie du sacrifice. Puisque les ressources comme les terres et les emplois se font rares, seuls ceux qui sont les plus méritants peuvent y avoir accès. Une autre preuve de ce système de pensée se trouve dans le numéro de février 1920, où les éditeurs de la publication se portent à la défense des immigrants qui auraient fait leur part pendant la guerre. On y lit :

A number of protests having reached THE VETERAN [sic] appealing against the sentiments contained in an article entitled "Danger," which was reproduced from the Montreal Star in our last issued under the heading, "Through the Press Periscope," we wish to point out that these articles are not necessarily endorsed by THE VETERAN [sic]. In this particular instance, as far as THE VETERAN [sic] is concerned, aliens who "played the game" during the great war — and there were many thousands who served loyally — have our respect and that of every fair-minded person in Canada<sup>53</sup>.

Bien que ce genre d'article ne soit pas très commun dans les pages *The Veteran*, il témoigne tout de même de l'importance qu'occupe l'économie du sacrifice au sein de

<sup>52</sup> The Great War Veterans' Association, « Impression of the Conference », *The Veteran*, vol. 1, n°8, (juillet 1918), p. 23.

<sup>53</sup> The Great War Veterans' Association, « Comment », *The Veteran*, vol. 3, n°3, (février 1920), p. 17.

l'appareil argumentaire du *Great War Veterans' Association*. Pour l'auteur, avoir participé au grand projet qu'était la victoire par leur effort de guerre ou avoir « joué le jeu » permet de gagner le respect, mais aussi un certain droit à l'existence dans la société canadienne.

## Conclusion

Il est possible de voir dans le discours des vétérans une volonté d'étendre la citoyenneté libérale à leur propre groupe. Toutefois, nous croyons que de restreindre l'analyse à cette simple dimension ne prendrait pas en compte l'ensemble du phénomène. Sans être en opposition complète avec la thèse de l'adhésion à la citoyenneté libérale, nous postulons que la conception de la citoyenneté défendue par le GWVA présente une différence puisqu'elle n'est pas basée uniquement sur un argument économique, mais sur la valorisation de l'effort collectif. C'est de cette façon que la nouvelle conception inclut les femmes de soldats, celles qui ont travaillé dans les usines ainsi que les immigrants qui ont participé à l'effort de guerre. Pour les vétérans, la guerre ne constitue pas simplement un conflit, mais une partie intégrante de leur identité. Ce passage tiré du premier exemplaire *The Veteran* résume assez bien l'état d'esprit des anciens combattants dès leur retour au Canada: « [T]he man who desires to be a worthy citizen of this great country, made great by the blood and suffering of its young manhood — can he justify his existence as a citizen of Canada if he fails to co-operate heart and soul in our great work<sup>54</sup>. »

---

<sup>54</sup>The Great War Veterans' Association, « President's Address, Speech Delivered by Lt-Col. W. P. Purney to the special Parliamentary Committee on June 5, 1917 », *The Veteran*, vol. 1, n°1, (décembre 1917) p. 21.

Les vétérans considèrent la Première Guerre comme une grande entreprise destinée à sauver la démocratie, la civilisation et peut-être même de créer un Nouveau Monde où les injustices ne seraient plus chose courante. Cependant, ce Nouveau Monde ne se manifeste pas à leur retour et les conditions de vie qui les attendent au Canada sont largement en deçà de leurs attentes. Ce retour difficile, le vétéran canadien d'origine néerlandaise Pierre Van Paassen l'exprime très bien dans son livre *Days of our years*.

All that sounds fine, but I had a feeling, nevertheless, that I had been victim of an enormous nonsense. And not only I, but thousands of young men who had been deprived of everything that makes for human dignity by their submission to an arbitrary fate; men who had thrown their lives into the scales on the supposition that they were helping preserve something precious in this world<sup>55</sup>.

On retrouve ce même genre de discours dans *The Veteran* où les auteurs ont le profond sentiment de s'être fait flouer par leurs dirigeants et la société canadienne en général. C'est ce qui peut expliquer l'importance donnée au sacrifice dans la rhétorique des organisations de vétérans. En opposition à ceux qui sont restés au pays et ont travaillé, les vétérans se sont battus au front pour ce qu'ils considéraient une juste cause. Cette expérience a inévitablement influencé leur conception de la citoyenneté qui n'est plus axée prioritairement sur le travail comme pouvait l'être la conception libérale classique. La dissonance entre l'identité revendiquée et l'identité octroyée des vétérans est donc aussi profonde que la définition même de ce qu'est un citoyen et de ce qui permet la participation à la vie publique.

En revanche, le débat sur les différentes conceptions de la citoyenneté n'est qu'une facette de la lutte de pouvoir qui s'exerce entre les associations de vétérans et

---

<sup>55</sup> Pierre Van Paassen, *Days of our Year*, New York, Hillman-Curl, 1939, p. 91.

l'État. Elle est symptomatique d'une volonté d'obtenir les ressources et les services d'un appareil étatique qui s'accroît à la même période. Les décideurs agissent de façon paternaliste en voulant surimposer leur jugement en matière de gestion financière et les anciens combattants ne veulent pas être traités en enfants et réclament une plus grande partie des ressources de l'État. Qu'elles aient été rationnelles ou non, les représentations des anciens combattants et celles du gouvernement ont substantiellement modifié le discours de ces groupes l'un envers l'autre. Il s'agit donc de représentations ayant influencé les politiques nationales et qui ont affecté la vie de plus de 600 000 Canadiens dans ce qui devait être la Der des ders.

## CONCLUSION

Au cours de notre étude, nous avons tenté de comprendre d'où provenaient les tensions entre le gouvernement et les vétérans canadiens de la Première Guerre mondiale. Nous croyons que la démarche autour de l'étude de l'identité des vétérans canadiens ainsi que l'analyse du débat autour des différentes conceptions de la citoyenneté permettent à nos recherches d'apporter un éclairage additionnel à l'historiographie déjà chargée de la Première Guerre mondiale. De cette façon, il nous est possible d'offrir de nouvelles réponses quant à la question des tensions entre les vétérans et leur gouvernement tout en nous éloignant de la sempiternelle explication pécuniaire. Notre objectif avec le premier chapitre était de démontrer que la Grande Guerre avait eu un impact d'une ampleur sans précédent dans l'histoire canadienne. Cet impact a forcé l'État fédéral à s'impliquer davantage dans la sphère sociale et économique du pays. C'est ainsi qu'Ottawa met sur pied une série de commissions avec le mandat de suggérer et d'encadrer de nouvelles mesures ayant pour but de contrôler les répercussions de la Première Guerre mondiale sur le pays, tant sur le plan économique que social. Parmi ces mesures parfois maladroites destinées aux vétérans, on note entre autres l'instauration d'un important système de pensions, des écoles de métier sans compter des emplois subventionnés. Bien que l'État défende toujours une logique profondément libérale et qu'il emprunte les structures inhérentes de ce système, dont le recours au « privé » et donc aux œuvres de charité pour régler certains problèmes sociaux, nous concluons tout de même que le rôle de l'État se transforme avec la Première Guerre mondiale pour devenir plus interventionniste.

Ce contexte de transformation du rôle de l'État module par le fait même les revendications des groupes de vétérans, qui demandent que leur service militaire soit reconnu à ce qu'ils considèrent être sa juste valeur, par le gouvernement fédéral. C'est autour de l'étude de ces revendications et plus précisément de leurs formulations que nous avons construit le deuxième chapitre. Dans celui-ci, nous avons démontré comment s'est formée l'identité des vétérans canadiens à travers l'analyse *The Veteran*, la publication du plus important rassemblement d'anciens combattants de l'époque, soit le *Great War Veteran's Association*. Nous avons démontré que l'identité des vétérans canadiens n'était pas quelque chose de spontané ou qui se développe uniquement sur les champs de bataille, mais qu'il s'agit plutôt d'un processus complexe et évolutif prenant de l'importance dès le retour au pays. À travers la valorisation de traits discriminants positifs au sein du groupe, comme le courage et la solidarité, et la dévalorisation d'autres traits discriminants négatifs chez l'exogroupe, les vétérans en sont venus à revendiquer une identité qu'ils considéraient la leur. Bien que cette stratégie identitaire s'appuie sur une myriade de traits discriminants, le plus important est celui du sacrifice. Selon ce que l'on lit dans *The Veteran*, un ancien combattant se définit principalement par son niveau de sacrifice. Qu'il se soit sacrifié pour son pays, pour sa famille ou pour préserver la démocratie et la civilisation occidentale d'une invasion allemande, le sacrifice est assurément le thème central de la rhétorique des groupes de vétérans.

Cependant, ce sacrifice n'est pas uniforme et se décline en deux grandes catégories, soit le sacrifice visible et invisible. Le sacrifice visible est apparent, car il laisse des traces sur le corps des vétérans. Il comprend les blessures physiques, comme la



perte de membres, mais aussi les séquelles psychologiques que l'on associe fréquemment aux troubles nerveux. Le sacrifice invisible est quant à lui plus pernicieux. Il s'exprime par les opportunités personnelles et professionnelles ratées en raison du temps passé dans les tranchées et par la difficulté d'avoir un emploi au retour de la guerre alors que ceux qui n'ont pas combattu en occupent déjà un. L'abnégation est mise en valeur dans la notion d'économie du sacrifice, selon laquelle l'ampleur de la reconnaissance devrait être proportionnelle à l'effort fourni. Ce principe instaure de façon implicite une hiérarchie du sacrifice parmi les vétérans selon laquelle ceux qui auraient le plus donné devraient être compensés davantage. C'est donc à travers le prisme de l'économie du sacrifice que le GWVA revendique de plus amples services pour ses membres qui se sont battus en Europe par rapport à ceux qui ont défendu le Canada en restant sur place.

Le troisième chapitre abordait l'envers de la stratégie identitaire des anciens combattants en s'intéressant à l'identité que le gouvernement canadien tentait pour sa part d'octroyer aux vétérans. En analysant les commissions d'enquête ainsi que la correspondance des commissionnaires, nous avons démontré que les représentants de l'État fédéral cherchaient à imposer une identité aux vétérans en utilisant le même processus de valorisation et de dévalorisation de traits discriminants. Cette identité était majoritairement basée sur des préjugés défavorables aux vétérans qui orbitaient principalement autour de la notion d'infantilisation. Dès leur retour au pays, les anciens combattants devaient à tout prix éviter toute forme d'oisiveté et commencer à travailler le plus rapidement possible. Ce paternalisme étatique, caractérisé par une substitution du

jugement des commissaires à celui des vétérans, se manifestait par des lois obligeant ces derniers à adopter certains comportements, comme la pratique de l'épargne et de la frugalité. Cette attitude était aussi perceptible dans les recommandations des commissaires qui suggéraient fortement de ne pas donner d'argent liquide directement aux vétérans, mais d'aider plutôt ceux qui étaient dans le besoin en leur fournissant des biens essentiels. De plus, les décideurs voulaient aussi retenir une portion de la solde des anciens combattants pour la déposer à la banque et ainsi forcer l'apprentissage de l'épargne. Il est donc primordial de comprendre cette dynamique d'identité octroyée par rapport à celle qui est revendiquée par les vétérans pour bien interpréter les mesures mises en place par l'État envers les vétérans.

Il est aussi possible d'expliquer la prédominance de ce paternalisme étatique en analysant la conception même de la citoyenneté libérale. Comme l'individualisme est l'un des fondements de cette idéologie et que l'indépendance économique y est intrinsèquement liée, la notion de travail occupe donc une place considérable dans la définition de la citoyenneté libérale. Le paternalisme est de ce fait une attitude légitime à adopter envers les vétérans, selon les commissaires, puisque ceux-ci n'ont pas de travail et ne sont donc pas considérés pour cette raison comme des citoyens adultes à part entière. Les efforts déployés par l'État pour réinsérer les anciens soldats sur le marché du travail s'expliquent donc par des raisons pécuniaires, mais aussi par une volonté de faire passer ces derniers au plein statut de citoyen en les rendant financièrement autonomes. Le travail n'est plus seulement un moyen d'obtenir de l'argent, il est la pierre angulaire de l'obtention de la citoyenneté libérale dans la rhétorique gouvernementale.

Pour les vétérans à l'inverse, la citoyenneté ne se définit pas prioritairement par le travail, mais plutôt par le sacrifice. Selon les principes de l'économie du sacrifice dont ils font la promotion, ceux qui ont le plus donné à la Patrie sont en droit de se voir reconnaître le plus haut « niveau » de citoyenneté et d'obtenir les services qui lui sont associés. C'est dans cette logique que le GWVA affirme que les soldats qui rentrent du front ne sont pas des *returned soldiers* mais bien des *returned citizens*. Cette distinction peut sembler subtile, mais elle fait toute la différence quant à l'attribution du statut de citoyen. L'appellation *returned soldiers* implique qu'il y aurait une dichotomie entre le fait d'être un soldat et un citoyen et que par le fait de cette disjonction, les vétérans n'auraient pas encore accès aux mêmes traitements qu'un citoyen. Le GWVA ne remet pas en cause l'importance du travail et de l'indépendance financière dans la société canadienne du début du XXe siècle, mais il vient apporter une nuance qui s'applique presque exclusivement aux soldats : avoir participé à l'effort de guerre et donc à l'économie du sacrifice prime sur la notion de travail. Cependant, le GWVA défend aussi une hiérarchie du sacrifice en lien avec la citoyenneté. Selon celle-ci, ceux qui ont consenti le plus de sacrifices devraient recevoir la plus haute reconnaissance civique et donc plus de services.

On peut donc conclure que les tensions qui se développent entre le gouvernement fédéral et les vétérans canadiens de la Première Guerre mondiale ne sont pas seulement d'origine pécuniaire. Les questions monétaires sont certes centrales au sein des débats qui opposent ces deux agents, mais en approfondissant le sujet, on observe des

pommes de discorde beaucoup plus fondamentales, soit la bataille pour l'attribution de l'identité et la notion même de citoyenneté. Comme le démontre Lara Campbell, cette remise en question de certains aspects de la logique libérale de la part des vétérans ne survivra pas à la décennie suivant la fin de la guerre. Cependant, l'éphémérité de ce mouvement ne réduit en rien l'intérêt qu'il représente pour les chercheurs. Dans les écrits publiés dans *The Veteran* qui semblent n'être à première vue que des articles visant à divertir et à informer les anciens combattants, on retrouve les éléments de la construction identitaire d'un groupe qui se sent marginalisé lors d'une période de grands changements. Comme l'ont démontré les auteurs que nous avons cités au cours de ce mémoire, les processus de construction identitaire dans un contexte trouble ne sont pas l'apanage exclusif des groupes de vétérans. Ces mécanismes sont souvent employés dans une confrontation avec l'Autre, que celui-ci soit réel ou imaginé et peuvent aussi être utilisés pour discréditer ce dernier. C'est dans cette optique que le concept même de citoyenneté prend de l'importance. Dans le cas des vétérans, la rhétorique identitaire n'est pas uniquement employée pour donner une cohésion à leur groupe, mais elle l'est aussi pour revendiquer une définition différente de la citoyenneté. Une définition qui peut être considérée comme élargie, en y incluant ceux qui ont participé à l'effort de guerre, ou restreinte en y excluant la majorité des immigrants. L'utilisation de l'identité et du sacrifice comme monnaie politique et sociale nécessiterait, à notre avis, une recherche plus approfondie.

## BIBLIOGRAPHIE

**I. Sources**

CANADA. Military Hospitals Commission. *Report of the Work of the Military Hospitals Commission, May 1917*. Ottawa, J. de L. Taché Printer of the King's Most Excellent Majesty, 1917, 182 p.

CANADA. Department of Soldiers' Civil Re-Establishment. *Report of the Work of the Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, Canada, September 19 to October 31, 1919*. Ottawa, J. de L. Taché Printer of the King's Most Excellent Majesty, 1919, 1075 p.

CANADA. Department of Soldiers' Civil Re-Establishment. *Report of the Work of the Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, December 1919*. Ottawa, J. de L. Taché Printer of the King's Most Excellent Majesty, 1920, 170 p.

CANADA. Department of Soldiers' Civil Re-Establishment. *Report of the Work of the Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, December 1920*. Ottawa, Thomas Mulvey Printer of the King's Most Excellent Majesty, 1921, 165 p.

CANADA. Department of Civil Re-Establishment. *Report of the Work of the Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, Canada, December 1921*. Ottawa, F. A. Acland Printer of the King's Most Excellent Majesty, 1922, 131 p.

CANADA. Department of Soldiers' Civil Re-Establishment. *Report of the Work of the Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, Canada, for the Year Ending December 31, 1923*. Ottawa, F. A. Acland Printer of the King's Most Excellent Majesty, 1924, 79 p.

CANADA. Department of Soldiers' Civil Re-Establishment. *Report of the Work of the Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, Canada, for the Year Ending December 31, 1924*. Ottawa, F. A. Acland Printer of the King's Most Excellent Majesty, 1925, 48 p.

CANADA. Department of Soldiers' Civil Re-Establishment. *Report of the Work of the Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, Canada, for the Year Ending March 31, 1925*. Ottawa, F. A. Acland Printer of the King's Most Excellent Majesty, 1925, 71 p.

CANADA. Department of Soldiers' Civil Re-Establishment. *Report of the Work of the Department of Soldiers' Civil Re-Establishment, Canada, for the Year Ending March 31, 1927*. Ottawa, F. A. Acland Printer of the King's Most Excellent Majesty, 1928, 84 p.

CANADA. Department of Pension and National Health. *Report of the Work of the Department of Pension and National Health for the Year Ending in March 31, 1928*. Ottawa, F. A. Acland Printer of the King's Most Excellent Majesty 1929, 58 p.

CANADA. Department of Pension and National Health. *Report of the Work of the Department of Pension and National Health for the Year Ending in March 31, 1929*. Ottawa, F. A. Acland Printer of the King's Most Excellent Majesty 1930, 132 p.

LANCELOT TODD, John et TODD FIALKOWSKI, Bridget. *John L. Todd, 1876-1949: Letters*, [s.l.], 1981, 459p.

Statistique Canada (juin 2009). *Canada Year Book 1932* [site Web]. Consulté le 29 avril 2016, [http://www66.statcan.gc.ca/eng/acyb\\_c1932-eng.aspx?opt=/eng/1932/193201290091\\_p.%2091.pdf](http://www66.statcan.gc.ca/eng/acyb_c1932-eng.aspx?opt=/eng/1932/193201290091_p.%2091.pdf)

THE ARMY AND NAVY VETERANS IN CANADA. *The Army and Navy Magazine*, vol. 1, n°2, (juin 1919), 30 p.

THE GREAT WAR VETERANS' ASSOCIATION. *The Veteran*, vol. 1, n°1, (décembre 1917), 32 p.

THE GREAT WAR VETERANS' ASSOCIATION. *The Veteran*, vol. 1, n°2, (janvier 1918), 36 p.

THE GREAT WAR VETERANS' ASSOCIATION. *The Veteran*, vol. 1, n°3 (février 1918), 36 p.

THE GREAT WAR VETERANS' ASSOCIATION. *The Veteran*, vol. 1, n°5 (avril 1918), 40 p.

THE GREAT WAR VETERANS' ASSOCIATION. *The Veteran*, vol. 1, n°6 (mai 1918), 48 p.

THE GREAT WAR VETERANS' ASSOCIATION. *The Veteran*, vol. 1, n°8 (juillet 1918), 48 p.

THE GREAT WAR VETERANS' ASSOCIATION. *The Veteran*, vol. 1, n°9 (août 1918), 48 p.

THE GREAT WAR VETERANS' ASSOCIATION. *The Veteran*, vol. 1, n°10 (septembre 1918) 48 p.

THE GREAT WAR VETERANS' ASSOCIATION. *The Veteran*, vol. 1, n°11 (octobre 1918), 48 p.

THE GREAT WAR VETERANS' ASSOCIATION. *The Veteran*, vol. 1, n°12 (novembre 1918), 52 p.

THE GREAT WAR VETERANS' ASSOCIATION. *The Veteran*, vol. 2, n°2 (janvier 1919), 80 p.

THE GREAT WAR VETERANS' ASSOCIATION. *The Veteran*, vol. 2, n°3, (février 1919), 64 p.

THE GREAT WAR VETERANS' ASSOCIATION. *The Veteran*, vol. 2, n°4 (mars 1919), 64 p.

THE GREAT WAR VETERANS' ASSOCIATION. *The Veteran*, vol. 2, n°10 (septembre 1919), 64 p.

THE GREAT WAR VETERANS' ASSOCIATION. *The Veteran*, vol. 2, n° 11, (octobre 1919), 64 p.

THE GREAT WAR VETERANS' ASSOCIATION. *The Veteran*, vol. 2, n°12 (novembre 1919), 64 p.

THE GREAT WAR VETERANS' ASSOCIATION. *The Veteran*, vol. 3, n°1 (décembre 1919), 55 p.

THE GREAT WAR VETERANS' ASSOCIATION. *The Veteran*, 3, n°3, (février 1920), 56 p.

VAN PASSEN, Pierre Van. *Days of our Year*, New York, Hillman-Curl, 1939, 577 p.

## II. Ouvrages généraux

CRAIG BROWN, Robert et CLARK MACKENZIE, David. *Canada and the First World War: Essays in Honour of Robert Craig Brown*. Toronto, University of Toronto Press, 2005, 452 p.

FINKEL, Alvin. *Social Policy and Practice in Canada a History*. Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2006, 384 p.

GUELTON, Frédéric. « Les armées ». Dans Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker, dir., *L'Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004, 1279 p.

GERBER, David. *Disabled Veterans in History*. Ann Arbor, University of Michigan Press, 2012, 348 p.

KEEGAN, John. *The First World War*. New York, Random House, 1999, 475 p.

MCKAY, Ian. « The Liberal Order Framework: A Prospectus for a Reconnaissance of Canadian History ». *The Canadian Historical Review*, vol. 81, n°4, (décembre 2000) p. 617-645.

PADDOCK, Troy. *War I and Propaganda*. Boston, Leiden, Brill, 2014, 360 p.

### III. Études

BOURKE, Joanna. « Effeminacy, Ethnicity and the End of Trauma: The Sufferings of 'Shell-Shocked' Men in Great Britain and Ireland, 1914-39 ». *Journal of Contemporary History*, vol. 35, n° 1 (janvier 2000), p. 57-69.

BOURKE, Johanna. *An Intimate History of Killing : Face-to-Face Killing in the Twentieth-Century Warfare*. New York, Basic Books, 1999, 564 p.

BRUBAKER, Rogers et COOPER, Frederick. « Beyond "Identity" ». *Theory and Society*, vol. 29, (2000), p. 1-47.

CAMPBELL, Lara. « "We who have wallowed in the mud of Flanders": First World War Veterans, Unemployment and the Development of Social Welfare in Canada, 1929-1939 ». *Journal of the Canadian Historical Association*, vol.11, n° 1 (2000), p. 125-149.

CAMILLERI, Carmel et al., *Stratégies identitaires*. Paris, Presses Universitaires de France, 1990, 256 p.

CHRISTIE, Nancy. *Engendering the State. Family, Work, and Welfare in Canada*. Toronto, University of Toronto Press, 2000, 459 p.

DAGENAIS, Michèle. « Gouverner Montréal, gouverner les Montréalais: taxation de l'eau et qualification électorale, 1860-1920 », dans Harold Bérubé et Stéphane Savard, dir. *Pouvoir et territoire au Québec. Acteurs, enjeux et processus, de 1850 à nos jours*, Québec, Septentrion, 2017, p. 61-89.

DVORKIN, Gerald. « Paternalism ». Dans Rolf E. Sartorius, dir. *Paternalism*, Minneapolis, University of Minesota Press, 1983, p. 19-34.

DVORKIN, Gerald. « Some Second Thoughts ». Dans Rolf E. Sartorius, dir. *Paternalism*, Minneapolis, University of Minesota Press, 1983, p. 105-111.

EDGAR, Jones. « The Psychology of Killing: The Combat Experience of British Soldiers During the First World War ». *Journal of Contemporary History*, vol. 41, n° 2 (avril 2006), p. 229-246.

FECTEAU, Jean-Marie. *La liberté du pauvre : sur la régulation du crime et de la pauvreté au XIXe siècle québécois*. Montréal, VLB éditeur, 2004, 455 p.



FECTEAU, Jean-Marie. « Généalogie de l'État-providence », *Lien social et Politiques*, n° 33, (printemps 1995), p. 5-9.

FEO, Katherine. « Invisibility: Memory, Masks and Masculinities in the Great War », *Journal of Design History*, vol. 20, n° 1 (2007), p. 17-27.

FEREY, Samuel. « Paternalisme libéral et pluralité du moi ». *Revue économique*, vol. 62, n°4, (2011), p. 737-750.

GÉLINAS, Claude. *Indiens, Eurocanadiens et le cadre social du métissage au Saguenay-Lac-Saint-Jean, XVIIe-XXe siècles*. Québec, Septentrion, 2011, 215 p.

GUEST, Dennis. *The Emergence of Social Security in Canada*. Vancouver, UBC Press, 1999, 390 p.

GULLACE, Nicoletta. « White Feathers and Wounded Men: Female Patriotism and the Memory of the Great War ». *Journal of British Studies*, vol. 36, n° 2 (avril 1997), p. 178-206.

LARSSON, Marina. « Restoring the Spirit: The Rehabilitation of Disabled Soldiers in Australia after the Great War ». *Health and History*, vol. 6, n° 2 (janvier 2004), p. 45-59.

LAUZON, Véronique. « Réduire l'écart entre les identités revendiquées et une identité assignée. Des femmes de culture musulmane engagées dans l'espace public québécois ». Mémoire de maîtrise (sociologie), Université de Montréal, 2011, 123 p.

LAWSON, Barbara, MILLER, Pamela et Kristen DOBBIN. *Dr. John Lancelot Todd--Guide to International Collections of Print, Manuscript, Photographic and Material Resources Documenting the Professional and Personal Life of Dr. John Lancelot Todd (1876-1949)*. Montréal, McGill University, 2011, 58 p.

LEED, Eric. *No Man's Land: Combat & Identity in World War I*. Cambridge, Cambridge University Press, 1979, 257 p.

LEGRAND, Julian. *Government Paternalism: Nanny State or Helpful Friend?*. Princeton, Princeton University Press, 2015, 202 p.

LIPIANSKY, Edmond-Marc. *Psychologie de l'identité : soi et le groupe*. Paris, Dunod, 2005, 255 p.

LITALIEN, Michel. *Dans la tourmente: deux hôpitaux militaires canadiens-français dans la France en guerre, 1915-1919*. Montréal, Athéna, 2003, 159 p.

LOEZ, André. « Militaires, combattants, citoyens, civils, les identités des soldats français en 1914-1918 ». *Pôle Sud*, n°36 (2012), p. 67-85.

MAYE TILLOTSON, Shirley. *Contributing Citizens Modern Charitable Fundraising and the Making of the Welfare State, 1920-66*. Vancouver, UBC Press, 2008, 339 p.

MEYER, Jessica. *Men of War: Masculinity and the First World War in Britain*. New York, Palgrave Macmillan, 2009, 216 p.

MORIN-PELLETIER, Mélanie. *Briser les ailes de l'ange: les infirmières militaires canadiennes, (1914-1918)*. Montréal, Athéna, 2006, 185 p.

MORTON, Morton et Glenn T. WRIGHT. *Winning the Second Battle: Canadian Veterans and the Return to Civilian Life 1915-1930*. Toronto, University of Toronto Press, 1987, 328 p.

MORTON, Morton. *Fight or Pay Soldiers' Families in the Great War*. Vancouver, UBC Press, 2004, 326 p.

MOSSE, George. *L'image de l'homme : l'invention de la virilité moderne*. Paris, 1997, 253 p.

NOOTENS, Thierry. « Un individu “éclaté” à la dérive sur une “mer” de sens ? Une critique du concept d'identité ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 62, n°1 (été 2008) p. 35-67.

NORTON CRU, Jean. *Du témoignage*. Paris, Gallimard, 1929, 270 p.

ORNSTEIN, Michael D. et STEVENSON, Michael. *Politics and ideology in Canada Elite and Public Opinion in the Transformation of a Welfare State*. Montreal, McGill-Queen's University Press, 1999, 497 p.

PETITCLERC, Martin. « *Nous protégeons l'infortune* »: les origines populaires de l'économie sociale au Québec. Montréal, VLB, 2007, 278 p.

STRUTHERS, James. *No Fault of Their Own: Unemployment and the Canadian Welfare State, 1914-1941*. Toronto, University of Toronto Press, 1983, 268 p.

VALVERDE, Mariana. « The Mixed Social Economy as a Canadian Tradition ». *Studies in Politics Economy*, n° 47, (1995), p. 33-60.

WINTER, Jay. « Shell-Shock and the Cultural History of the Great War ». *Journal of Contemporary History*, vol. 35, n° 1 (janvier 2000), p. 7-11.